

Depuis le 11 septembre 2001, l'administration Bush a mis en place une stratégie sécuritaire controversée dans la Corne de l'Afrique (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan). La stratégie vise à augmenter les capacités militaires de ses alliés, peu importe la nature de leur régime, et, simultanément, à renforcer la présence américaine dans la région pour contrer le terrorisme. Nous avons alors analysé la réinsertion de cette région dans le discours de la menace américain en ayant recours à plusieurs concepts issus de l'approche constructiviste critique. Plus spécifiquement, nous nous sommes demandé de quelles pratiques représentationnelles cette stratégie avait émergé. Afin de fournir des éléments de réponse à cette question, nous avons étudié les représentations des États-Unis, du système international et de la Corne de l'Afrique qui sont apparues dans les discours américains après le 11 septembre.

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité

Tél.: (514) 987-8929

Téloc.: (514) 987-0397

ISBN : 978-2-922014-41-9

cepes@uqam.ca

<http://www.cepes.uqam.ca>

La stratégie sécuritaire des États-Unis dans la corne de l'Afrique

Noëmi Ral

La stratégie sécuritaire des Etats-Unis dans la corne de l'Afrique depuis le 11 septembre 2001

NOËMI RAL

**La stratégie sécuritaire des Etats-Unis
dans la corne de l'Afrique
depuis le 11 septembre 2001**

Noëmi Ral

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité
Université du Québec à Montréal / Concordia University
Série Mémoires 8 Janvier 2009

Noëmi Ral détient une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2008
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN : 978-2-922014-41-9
Mise en page : CEPES
Imprimé à Montréal (QC) Canada

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité
Département de science politique
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (QC) Canada
H3C 3P8

www.cepes.uqam.ca
cepes@uqam.ca

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES	v
INTRODUCTION	2
Revue de la littérature	6
Problématique et question de recherche	10
Cadre analytique et concepts	13
Méthodologie	18
CHAPITRE I	20
REPRÉSENTATIONS DE SOI ET DU SYSTÈME INTERNATIONAL APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001	20
1.1 Interprétation des attentats du 11 septembre 2001 et la « guerre contre le terrorisme »	20
1.1.1 La représentation des attentats de 2001 comme actes de guerre	20
1.1.2 La conceptualisation de la sécurité des États-Unis depuis le 11 septembre 2001	23
1.2 Représentation de soi après les attentats du 11 septembre 2001	26
1.2.1 Réaffirmation des traits constitutifs de l'identité américaine	27
1.2.2 Dépolitisation des attentats et relance de l'exceptionnalisme américain	31
1.3 Analyse de l'accomplissement du discours de la menace	35
1.3.1 Rôle et importance des réseaux d'experts	35
1.3.2 Les <i>think tanks</i> impliqués dans la construction de la « menace » africaine	37
CHAPITRE II	44
REPRÉSENTATIONS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE	44
2.1. La politique étrangère américaine vis-à-vis de la Corne de l'Afrique depuis la Deuxième Guerre mondiale	44
2.2 La sécurisation de l'islam	48
2.2.1 La perception de l'islam avant le 11 septembre 2001	48
2.2.2 La sécurisation de l'islam et du monde arabe aux États-Unis	50
2.2.3 La sécurisation de l'islam et la Corne de l'Afrique	51
2.2.4 L'approche officielle américaine vis-à-vis de l'islamisme : le cas du Soudan	59
2.3 La sécurisation des États dits fragiles, en déliquescence et défaillants	64
2.3.1 Conséquences pour la représentation de la Corne de l'Afrique	70

2.3.2 Le cas de la Somalie _____	72
2.4 La sécurisation du sous-développement _____	76
CHAPITRE III _____	86
LA STRATÉGIE POURSUIVIE DEPUIS LE 11 SEPTEMBRE 2001 PAR L'ADMINISTRATION BUSH DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE⁸⁶	
3.1 La stratégie de sécurité _____	86
3.1.1 Les initiatives régionales de sécurité et les programmes militaires _	89
3.1.2 Présence et actions sur le terrain : les bases militaires et le cas de la Somalie _____	90
3.1.3 La création d'un commandement militaire unifié pour l'Afrique ___	94
3.2 La question de l'aide : l'évolution vers une dynamique « guerre froide » _____	96
3.2.1 La question de l'aide par pays : quelle aide et en échange de quoi?	97
3.3 Un survol des contestations principales émanant de la société civile et des O.N.G. _____	106
3.3.1 La problématique des droits de l'homme _____	106
3.3.2 La problématique de la focalisation sur des objectifs à court terme	110
3.3.3 Opposition à l'intérieur des États-Unis _____	113
CONCLUSION _____	118
BIBLIOGRAPHIE _____	128
Théorie _____	128
Ouvrages portant sur la stratégie sécuritaire des États-Unis et le terrorisme _____	129
Discours et documents officiels _____	131
Documents et rapports des <i>think tanks</i> et O.N.G. _____	134
Articles et chapitres de livres portant sur la thématique du mémoire _	138

LISTE DES ACRONYMES

ACOTA: African Contingency Operations Training Assistance

AFRICOM: United States Africa Command

AIAI: al-Ittihad al-Islami

APAP: Africa Policy Advisory Panel

CIA: Central Intelligence Agency

CFR: Council on Foreign Relations

CJTF-HOA: Combined Joint Task Force - Horn of Africa

CSIS: Center for Strategic and International Studies

EACTI: East Africa Counterterrorism Initiative

EUCOM: United States European Command

FMF: Foreign Military Financing

ICIJ: International Consortium of Investigative Journalists

IGAD: InterGovernmental Authority on Development

IMET: International Military Education and Training

OEF-HOA: Operation Enduring Freedom - Horn of Africa

O.N.G.: Organisation Non Gouvernementale

NCBL: National Conference of Black Lawyers

PNAC: Project for a New American Century

PSC: Provisional Security Company

PSI: Pan Sahel Initiative

RDF: Rapid Deployment Force

SADC: Southern African Development Community

SPLA: Sudan People's Liberation Army

TSCTI: Trans-Saharan Counter Terrorism Initiative

U.S.: United States

USAID: United States Agency for International Development

INTRODUCTION

Lors de sa première campagne électorale à la présidence, George W. Bush affichait ouvertement son opposition aux interventions américaines en Afrique en cas de conflits, ainsi que sa volonté de mettre en place une politique étrangère « réaliste » vis-à-vis du continent, c'est-à-dire entièrement centrée sur « l'intérêt national » américain. Le candidat Bush était d'avis que les États-Unis devaient concentrer leurs efforts là où l'intérêt stratégique national américain était en jeu et que ce n'était pas le cas en Afrique¹. Cette vision a connu un revirement radical avec les attentats du 11 septembre et la subséquente « guerre globale contre le terrorisme » qui répondait à la volonté américaine de démontrer sa puissance militaire, une fois son illusion d'invulnérabilité détruite². Dès lors, une stratégie de plus en plus controversée a été mise en œuvre par Washington en Afrique, et ce surtout dans la Corne dite élargie de l'Afrique³ où l'on craignait que l'islamisme, les États fragiles, en déliquescence et défaillants⁴ et la pauvreté forment un cocktail explosif potentiellement dangereux pour la sécurité des États-Unis⁵. La stratégie vise à augmenter les capacités militaires de ses alliés, peu importe la nature de leur

¹ Peter J. Schraeder, « Finie la rhétorique, vive la géopolitique. Premières tendances de la politique africaine de l'administration Bush (2001) », *Politique africaine*, no 82 (juin 2001), p. 136.

² Hans W. Maull, « American Foreign Policy: Between Isolationism and Internationalism, Unilateralism and Multilateralism », chap. dans *U.S. Foreign Policy Toward the Third World: A Post-Cold War Assessment*, sous la dir. de Jürgen Rüländ, Theodor Hanf et Eva Manske, Armonk, New York: M.E. Sharpe, 2006, p. 34.

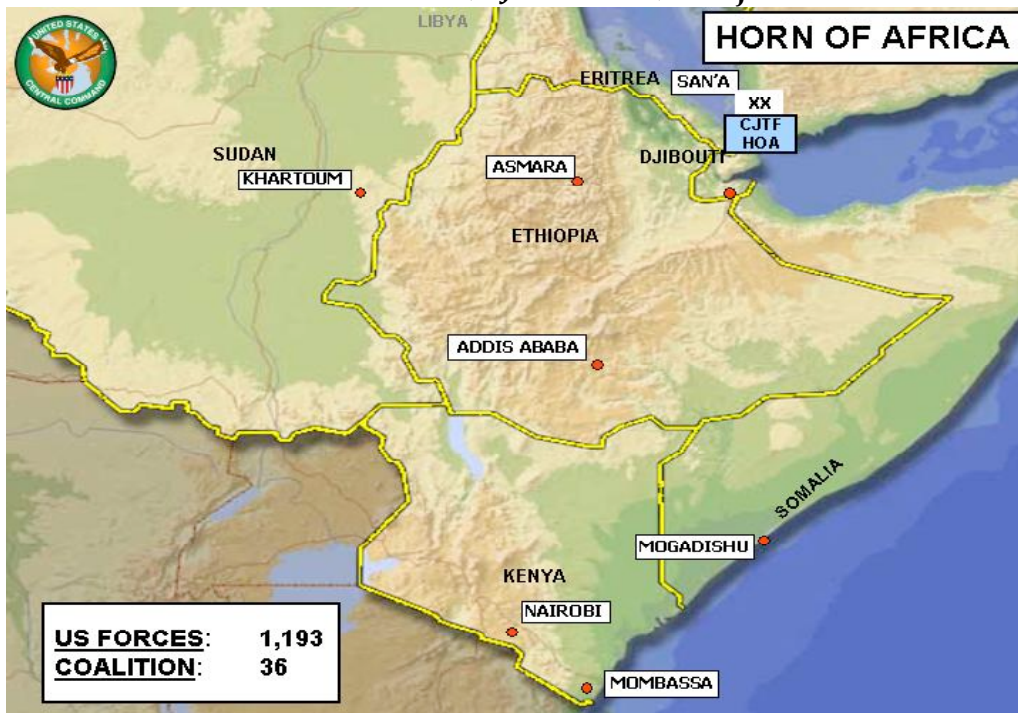
³ Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan. Cette définition de la Corne de l'Afrique n'est pas consensuelle. Nous l'utilisons en ce sens, parce qu'elle apparaît fréquemment ainsi dans le discours officiel américain.

⁴ Nous utiliserons l'expression « État fragile » pour traduire l'expression « *fragile state* », « État en déliquescence » pour « *failing state* » et « État défaillant » pour « *failed/collapsed state* ». Nous utiliserons exceptionnellement l'expression « État faible », lorsque les auteurs que nous citons ont expressément choisi d'utiliser l'expression « *weak state* ». Il n'y a pas de consensus sur la définition de ces termes. Cependant, on considère souvent que les États fragiles ou en déliquescence n'ont pas la capacité de remplir les fonctions de base d'un gouvernement, dont la protection de sa population, la mise en place de moyens afin de répondre aux besoins de base de la population (sécurité alimentaire, santé et éducation) et le contrôle effectif de l'intégralité de son territoire. Dans les États défaillants, le gouvernement a perdu quasiment tout le contrôle de son territoire et n'est pas reconnu par une partie considérable de la population.

⁵ Greg Mills, « Africa's New Strategic Significance », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no 4 (automne 2004), p. 162.

régime, et, simultanément, à renforcer la présence américaine dans la région pour contrer le terrorisme. Ainsi, dans le cadre de l'Operation Enduring Freedom - Horn of Africa (OEF-HOA), les États-Unis ont érigé leur première base militaire officielle du continent à Djibouti, la Combined Joint Task Force - Horn of Africa (CJTF-HOA), et ils assurent une présence militaire au Kenya, en Éthiopie et sur les côtes. Ils ont également mis sur pied diverses initiatives sécuritaires régionales en plus d'avoir créé, tout récemment, AFRICOM, un commandement militaire unifié américain pour l'Afrique. Depuis le 11 septembre, nous assistons donc à un délaissement de la politique étrangère plus axée sur l'humanitaire et la sécurité des Africains qui avait émergé à la fin de la guerre froide.

Carte de la Corne de l'Afrique indiquant la base américaine (CJTF-HOA) à Djibouti



Source : John Abizaid, « Gen. Abizaid Central Command Operations Update Briefing », Washington, DC: United States Department of Defense, 30 avril 2004. En ligne, <http://www.globalsecurity.org/military/library/news/2004/04/mil-040430-dod02.htm>, consulté le 1er avril 2008.

La stratégie actuelle est fortement imprégnée de deux facteurs qui se sont avérés décisifs pour l'articulation des relations internationales en ce début

du XXI^e siècle. En premier lieu, l'unique superpuissance a fait du positionnement des États vis-à-vis de la « guerre contre le terrorisme » et de leur attitude à l'égard des États-Unis « une question de solidarité internationale »⁶ et, en deuxième lieu, la réponse américaine au terrorisme est principalement d'ordre militaire. Washington a, en effet, multiplié les opérations militaires dans la Corne depuis le 11 septembre, y a installé sa première base militaire africaine officielle et a relancé ses programmes d'aide aux régimes se déclarant « alliés », sans égard pour leurs politiques internes. Ainsi, Peter Schraeder n'a pas manqué de remarquer qu'il s'agissait d'une approche qui rappelle fortement celle poursuivie au cours de la guerre froide⁷ et qu'elle risquait d'avoir des conséquences aussi néfastes que cette dernière, comme la consolidation de régimes autocratiques et l'augmentation de l'assistance militaire aux dépens de l'aide humanitaire. Les critiques et les sceptiques n'ont cependant eu aucun impact sur la militarisation croissante de la politique africaine des États-Unis, prônée par les « experts » de l'*establishment* américain qui conviennent que « l'Afrique devient de plus en plus vitale pour l'intérêt national des États-Unis⁸ » et qu'une approche purement humanitaire est désormais désuète. Pourtant, des fonctionnaires hauts placés, tant dans l'administration, que dans l'armée, ont admis que leur approche s'avère problématique et que, notamment, la méfiance de la population locale vis-à-vis de la présence américaine s'accroît⁹.

⁶ Alex Macleod, « Avant-propos », dans *Diplomaties en guerre : Sept États face à la crise irakienne*, sous la dir. d'Alex Macleod et David Morin, Montréal : Athéna Éditions et CEPES, 2005, p. 8.

⁷ Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *Pax Africana? Le nouvel interventionnisme libéral*, no 98 (juin 2005), p. 60.

⁸ Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), « Preface », dans *Rising US Stakes in Africa: Seven Proposals to Strengthen US-Africa Policy*, rapport du Africa Policy Advisory Panel, Washington, DC: the Center for Strategic and International Studies Press, mai 2004, p. ix.

⁹ Scott Johnson, « Taking the War on Terror to Africa », *Newsweek International Edition*, 17 septembre 2007. En ligne, <http://www.msnbc.msn.com/id/20657234/site/newsweek/>, consulté le 21 septembre 2007.

Alors que les voix contestataires de l'approche américaine dans la Corne de l'Afrique deviennent de plus en plus fortes¹⁰, il semble impossible d'arrêter sa militarisation croissante, entre autres parce que dans les discours officiels la « guerre contre le terrorisme » est désormais liée à la lutte contre la pauvreté. D'un enjeu humanitaire, la région est effectivement de plus en plus dépeinte comme une menace à contenir. La création d'AFRICOM, commandement militaire voué officiellement au développement et à l'aide humanitaire¹¹, en est peut-être l'expression ultime. Il devient alors intéressant de s'interroger sur le raisonnement qui sous-tend la politique africaine actuelle des États-Unis. D'autant plus que si elle fait couler de plus en plus d'encre, il s'agit d'une politique dont les idées qui l'étayaient n'ont pas encore été analysées de manière exhaustive, la majorité des auteurs se limitant à la critiquer.

Contrairement aux relations États-Unis – Afrique au temps de la guerre froide, il n'existe que très peu d'études approfondies sur le sujet que nous proposons d'aborder. Seulement une poignée d'auteurs y a consacré des ouvrages : Peter Schraeder, Donald Rothchild et Peter Woodward. Les autres ouvrages dédiés à la question n'ont pas la vocation scientifique des susmentionnés. Robert D. Kaplan, éditorialiste néoconservateur connu pour ses récits de voyage et ses mises en garde contre « l'anarchie »¹², a publié en 2003 *Surrender or Starve: Travels in Ethiopia, Sudan, Somalia, and Eritrea*. Enfin, John Davis, un universitaire, vient de diriger un ouvrage, *Africa and the War on Terrorism*, qui a comme objectif d'exposer les indicateurs démontrant « *why Africa is so ripe for terrorist penetration*¹³ », mais qui ne mentionne même pas les controverses entourant la lutte contre le terrorisme en Afrique. Spécifions également que le sujet est, à quelques exceptions près¹⁴, rarement étudié dans

¹⁰ Jim Fisher-Thompson, « Africa's Strategic Importance to U.S. Is Growing, Envoy Says », *USINFO* (Washington), 14 mai 2007. En ligne, <http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-english&y=2007&m=August&x=20070806113828idybeekcm0.8483087>, consulté le 12 septembre 2007.

¹¹ *Ibid.*

¹² Robert D. Kaplan, « The Coming Anarchy », *Atlantic Monthly*, vol. 273, no 2 (février 1996), pp. 44-76.

¹³ John Davis (dir.), *Africa and the War on Terrorism*, Aldershot: Ashgate Publishing Group, 2007, p. 6.

¹⁴ Voir David Kenda Adaka Kikaya, « A Vulnerable Continent: Africa », chap. dans *Global Responses to Terrorism: 9/11, Afghanistan and Beyond*, sous la dir. de Mary Buckley et Rick Fawn, pp. 165-175, Londres :

les ouvrages collectifs traitant de la « guerre contre le terrorisme », ceux-ci se concentrant plutôt sur les États-Unis et le Moyen-Orient.

Revue de la littérature

La littérature qui aborde le sujet des États-Unis, la « guerre contre le terrorisme » et la Corne de l’Afrique peut être divisée en deux grandes catégories : la première comprend les auteurs qui dépeignent l’Afrique comme une menace pour les États-Unis et qui prônent, par conséquent, la mise en place de politiques en fonction des « intérêts » américains. La deuxième inclut les auteurs qui critiquent cette approche, parce qu’elle est très axée sur la sécurité des États-Unis et le militaire.

Parmi les auteurs de la première catégorie, nous trouvons principalement d’anciens ambassadeurs ou d’autres hauts fonctionnaires, écrivant sur le sujet pour des *think tanks* américains, ainsi que des intellectuels proches de l’administration. Il s’agit de Robert Rotberg, éminent africaniste, qui a dirigé un livre consacré aux États-Unis et la Corne de l’Afrique pour la *Brookings Institution*¹⁵ et des auteurs qui écrivent pour le *Council on Foreign Relations* (CFR)¹⁶ et le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS)¹⁷. Nous nous intéresserons surtout aux écrits de Princeton N. Lyman, ancien ambassadeur américain pour l’Afrique du Sud et le Nigeria, et de Stephen F. Morrison¹⁸. Ces derniers, tout comme Peter Pham¹⁹, témoignent régulièrement

Routledge, 2003. Et, Robert D. Grey, « Africa », chap. dans *The Bush Doctrine and the War on Terrorism*, sous la dir. de Mary Buckley et Robert Singh, pp. 121-135, Oxon: Routledge, 2006.

¹⁵ Robert I. Rotberg, *Battling Terrorism in the Horn of Africa*, Washington, DC: Brookings Institution Press, 2005.

¹⁶ J. Dennis Bonney et al., « More Than Humanitarianism: A Strategic U.S. Approach Toward Africa », sous la dir. de Princeton Lyman et Stephen J. Morrison, *Council on Foreign Relations: Task Force Report*, no 56 (janvier 2006). En ligne, http://www.cfr.org/publication/9302/more_than_humanitarianism.html#author, consulté le 20 avril 2007.

¹⁷ Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*

¹⁸ Dont ceux qui sont parus dans le cadre des ouvrages susmentionnés (J. Dennis Bonney et al., *op. cit.* et Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*) et dans le cadre du rapport qui a été dirigé par Princeton N. Lyman et Patricia Lee Dorff (*Beyond Humanitarianism: What You Need to Know About Africa and Why It Matters*, Washington, DC: Council on Foreign Relations Press, septembre 2007.).

devant le Congrès américain pour présenter leur vision de la politique africaine des États-Unis. Malgré les différences idéologiques qui font que certains mettent plus l'accent sur l'économique et d'autres sur le militaire, les propos des auteurs susdits sont d'une étonnante similarité. Tous tiennent un discours de la menace centré sur le pétrole, le terrorisme, les États faibles, le VIH/SIDA, les conflits armés et la pauvreté et conviennent que l'Afrique et ses nombreux problèmes présentent un danger pour les États-Unis. Par conséquent, ils prônent une politique étrangère américaine plus « stratégique » vis-à-vis de l'Afrique, c'est-à-dire une politique centrée sur la protection des « intérêts » américains. Ainsi, leur discours n'est pas si éloigné de celui qui est tenu par des conservateurs comme Nile Gardiner et James Jay Carafano de la *Heritage Foundation*²⁰.

Il y a effectivement une tendance dans la littérature à dépeindre l'Afrique comme menace pour les États-Unis et à prôner la mise en place d'une approche dominée par le militaire et le sécuritaire vis-à-vis du continent. C'est le cas, par exemple, de Lyman et Morrison du CFR, notamment dans leur article sur la menace terroriste en Afrique publié dans la revue de référence de l'establishment de la politique étrangère, *Foreign Affairs*²¹. Robert Rotberg, qui y a consacré (et au phénomène des États défaillants) plusieurs ouvrages, en fait autant puisqu'il décrit la proximité avec les pays arabes, la relation tenace entre le commerce licite et illicite, la présence simultanée des religions chrétiennes et musulmanes, la résistance locale historique contre le colonialisme, la pauvreté, la mauvaise gouvernance et le sous-développement de la Corne de l'Afrique, comme un « *complex web [that]*

¹⁹ Peter Pham, *Africa Command: A Historic Opportunity for Enhanced Engagement - If Done Right. Testimony before the Subcommittee on Africa and Global Health, Committee on Foreign Affairs, United States House of Representatives*, 2 août 2007. En ligne, <http://foreignaffairs.house.gov/110/pha080207.htm>, consulté le 12 octobre 2007.

²⁰ James Jay Carafano et Nile Gardiner, « U.S. Military Assistance for Africa: A Better Solution », *The Heritage Foundation: Background*, no 1697, 15 octobre 2003.

²¹ Princeton N. Lyman et J. Stephen Morrison, « The Terrorist Threat in Africa », *Foreign Affairs*, vol. 83, no 1 (janvier-février 2004), pp. 75-86.

*provides a tasting [sic] menu for potential terrorists*²² ». Ce genre de lien, plus « instinctif » qu'avéré, est à la base des politiques de plus en plus militarisées et « réalistes » qui ont été mises en place dans la Corne de l'Afrique. Les auteurs du rapport du CFR reprennent ce discours de la menace. Ils considèrent non seulement que les États faibles ou en déliquescence anarchiques forment une menace en Afrique, mais également les États forts, car les « *elaborate crime syndicates* » y adoptent des techniques plus sophistiquées²³. Notons que c'est cette vision de l'Afrique qui est dominante dans le discours officiel américain et qui l'a donc emporté sur les discours plus modérés et axés sur l'humanitaire. Elle est notamment présente dans la stratégie nationale de sécurité des États-Unis de 2002, où l'on peut lire que les maladies, les guerres et la pauvreté de l'Afrique menacent les États-Unis²⁴.

Cette approche est fortement critiquée par les auteurs de la deuxième catégorie qui sont, par ailleurs, pour la plupart d'origine africaine ou européenne. Rita Abrahamsen, Susan Willett, Adekeye Adebajo, Joel D. Barkan et Jeremy Keenan font partie des auteurs qui se méfient de ce discours de la menace, centré sur la sécurité des États-Unis. Ils démontrent que les États-Unis poursuivent actuellement une politique étrangère incohérente, polarisante et contreproductive. Abrahamsen déplore que de la catégorie « développement/humanitarisme » qui avait émergé après la fin de la guerre froide, le dialogue et les interactions avec l'Afrique passent progressivement à une catégorie de « risque/peur/menace »²⁵. Willett examine les dangers liés à la sécurisation du développement et de la pauvreté depuis les attentats du 11 septembre²⁶. Quant à Barkan, il souligne que la stratégie américaine actuelle

²² Robert I. Rotberg, *op. cit.*, p. 2.

²³ J. Dennis Bonney et al., *op. cit.*, p. 57.

²⁴ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, DC : La Maison-Blanche, 2002, p. 10.

²⁵ Rita Abrahamsen, « A Breeding Ground for Terrorists? Africa & Britain's 'War on Terrorism' », *Review of African Political Economy*, vol. 31, no 102 (2004), p. 677.

²⁶ Susan Willett, « New Barbarians at the Gate: Losing the Liberal Peace in Africa », *Review of African Political Economy*, vol. 32, no 106 (2005), pp. 569-594.

affaiblit la fragile nouvelle démocratie qu'est le Kenya d'aujourd'hui²⁷. Il pointe du doigt non seulement les États-Unis, qui offrent de l'aide financière et militaire à leurs alliés dans la « guerre contre le terrorisme » sans égard pour leurs politiques intérieures²⁸, mais également un bon nombre de dirigeants africains, parce que ceux-ci profitent de la situation, notamment pour faire taire les voix dissidentes²⁹. Puisque Washington est au mieux tolérant et au pire encourageant vis-à-vis de la répression initiée dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », les voix critiques soulignant la profonde incohérence de la stratégie sont nombreuses.

Les organisations internationales luttant pour les droits de l'homme critiquent également le fait que l'administration Bush cultive des relations avec des régimes autocratiques, même si officiellement elle prône la mise en place de réformes démocratiques³⁰. Robert Tynes avance alors que le fait de cultiver ces relations mine les réformes, le développement du continent et les efforts pour s'attaquer aux causes du terrorisme³¹. Padriag Carmody estime que la stratégie américaine actuelle risque de créer plus d'instabilité sur le long terme et critique le nouveau système d'aide bilatérale créé par l'administration Bush³². Conn Hallinan, enfin, expose le rôle des (néo)conservateurs dans la mise au point de la stratégie africaine de Washington³³. Ruth Iyob et Edmond Keller discutent de la politique étrangère des États-Unis vis-à-vis de la Corne de l'Afrique des années 1940 jusqu'à aujourd'hui et démontrent que

²⁷ Joel D. Barkan, « Kenya After Moi », *Foreign Affairs*, vol. 83, no 1 (janvier-février 2004), p. 87.

²⁸ Adekeye Adebajo, « Africa and America in an Age of Terror », *Journal of Asian and African Studies*, vol. 38, no 2-3 (2003), pp.175-191.

²⁹ David Kenda Adaka Kikaya, *op. cit.* Voir également Robert D. Grey, *op. cit.*

³⁰ Voir, par exemple, Amnesty International, *Kenya: The Impact of « Anti-terrorism » Operations on Human Rights*, AI Index: AFR 32/002/2005, 23 mars 2005. En ligne, [http://web.amnesty.org/library/pdf/AFR320022005ENGLISH/\\$File/AFR3200205.pdf](http://web.amnesty.org/library/pdf/AFR320022005ENGLISH/$File/AFR3200205.pdf), consulté le 8 avril 2007.

³¹ Robert Tynes, « US Counter-terrorism Policies in Africa are Counter to Development », *African Security Review*, vol 15, no 3 (2006), p. 110.

³² Padraig Carmody, « Transforming Globalization and Security: Africa and America Post-9/11 », *Africa Today*, vol. 52, no 1 (2005), pp. 97-120.

³³ Conn Hallinan, « The Right Gets Africa Wrong », *Right Web Analysis* (Silver City, NM: International Relations Center), 9 juillet 2007. En ligne, <http://rightweb.irc-online.org/rw/4368>, consulté le 10 septembre 2007.

[T]he policies of US involvement in Ethiopia, Eritrea, Sudan, and Somalia – despite conflicting strategies and objectives – have slowed the development of democracy, worsened the political and military insecurity in the region, exacerbated the proliferation of arms, and contributed to the silencing of civil society.³⁴

Peter Kagwanja explore l'impact de la stratégie contre-terroriste américaine dans la Corne de l'Afrique sur la sécurité de la région et conclut également que celui-ci est négatif³⁵.

Puisque la plupart des écrits au sujet de la politique étrangère des États-Unis dans la Corne de l'Afrique depuis le 11 septembre ne présente pas tant une analyse du raisonnement sous-tendant cette politique, mais plutôt soit la reproduction, soit la contestation du discours de la menace, il nous paraît intéressant de tenter de contribuer à combler cette lacune. L'analyse paraît d'autant plus importante parce que la stratégie américaine, qui vise essentiellement à renforcer la puissance militaire des États alliés, semble être incohérente et contreproductive dans la mesure où son impopularité paraît être en lien avec l'antiaméricanisme croissant dans la région.

Problématique et question de recherche

Le gouvernement américain est présenté dans les discours officiels américains comme le défenseur de la démocratie par excellence. Cependant, après les attentats du 11 septembre, ses décideurs ont permis à tous les régimes autocratiques qui le voulaient bien de se joindre à leur coalition. Choqués par l'apparente haine dont certaines franges des populations témoignaient vis-à-vis d'eux, ils ont dit vouloir « gagner les coeurs et les esprits », mais leur stratégie est principalement d'ordre militaire,

³⁴ Ruth Iyob et Edmond J. Keller, « US Policy in the Horn: Grappling with a Difficult Legacy », chap. dans *East Africa and the Horn: Confronting Challenges to Good Governance*, sous la dir. de Dorina A. Bekoe, Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 2006, p. 102.

³⁵ Peter Kagwanja, « Counter-terrorism in the Horn of Africa: New Security Frontiers, Old Strategies », *African Security Review*, vol. 15, no 3 (2006), pp. 72-86.

interventionniste et unilatérale. Les États démocratiques sont dits être des composantes essentielles de relations internationales stables³⁶, mais la stratégie de l'administration Bush semble également miner des gouvernements démocratiquement élus dès que ceux-ci s'opposent à lui³⁷. Enfin, il est généralement admis que la stratégie américaine au temps de la guerre froide a donné lieu à bon nombre de problèmes africains actuels (qui « menacent » aujourd'hui les États-Unis), mais la « nouvelle » approche semble être très similaire à l'ancienne. Au fond, il y a un écart considérable entre le « diagnostic » du problème du terrorisme (pauvreté, mauvaise gouvernance, manque de démocratie, États en déliquescence ou défaillants...) et le « remède » mis en oeuvre. D'où vient alors cette stratégie qui est très loin d'aller de soi?

Comme nous l'avons vu dans la revue de la littérature, il s'agit d'un sujet complexe où la lutte pour le sens qui sous-tend toute politique étrangère est extrêmement présente, puisque les interprétations à propos de « l'intérêt » américain dans la Corne varient énormément. Certains auteurs tentent d'expliquer que la politique étrangère est devenue trop axée sur l'État, sur la défense des « intérêts » américains et sur le militaire. Par contre, de nombreux écrits visent explicitement à convaincre les lecteurs que la Corne de l'Afrique représente une menace pour les États-Unis et que la politique africaine des États-Unis n'est justement pas assez « réaliste ». Le sujet se prête donc particulièrement bien à une analyse orientée par l'approche constructiviste critique parce que celle-ci s'intéresse à la construction sociale de l'insécurité et appelle à questionner le raisonnement devenu dominant à une époque et dans un lieu donné et qui sous-tend alors la politique étrangère.

Ainsi, notre question de recherche sera la suivante : **de quelles pratiques représentationnelles la stratégie sécuritaire poursuivie par les**

³⁶ Voir l'introduction de la *National Security Strategy of the United States of America*, 2002, *op. cit.*

³⁷ Joel D. Barkan, *loc. cit.*

États-Unis dans la Corne de l'Afrique depuis le 11 septembre 2001 a-t-elle émergé ?

Afin de fournir des éléments de réponse à cette question, nous allons explorer plusieurs pistes. La première soutient que la politique africaine de Washington a émergé de représentations des États-Unis comme étant menacés par les problèmes dans d'autres régions du monde et comme étant « en guerre » contre chaque État qui s'oppose à leurs politiques. La Corne de l'Afrique est inscrite dans ce discours à travers lequel les États-Unis sont dépeints comme l'emblème de la civilisation et des valeurs démocratiques et la Corne comme un lieu hobbesien d'où des menaces pour la sécurité des États-Unis ne peuvent qu'émerger.

La deuxième piste que nous allons explorer est en lien avec la première et porte sur la critique de l'approche américaine. Nous estimons, en effet, que les nombreuses incohérences de l'approche sont la conséquence des contradictions parsemant le discours états-unien. À l'instar des auteurs de la deuxième catégorie, nous estimons que la sécurisation du sous-développement, de l'islam et des États fragiles, en déliquescence et défailants a donné lieu à une stratégie incohérente. Comme au temps de la guerre froide, la stratégie vise à contenir « la menace », plutôt qu'à soutenir le processus de démocratisation et de développement. Depuis l'accomplissement du processus de sécurisation de diverses réalités sociales africaines, l'approche américaine vis-à-vis de l'Afrique semble à nouveau être fondée sur une conception classique de la sécurité, focalisée sur la défense du territoire et axée sur le militaire. Ainsi, la lutte contre le terrorisme dans la Corne concerne surtout l'augmentation des capacités dans les domaines du contrôle des frontières et du renseignement. En outre, le soutien américain à un bon nombre de régimes autocratiques se déclarant être son allié paraît aggraver l'insécurité africaine qui, à son tour, augmenterait la menace terroriste pour les États-Unis. Le « remède » à la « menace » africaine ne semble donc pas

correspondre au diagnostic formulé au sein de l'administration Bush même. Cet écart entre action et discours provient alors du fait que le gouvernement américain tient un double discours : un qui souligne la nécessité de promouvoir la démocratie et un autre qui est centré sur la division du monde entre alliés et ennemis des États-Unis, ce qui a permis aux régimes autocratiques de rejoindre la coalition américaine.

Cadre analytique et concepts

Nous noterons d'emblée que notre questionnement concernant la genèse de la stratégie sécuritaire poursuivie par les États-Unis dans la Corne depuis le 11 septembre 2001 est fortement orienté par l'approche constructiviste. En effet, par *pratiques représentationnelles*, nous entendons les images intersubjectives du monde qui précèdent l'action³⁸. Afin d'y répondre, nous recourons donc à plusieurs concepts des tenants de l'approche constructiviste critique, et plus spécifiquement à ceux utilisés par Jutta Weldes, Ole Weaver et Nicholas Onuf. Nous favoriserons cette approche parce que la production de l'insécurité et l'examen du fonctionnement des discours de l'insécurité s'y trouvent au cœur³⁹. « Interprétative » dans son épistémologie, elle « s'intéresse essentiellement aux compréhensions et aux représentations que les agents sociaux se font du monde, des compréhensions et représentations qui sont largement partagées⁴⁰ ».

L'approche constructiviste critique permet ainsi de comprendre comment une situation peut être perçue comme menaçante et présentée comme telle. Rappelons, en effet, que la situation dans la Corne de l'Afrique

³⁸ Dan O'Meara, « Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats », chap. dans *Théories des Relations internationales. Contestations et résistances*, sous la dir. de Alex Macleod et Dan O'Meara, Montréal : Athéna Éditions, coédition CEPES, 2007, p. 206.

³⁹ Jutta Weldes et al. (dir.), « Introduction: Constructing Insecurity », chap. dans *Cultures of Insecurity: States, Communities, and the Production of Danger*, Minneapolis; London: University of Minnesota Press, 1999, p. 10.

⁴⁰ Isabelle Masson, « Constructivisme », dans *Relations internationales. Théories et concepts* (deuxième édition revue et augmentée), sous la dir. de Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, Montréal : Athéna éditions, 2004, p. 32-33.

n'a pas sensiblement changé entre 2000 et 2002 : les attentats d'Al-Qaida contre des intérêts américains avaient déjà eu lieu à Nairobi et à Dar es Salam, faisant 224 victimes et plus de 5000 blessés (7 août 1998); la Somalie était déjà un État « défaillant »; le président islamiste Omar el-Béshir était déjà au pouvoir au Soudan; la région était déjà pauvre et la population était déjà majoritairement musulmane. Or, si la réponse américaine aux attentats de 1998 ne s'était pas fait attendre — les États-Unis avaient notamment effectué des frappes stratégiques en Afghanistan et au Soudan dans le cadre de l'*Operation Infinite Reach* —, elle n'avait pas donné lieu à la mise en place d'une véritable stratégie régionale. Ce qui a changé alors est le sens attribué à ces phénomènes par les décideurs. Si les représentations sous-tendant ceux-ci étaient déjà en place, elles ont été exacerbées jusqu'à légitimer la mise en place d'une « nouvelle » stratégie de sécurité vis-à-vis de cette région. Ce sont ces représentations que nous étudierons en ayant recours aux concepts suivants : pratiques représentationnelles (que nous avons défini à la page 15), imaginaire sécuritaire, articulation, interpellation, identité, sécurisation et actes de langage.

Pour comprendre comment les interactions américaines avec l'Afrique sont passées progressivement de la catégorie « développement/humanitarisme » qui avait émergé après la fin de la guerre froide à une catégorie de « risque/peur/menace »⁴¹, le concept d'*imaginaire sécuritaire* est particulièrement utile. Weldes le définit ainsi : « *A security imaginary is quite simply a structure of well-established meanings and social relations out of which representations of the world of international relations are created.* »⁴² Dan O'Meara explique alors que ce concept fournit une définition de Soi par rapport à une

⁴¹ Rita Abrahamsen, *loc. cit.*, p. 677.

⁴² Jutta Weldes, *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 1999, p. 10.

représentation particulière du monde externe⁴³. L'imaginaire sécuritaire spécifie quels « Autres » habitent ce monde externe, quelle est « leur » relation avec « Nous », dans quelles circonstances et comment cet « Autre » devient représenté en tant que menace pour « Nous », et comment « Nous » devons nous défendre contre cet « Autre » menaçant. O'Meara souligne : « *Analysis of the security imaginary of any state must grapple principally with the cultural representations and mechanisms through which **difference becomes securitised and institutionalised as threat.***⁴⁴ » Nous utiliserons les concepts d'*articulation* et d'*interpellation* de Weldes pour étudier les représentations et les mécanismes qui mènent à la construction de la menace.

Dans son chef-d'œuvre, *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*, Weldes explique, en effet, que ce qui est présenté à un moment donné comme étant rationnel provient de l'imaginaire sécuritaire dont le sens est construit à travers le double processus d'*articulation* et d'*interpellation*.

*The term "articulation" refers to the process through which meaning is produced out of existant cultural raw materials or linguistic resources. Meaning is created and temporarily fixed by establishing chains of connotations among different linguistic elements [...]. In this way, different terms and ideas come to "summon" one another [...] to be welded into associative chains that make up an identifiable, if not consistent whole.*⁴⁵

*"Interpellation" refers to a dual process whereby subject positions or identities are created and concrete individuals are interpellated by, or "hailed" into [...] those subject positions.*⁴⁶ [...]

Within a state's security imaginary, a variety of subject positions are created, including those of various states – both "our state" and "their state", or "us" and

⁴³ Dan O'Meara, « Hegemony, Militarism and Identity: Locating the U.S. as the Global Power », 49th Convention of the International Studies Association: *Bridging Multiple Divides*, San Francisco: Hilton San Francisco, 26-29 mars 2008, p. 9.

⁴⁴ *Ibid.*, C'est l'auteur qui souligne.

⁴⁵ Jutta Weldes, *op. cit.*, p. 98.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 103.

“them” (in fact, typically a variety of “thems”) – and other subjects. The central subject position is, of course, that of the relevant state itself.⁴⁷

L'imagerie évoquée linguistiquement, ainsi que l'altérité sont donc deux composantes essentielles dans la conceptualisation de l'identité et, par conséquent, des « intérêts » en matière de sécurité qui en découlent. La notion d'*identité*, indissociable de l'analyse de la production du discours de l'insécurité, réfère ici à

[l]a forme particulière d'existence sociale des différents agents – comprise comme un processus continu (intersubjectif et contesté) de définition, par les agents eux-mêmes, d'une triple image collective : de soi, de soi en relation avec son environnement, et de la différence entre soi et les autres agents.⁴⁸

Les tenants de l'approche constructiviste critique postulent la coconstitution de la production culturelle des insécurités et des identités des acteurs⁴⁹, et que ces dernières sont construites à travers l'interaction des différentes pratiques représentationnelles. L'insécurité est, en effet, vue comme le produit des processus de construction d'identité à travers lesquels soi-même et l'autre, ou plusieurs autres, sont construits. Ceci est dû à la nature même de l'identité, notion qui se construit par son rapport à la différence. Vu que la construction des menaces et de ce qui est dans « l'intérêt national » d'un État provient de la représentation des identités intersubjectives construites par les représentants des États⁵⁰, il est essentiel de questionner « l'identité » que « les États-Unis » se sont attribuée à partir du 11 septembre 2001 et celle qu'ils ont attribuée au système international et à « la Corne de l'Afrique ». Pour comprendre la stratégie sécuritaire poursuivie par les États-Unis dans la Corne de l'Afrique, il convient donc d'analyser la représentation de ces identités

⁴⁷ *Ibid.*, p. 104.

⁴⁸ Dan O'Meara, « Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats », *op. cit.*, p. 205.

⁴⁹ Jutta Weldes et al. (dir.), *op. cit.*, p. 10.

⁵⁰ Jutta Weldes, *op. cit.*, p. 14.

dans les discours des représentants du gouvernement américain et dans ceux des réseaux d'experts qui les assistent dans la formation de leurs politiques⁵¹.

Le concept d'interpellation éclairera la construction des « États-Unis » et de la « Corne de l'Afrique » comme sujets dotés d'une identité et d'intérêts spécifiques. L'étude de la construction des États-Unis comme sujet est essentielle pour comprendre la représentation des populations de la Corne de l'Afrique comme son « Autre » qui est alors construit comme menace à travers le processus d'articulation qui mène à la sécurisation de certaines réalités sociales. Nous empruntons le concept de *sécurisation* à Ole Weaver qui le définit ainsi

*Securitization is constituted by the intersubjective establishment of an existential threat with a saliency sufficient to have substantial political effects. [...] If by means of an argument about the priority and urgency of an existential threat the securitizing actor has managed to break free of procedures or rules he or she would otherwise be bound by, we are witnessing a case of securitization. [...] A discourse that takes the form of presenting something as an existential threat to a referent object does not by itself create securitization – this is a securitizing move, but the issue is securitized only if and when the audience accepts it as such.*⁵²

Ce concept nous servira à expliquer comment des réalités sociales africaines ont été construites comme représentant des menaces pour les Américains et comment elles deviennent, subséquemment, l'objet de mesures de sécurité extraordinaires. Lorsqu'un enjeu donné est sécurisé avec succès, celui-ci est généralement accepté comme menace. De ce fait, il se voit relégué en dehors de la sphère politique, dans la mesure où il se trouve désormais dans la sphère de la sécurité nationale et du militaire. Nous verrons que la sécurisation de l'islam, des États en déliquescence et défallants et du sous-développement après le 11 septembre a joué un rôle majeur dans l'interpellation des populations de la Corne de l'Afrique.

⁵¹ Jutta Weldes et al. (dir.), *op. cit.*, p. 19.

⁵² Barry Buzan, Ole Weaver et Jaap de Wilde (ed.), *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 1998, p. 25.

L'étude des pratiques représentationnelles à la lumière des concepts susmentionnés est indispensable, car celles-ci sous-tendent les *actes de langage*, ces actes qui poussent quelqu'un à agir d'une certaine manière⁵³. Dans l'optique constructiviste critique, l'identification des actes de langage est cruciale, car si des agents dotés d'une certaine autorité sociale les répètent fréquemment, les autres agents finissent par percevoir les sujets abordés comme étant signifiants⁵⁴. Si ces derniers adoptent leurs discours, ces actes deviennent des règles. Onuf identifie trois types d'actes de langage : les *actes de langage déclaratoires* qui posent l'existence d'une certaine réalité (la condition des États de la Corne de l'Afrique est une menace pour la sécurité des États-Unis), les *actes de langage directifs* qui sont impératifs (cette condition doit donc changer) et les *actes de langage engageants* qui impliquent des promesses (le gouvernement américain interviendra).

Méthodologie

Afin d'analyser les pratiques représentationnelles qui sous-tendent la stratégie sécuritaire américaine poursuivie dans la Corne de l'Afrique depuis le 11 septembre 2001, nous étudierons la construction de l'imaginaire sécuritaire américain et l'interpellation des populations de la Corne dans plusieurs catégories de documents.

En premier lieu, nous étudierons des documents et des discours provenant des représentants officiels des États-Unis. Il s'agit essentiellement de la stratégie nationale de sécurité des États-Unis de 2002 et de 2006 et d'allocutions prononcées par le président Bush et par des représentants des forces armées et de l'administration portant sur la Corne de l'Afrique. En deuxième lieu, nous nous pencherons sur les documents qui ont été publiés par des prestigieux *think tanks* proches du pouvoir. Les tenants de l'approche

⁵³ Nicholas Onuf, « Constructivism: A User's Manual », chap. dans *International Relations in a Constructed World*, sous la dir. de Vendulka Kubálková, Nicholas Onuf et Paul Kowert, Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe, 1998, p. 66.

⁵⁴ Dan O'Meara, « Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats », *op. cit.*, p. 186.

constructiviste critique estiment que les identités guidant la politique étrangère des gouvernements émergent des pratiques représentationnelles façonnées par des agents du savoir ayant une certaine autorité sociale. Ceux-ci incluent non seulement les représentants officiels de l'État, mais également les anciens représentants (comme des anciens ambassadeurs) et les réseaux d'experts qui assistent ces premiers⁵⁵. L'étude des documents publiés par ces réseaux est donc essentielle lorsqu'on s'interroge sur les origines d'une politique. À partir de ceux-ci, nous étudierons les processus d'interpellation (à travers lesquels les États-Unis et la Corne de l'Afrique ont émergé comme sujets antithétiques) et d'articulation (qui est à la base de la sécurisation de certaines réalités sociales africaines) qui forment les pratiques représentationnelles à travers lesquelles la stratégie américaine a émergé. Ensuite, nous recourrons à des documents officiels, ainsi qu'à des articles de journaux pour rendre compte du résultat sur le terrain de ces représentations.

Pour résumer, le premier chapitre sera consacré aux représentations des États-Unis et du système international telles qu'elles apparaissent dans les discours officiels américains depuis le 11 septembre. Le deuxième chapitre démontrera comment les populations de la Corne ont été interpellées à travers la sécurisation de l'islam, des États dits fragiles, en déliquescence et défailants et du sous-développement. Nous terminerons alors en expliquant à quelle stratégie ces représentations ont donné lieu et pourquoi celle-ci suscite tant de controverses.

⁵⁵ Jutta Weldes et al. (dir.), *op. cit.*, p. 18-19.

CHAPITRE I

REPRÉSENTATIONS DE SOI ET DU SYSTÈME INTERNATIONAL APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

1.1 Interprétation des attentats du 11 septembre 2001 et la « guerre contre le terrorisme »

L'analyse des pratiques représentationnelles qui ont donné lieu à l'émergence de la stratégie sécuritaire poursuivie par les États-Unis dans la Corne de l'Afrique depuis le 11 septembre nécessite une étude de l'*imaginaire sécuritaire*. La vision que les décideurs et les « experts » qui les assistent dans la prise de décision ont de leur État, des autres et du monde est toujours fortement influencée par le contexte. Pour comprendre les actions américaines récentes dans la Corne, il faut donc s'attarder un moment sur l'interprétation des attentats et, par conséquent, sur la manière dont le gouvernement Bush a choisi d'y répondre.

1.1.1 La représentation des attentats de 2001 comme actes de guerre

La construction des attentats comme actes de guerre⁵⁶ a été un élément décisif dans la formation de la politique étrangère après le 11 septembre. C'est notamment ainsi que la « guerre contre le terrorisme » a pu devenir le fil conducteur de cette politique et qu'il ne fut plus question d'une politique étrangère que George W. Bush voulait *a priori* modeste et humble⁵⁷. L'importance que la « guerre contre le terrorisme » a prise dans la vie politique américaine peut d'ailleurs être illustrée par ces simples statistiques : 562 titres de discours donnés entre octobre 2002 et octobre 2005 par le

⁵⁶ Richard Jackson, *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counter-Terrorism*, Manchester: Manchester University Press, 2005, p. 38.

⁵⁷ Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, « Réflexions théoriques sur la politique américaine de sécurité nationale après le 11 septembre 2001 », *Centre d'Études des Politiques Étrangères et de Sécurité (CÉPÈS), coll. Notes de recherches*, no. 27 (juin 2004), p. 5.

Département de la Défense contenaient le mot « *terror* »⁵⁸ et de 2002 à 2006, les « *State of the Union speeches* » incluait 11 mentions de l'éducation (la plus haute priorité déclarée par Bush début 2001), 3 mentions du chômage, 62 mentions des taxes, 91 mentions de l'Irak et 122 mentions du terrorisme⁵⁹.

Plus précisément, la construction discursive des attentats terroristes en « actes de guerre » est fondamentale pour comprendre la légitimation du caractère avant tout militaire de la réponse américaine et de la division des États du monde en alliés inconditionnels et ennemis. Comme le remarque Richard Jackson, dans les discours présidentiels initiaux, Bush parle de « *terrorists acts* » et de « *acts of mass murder* »⁶⁰. Il n'était, en effet, pas du tout inévitable ou même nécessaire d'évoquer la guerre vu qu'il s'agissait plutôt d'un acte criminel commis par un acteur non étatique⁶¹. Or, le lendemain du 11 septembre, le président délaisse le thème criminel au profit du thème guerrier : « *The deliberate and deadly attacks which were carried out yesterday against our country were more than acts of terror. They were acts of war.*⁶² » La trame guerrière fut rapidement étoffée par le cercle présidentiel. Des actes de langage déclaratoires affirmant que les attentats étaient des actes de guerre furent repris dans tous les discours officiels, afin qu'aucun doute ne puisse subsister sur le fait que les États-Unis étaient en guerre. Cet extrait du discours que Donald Rumsfeld, alors Secrétaire de la Défense, a tenu le 27 septembre est un bon exemple des efforts du gouvernement américain pour signifier à sa population et au monde que le pays était désormais en guerre :

They were acts of war, military strikes against the United States of America. As such, those Department of Defence employees who were injured or killed were not just victims of terror. They were combat casualties [...] [T]he members of the

⁵⁸ Ian Lustick, *Trapped in the War on Terror*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2006, p. 12.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 13.

⁶⁰ Richard Jackson, *op. cit.*, p. 38.

⁶¹ Sandra Silberstein, *War of Words: Language, Politics and 9/11*. London; New York: Routledge, 2002, p. 1.

⁶² George W. Bush, « Remarks by the President In Photo Opportunity with the National Security Team », Washington, DC: The Cabinet Room, 12 septembre 2001.

*armed forces that were killed or injured in the September 11th attack on the Pentagon and the World Trade Center towers will receive the Purple Heart. As you know, the Purple Heart is given to those killed or wounded in combat.*⁶³

Notons à ce sujet que les attentats précédents d'Al-Qaida contre des intérêts américains (qui, certes, n'ont pas eu lieu sur le sol américain) ne furent pas interprétés comme des déclarations de guerre. Que cela fut fait après le 11 septembre ne rendit pas seulement l'explosion du budget de la Défense et les interventions militaires acceptables, il les rendit inévitables. Comme Morin, Macleod et Malfatto soulignent, l'expression « guerre » légitime « à elle seule le recours à l'option militaire comme unique solution possible et acceptable⁶⁴ ».

En outre, puisque « les États-Unis » avaient été attaqués par un ennemi dit similaire aux fascistes et aux communistes⁶⁵ et qu'ils étaient donc en guerre, il fut logique que tous les gouvernements qui ne se déclaraient pas alliés inconditionnels de Washington fussent perçus comme des ennemis. Bush pouvait donc affirmer : « *Every nation, in every region, now has a decision to make. Either you are with us, or you are with the terrorists. From this day forward, any nation that continues to harbour or support terrorism will be regarded by the United States as a hostile regime.*⁶⁶ » La force de ce message réside à la fois dans l'acte de langage directif et dans l'acte de langage engageant qui indiquent aux autres États quel comportement à adopter s'ils veulent éviter d'être considérés comme l'ennemi de la superpuissance.

⁶³ Donald H. Rumsfeld, Henry H. Shelton, Victoria Clarke et Charles S. Abell, « News Briefing », Washington, DC: United States Department of Defense, 27 septembre 2001. Nous avons souligné les actes de langage déclaratoires dans cet extrait.

⁶⁴ David Morin, Alex Macleod et Pierre-Louis Malfatto, « Introduction : Contre l'hégémonie? L'ordre international à l'épreuve de la crise irakienne », chap. dans Alex Macleod et David Morin (dir.), *op. cit.*, p. 21.

⁶⁵ Voir, entre autres, les analogies faites dans le discours suivant : George W. Bush, « Address to a Joint Session of Congress and the American People », Washington, DC: United States Capitol, 20 septembre 2001.

⁶⁶ *Ibid.*

Il est important pour ce mémoire de souligner que Washington, en exigeant de tous les gouvernements de se positionner pour ou contre les États-Unis, a invité les régimes oppressifs à se joindre à son camp, puisque la seule exigence était de coopérer dans la « guerre contre le terrorisme ». Ce message fut particulièrement bien entendu dans la Corne de l’Afrique où les États – incluant le Soudan où Ben Laden avait résidé de 1991 à 1996⁶⁷ – ont assuré les États-Unis de leur coopération presque immédiatement après les attentats. En échange, de nombreux chefs d’État espéraient, souvent à juste titre, bénéficier de plus d’assistance économique et surtout militaire⁶⁸. En d’autres mots, avec le 11 septembre, le multilatéralisme « à la carte » ou le « *unprincipled multilateralism* » a fait un retour en force⁶⁹ aux dépens des politiques de conditionnalité de la démocratie en matière d’aide qui prévalaient au cours des années 1990.

1.1.2 La conceptualisation de la sécurité des États-Unis depuis le 11 septembre 2001

La remise en question des décideurs de leur conception de la sécurité des États-Unis est également importante pour comprendre la réorientation de la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Corne de l’Afrique. L’effet psychologique des attentats a joué un rôle important dans cette conceptualisation parce que les États-Unis n’avaient plus été attaqués sur leur propre territoire depuis Pearl Harbor. Avant tout, les attentats ont signifié une perte d’illusion : le territoire des États-Unis pouvait être touché par « les désordres » d’autres pays. Cette idée a d’ailleurs été formulée peu de temps après le 11 septembre par le célèbre éditorialiste du *New York Times*, Thomas Friedman, qui annonça le début d’une troisième guerre mondiale où le monde de l’« ordre » et celui du « désordre » s’opposeraient⁷⁰. Désormais, le

⁶⁷ Robert D. Grey, *op. cit.*, p. 126.

⁶⁸ David Kenda Adaka Kikaya, *op. cit.*, p. 169.

⁶⁹ Hans W. Maull, *op. cit.*, p. 47.

⁷⁰ Thomas Friedman, *Longitudes and Attitudes. Exploring the World Before and After September 11*, London: Penguin Books, 2003, p. ix-x.

gouvernement américain devait non seulement craindre les gouvernements forts, autoritaires et non alliés (les « États voyous »), mais également les faibles. Cette idée est centrale dans la stratégie nationale de sécurité des États-Unis de 2002, où est écrit en guise d'introduction :

*The events of September 11, 2001, taught us that weak states, like Afghanistan, can pose as great a danger to our national interests as strong states. Poverty does not make poor people into terrorists and murderers. Yet poverty, weak institutions, and corruption can make weak states vulnerable to terrorist networks and drug cartels within their borders.*⁷¹

Comme le dit Rothchild, après le 11 septembre 2001 : « *It became clear to many that the fate of the United States was tightly interlinked with that of the developing world, in terms of not only charitable support but also of self-interest.*⁷² » Parallèlement à l'accumulation d'actes de langage déclaratoires affirmant que la sécurité des États-Unis était liée à celle du tiers-monde, il y a eu un refus marqué d'accepter que le gouvernement américain ne pût pas tout contrôler⁷³. Cela s'est exprimé autant dans l'augmentation du contrôle au sein du territoire américain et dans la décision de construire et de maintenir une défense « *beyond challenge* »⁷⁴, que dans les initiatives américaines visant à accroître le contrôle frontalier et policier dans les États faibles. Bien évidemment, le continent africain fut particulièrement concerné par cette dernière politique. En dépit du fait que les États-Unis ont été attaqués par un acteur non étatique, nous avons donc assisté à un retour en force d'une conception traditionnelle de la sécurité, dans la mesure où cette conception concerne la sécurité nationale et « implique une préoccupation unique pour la préservation de l'État en tant qu'unité principale des relations internationales

⁷¹ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, 2002, *op. cit.*, p. 4.

⁷² Donald Rothchild, « Trends in US-Africa Relations: Implications for the Future », chap. dans Donald Rothchild et Edmond J. Keller, *op. cit.*, p. 245.

⁷³ Hans W. Maull, *op. cit.*, p. 34.

⁷⁴ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, 2002, *op. cit.*, p. 29.

et, conséquemment, met l'accent sur les menaces militaires qui pourraient remettre en question sa souveraineté et l'intégrité de son territoire⁷⁵ ».

Si le diagnostic initial (les « désordres » d'ailleurs peuvent nuire à notre sécurité) a donné lieu à la volonté traditionnelle d'augmenter armements et contrôle, une place spéciale a été réservée dans la stratégie nationale de sécurité des États-Unis de 2002 pour le « potentiel » et pour tout ce qui est de l'ordre du possible. De fait, il s'agit d'une stratégie conçue pour *prévenir* un nouveau « 11 septembre ». Cette idée est symbolisée par l'instauration de la frappe « préemptive » (qui, d'ailleurs, est en fait préventive et donc illégale dans le droit international⁷⁶) comme option stratégique viable. Cela aussi a changé radicalement la donne pour le continent africain, puisque de nombreux aspects caractérisant les pays africains (pauvreté, institutions faibles, corruption...) ont été désignés comme étant *potentiellement* menaçants pour la sécurité des États-Unis. Dans l'introduction de la *Quadrennial Defense Review*, Rumsfeld expose l'interprétation de la Défense de la politique étrangère de l'après-11 septembre.

*The attack on the United States and the war that has been visited upon us highlights a fundamental condition of our circumstances: we cannot and will not know precisely where and when America's interests will be threatened, when America will come under attack, or when Americans might die as the result of aggression. We can be clear about trends, but uncertain about events. We can identify threats, but cannot know when or where America or its friends will be attacked. We should try mightily to avoid surprise, but we must also learn to expect it. We must constantly strive to get better intelligence, but we must also remember that there will always be gaps in our intelligence. Adapting to surprise - adapting quickly and decisively - must therefore be a condition of planning.*⁷⁷

⁷⁵ Isabelle Masson, « Sécurité », dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour (dir.), *op. cit.*, p. 216.

⁷⁶ Voir Kroening Volker, *Prevention or Preemption? - Towards a Clarification of Terminology*, Project on Defense Alternatives Guest Commentary, Cambridge, MA: Commonwealth Institute, mars 2003. En ligne, <http://www.comw.org/pda/0303kroening.html>, consulté le 5 décembre 2007.

⁷⁷ Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, Washington, DC: Department of Defense, 30 septembre 2001, p. iii.

À partir des actes de langage déclaratoires, Rumsfeld établit que les Américains ne pourront plus savoir où et quand les États-Unis et leurs alliés peuvent être attaqués. Ainsi, l'amélioration des services de renseignement et de la capacité d'adaptation est posée comme impérative via des actes de langage directifs. Sans surprise, cette construction du « nouvel » environnement sécuritaire a donné lieu à une stratégie essentiellement focalisée sur le contrôle de l'espace et de l'information et non sur les causes sous-jacentes du terrorisme. Il y a donc eu un retour partiel vers la compréhension traditionnelle de la sécurité, centrée sur des notions d'État et de territoire, qui fut pourtant remise en question avec la fin de la guerre froide⁷⁸.

L'interprétation des attentats du 11 septembre est donc essentielle dans l'étude des pratiques représentationnelles à partir desquelles la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Corne a émergé : elle a changé la donne par rapport à la politique en vigueur dans les années 1990, parce qu'elle est la politique d'un gouvernement qui se dit être en guerre, qui se sent menacé par son incapacité de tout contrôler, et qui voit les relations internationales à travers ce prisme. Coalitions « à la carte », interventions militaires et distribution d'assistance militaire et policière n'en sont alors que les conséquences logiques. L'étude de l'« autoreprésentation » des États-Unis depuis le 11 septembre est également importante pour éclairer la « nouvelle » stratégie sécuritaire des États-Unis, car l'identité qu'un État s'attribue détermine sa conception de « l'Autre » et de ce qui le menace.

1.2 Représentation de soi après les attentats du 11 septembre 2001

Pour comprendre la politique étrangère d'un gouvernement, il est vital de voir quelle image les décideurs ont construite de leur pays. Une société doit

⁷⁸ Michael Renner, « State of the World 2005: Redefining Security », chap. dans *Rethinking Global Security: An African Perspective?*, sous la dir. de Makumi Mwangi et Okello Oculi, Nairobi: Heinrich Böll Foundation, 2006, p. 1.

effectivement se définir, avant de pouvoir déterminer ce qu'elle veut (quel est son « intérêt national »)⁷⁹. Pour comprendre la vision « américaine » de la Corne, il faut donc d'abord regarder comment les États-Unis se représentent, puisque la vision de la Corne de l'Afrique a émergé de cette représentation.

1.2.1 Réaffirmation des traits constitutifs de l'identité américaine

L'*imaginaire sécuritaire* d'un gouvernement émerge du processus d'interpellation à travers lequel « les États-Unis » sont établis comme un sujet (« nous ») doté d'une *identité* et d'*intérêts* particuliers⁸⁰. La notion d'interpellation souligne donc la construction de position de sujets (on pose l'existence des « États-Unis » comme acteur unitaire et rationnel) et laisse transparaître le fait que des individus se reconnaissent dans ces représentations du monde. Ceci est essentiel pour que les sujets acceptent le discours comme représentant le monde « tel qu'il est »⁸¹. Cette création du « nous » est, politiquement parlant, très importante. Comme l'explique Weldes :

These identities help to make sense of the claims, the representations and quasi-causal arguments, articulated in the security imaginary. For example, since "we" Americans are freedom-loving democrats and civilized Westerners, it makes sense to claim that "our" U.S. actions abroad are designed to promote liberty and freedom, not self-interest or tyranny. Since "we" are concerned American patriots, the United States clearly has the right to do all that it deems necessary to protect the American free way of life.⁸²

Si l'identité des « États-Unis » est dans une certaine mesure recréée et renforcée à travers les événements et les situations de crises, certaines de ses caractéristiques persistent depuis sa création. Et, depuis la Deuxième Guerre mondiale, la position de *leader* des États-Unis et sa position de défenseur de la liberté et de la démocratie ont été constamment réaffirmées par les décideurs

⁷⁹ Jutta Weldes, *op. cit.*, p. 10.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Ibid.*, p. 105.

⁸² *Ibid.*, p. 107.

américains⁸³. Weldes identifie la représentation des États-Unis comme « *home of the brave* » comme un autre trait constitutif de l'identité américaine : « *This representation attributed to the United States the twin virtues of strength, or physical capabilities, and will, or moral courage and resolve, thus constituting the United States as an emphatically masculine identity.*⁸⁴ »

Nous noterons d'emblée, que ces caractéristiques ont été réaffirmées après le 11 septembre. Cela a été fait, entre autres, en amalgamant « les États-Unis » à la civilisation même, et en définissant les attentats comme des attaques contre la civilisation⁸⁵. L'extrait du discours que Bush a tenu le 11 octobre 2001 est un bon exemple de la manière dont « l'identité américaine » a été construite / réaffirmée à travers les attentats :

*The attack took place on American soil, but **it was an attack on the heart and soul of the civilized world.** [...] This is a time of testing - this time of testing has revealed **the true character of the American people.** We're angry at the evil that was done to us, yet **patient and just** in our response.*

*We've shown **great love** for our country and **great tolerance and respect** for all our countrymen. [...] One month after great suffering and sorrow, **America is strong and determined and generous.** I'm honored to lead such a country, and I know we are ready for the challenges ahead.*

*We learned a good lesson on Sept. 11: **that there is evil in this world.** And it's my duty as the president of the United States to use the resources of this **great nation, a freedom-loving nation, a compassionate nation, a nation that understands** (sic) **values of life** and rout terrorism out where it exists.⁸⁶*

Ce discours montre clairement que l'interpellation des États-Unis se fait à travers des actes de langages déclaratoires. Le sujet « États-Unis » est doté ici d'une identité particulière : il est dépeint comme le cœur et l'âme du monde

⁸³ *Ibid.*, p. 199.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 209.

⁸⁵ Marina A. Llorente, « Civilization versus Barbarism », chap. dans *Collateral Language: A User's Guide to America's New War*, sous la dir. de John Collins et Ross Glover, New York; London: New York University Press, 2002, p. 40.

⁸⁶ George W. Bush, « Press Conference », Washington, DC: The East Room, 11 octobre 2001. En ligne, http://findarticles.com/p/articles/mi_m2889/is_41_37/ai_80226132/pg_1, consulté le 10 novembre 2007. C'est nous qui soulignons.

civilisé, comme un sujet en colère, mais patient, juste, tolérant, respectueux, fort, déterminé, généreux et comme une nation qui aime la liberté, qui compatit avec les autres et qui comprend les valeurs de la vie. De ce discours ressortent alors clairement les traits constitutifs de l'identité américaine identifiés par Weldes : l'amour de la liberté et le courage.

La construction des « États-Unis » comme étant un sujet fondamentalement bon et pur se fait principalement par rapport à celle des terroristes qui incarnent le mal. Nous retrouvons la construction de ces identités opposées dans la stratégie nationale de sécurité de 2002. Dans ce document, le lecteur retrouve un monde divisé entre des combattants « bons » et « mauvais » qui est évoqué à travers divers procédés linguistiques. Par le biais d'actes de langage déclaratoires parsemés de figures de style antonymiques et hyperboliques, le sujet américain devient l'emblème des gouvernements qui laissent leur peuple jouir de la liberté, de la prospérité, de la démocratie et du libre marché. Il s'oppose à des États compromis par la terreur qui sont alors identifiés comme ennemis de la civilisation⁸⁷. Le caractère extraordinaire et terrifiant des « nouveaux ennemis barbares » qui ont remplacé l'URSS et qui menacent non seulement les États-Unis, mais carrément la civilisation, est souligné :

*But new deadly challenges have emerged from rogue states and terrorists. None of these contemporary threats rival the sheer destructive power that was arrayed against us by the Soviet Union. However, the nature and motivations of these new adversaries, their determination to obtain destructive powers hitherto available only to the world's strongest states, and the greater likelihood that they will use weapons of mass destruction against us, make today's security environment more complex and dangerous.*⁸⁸

Or, il n'y a pas de raison pour le peuple américain de s'inquiéter, car :
« *Finally, the United States will use this moment of opportunity to extend the benefits*

⁸⁷ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of The United States of America*, 2002, *op. cit.*, p. III.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 13.

*of freedom across the globe. We will actively work to bring the hope of democracy, development, free markets, and free trade to every corner of the world.*⁸⁹ » Cet acte de langage engageant qui annonce la couleur du futur est présenté comme une opportunité. Cette « opportunité » est également construite depuis la fin de la guerre froide comme un *devoir* lié intrinsèquement au statut d'unique superpuissance militaire et économique des États-Unis. Rothchild et Emmanuel le formulent ainsi : « *The primacy of the United States in today's world entails inescapable responsibilities. [...] Life in a dangerous global neighborhood has damaging effects on every country. Consequently, the United States must at times assume the mantle of a "protector".*⁹⁰ »

D'actes de langage déclaratoires qui posaient l'existence d'un monde divisé entre des sujets bons et mauvais comme une réalité, on est donc passé à un acte de langage engageant (nous allons corriger cette situation) qui repose partiellement sur un acte de langage directif (nous *devons* assumer le rôle de protecteur).

L'identité américaine est ainsi entièrement définie par opposition à ce qui est construit comme étant le « mal » et est caractérisée par le rôle de sauveur que les États-Unis se doivent de jouer dans ce monde qui demeure constamment menacé, malgré les triomphes (menés par les Américains) de la liberté et de l'égalité sur les visions destructrices totalitaires qui ont émergé au cours du XXe siècle⁹¹. Soulignons que ce monde est rendu discursivement horrifiant par des chaînes de connotations qui évoquent des images bibliques et apocalyptiques, mais aussi visuellement par les répétitions incessantes des images des tours qui s'effondrent.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Donald Rothchild et Nikolas Emmanuel, « US Intervention in Africa's Ethnic Conflicts: the Scope for Action », chap. dans Donald Rothchild et Edmond J. Keller, *op. cit.*, p. 65.

⁹¹ Nicholas Guyatt, *Another American Century?: The United States and the World since 9/11*, London; New York: Zed Books; Dhaka: University Press; Bangkok: White Lotus; Nova Scotia: Fernwood Pub.; Bangalore: Books for Change; Kuala Lumpur: Sird, 2003, p. 246-247.

1.2.2 Dépolitisation des attentats et relance de l'exceptionnalisme américain

Les décideurs américains peuvent seulement propager cette vision du monde parce qu'il y a eu, comme l'ont remarqué, entre autres, Weldes et Laffey, un refus d'analyser les causes des attentats, lesquels ont été présentés comme étant perpétrés par des « barbares » détestant les États-Unis symbolisant la liberté⁹². Les attentats ont été une occasion de redessiner « l'identité » des États-Unis et cela a été fait immédiatement. À cette fin, l'« amnésie » fut nécessaire pour s'octroyer cette identité de victime absolue et de défenseur de la liberté et, bien évidemment, pour ramener en force une politique étrangère accusée par de nombreux intellectuels d'avoir causé le 11 septembre⁹³. Cette « dépolitisation » délibérée des motivations des terroristes se voit fortement dans le *State of the Union* :

Americans are asking, why do they hate us? They hate what they see right here in this chamber - a democratically elected government. Their leaders are self-appointed. They hate our freedoms -our freedom of religion, our freedom of speech, our freedom to vote and assemble and disagree with each other. [...] These terrorists kill not merely to end lives, but to disrupt and end a way of life. With every atrocity, they hope that America grows fearful, retreating from the world and forsaking our friends. They stand against us, because we stand in their way.

We are not deceived by their pretences to piety. We have seen their kind before. They are the heirs of all the murderous ideologies of the 20th century. By sacrificing human life to serve their radical visions - by abandoning every value except the will to power - they follow in the path of fascism, Nazism, and totalitarianism. [...]

*The hour is coming when America will act, and you will make us proud. This is not, however, just America's fight. And what is at stake is not just America's freedom. This is the world's fight. This is civilization's fight. This is the fight of all who believe in progress and pluralism, tolerance and freedom.*⁹⁴

⁹² Mark Laffey et Jutta Weldes, « US Foreign Policy, Public Memory, and Autism: Representing September 11 and May 4 », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, no 2 (juillet 2004), p. 355.

⁹³ Parmi les plus connus, citons Noam Chomsky, en plus de Chalmers Johnson qui mit le monde en garde contre les conséquences de l'impérialisme militaire américain avec son ouvrage *Blowback: The Costs and Consequences of American Empire* (New York : Metropolitan Books, 2000).

⁹⁴ George W. Bush, « Address to a Joint Session of Congress and the American People », *loc. cit.*

Cet extrait montre de nouveau comment la « réalité » est construite à travers des actes de langage déclaratoires. Les terroristes sont interpellés à travers des chaînes d'association qui établissent un amalgame entre eux et les régimes fascistes, nazis et totalitaires. Par conséquent, la lutte américaine annoncée (acte de langage engageant) peut être présentée comme une lutte qui doit prendre des proportions mondiales. En outre, comparer les terroristes aux fascistes et les définir par leur haine de la démocratie et de la liberté est fait volontairement pour empêcher tout questionnement de bonne foi concernant le « *Why do they hate us?* »

La construction des « États-Unis » comme sujet bon et sans fautes, comme défenseur de la liberté et de la démocratie et comme l'emblème de la civilisation occidentale a donc plusieurs utilités politiques. Elle a notamment pavé le chemin à ceux qui voulaient relancer l'idée bien particulière de l'exceptionnalisme américain que l'on retrouve chez les membres du *Project for a New American Century* (PNAC), le réseau néoconservateur proche de George W. Bush qui a forgé la nouvelle doctrine sécuritaire des États-Unis⁹⁵. Le PNAC est un *think tank* qui a été établi au cours du printemps de 1997 dans le but de promouvoir un « *American global leadership* »⁹⁶ parce que ses membres étaient très insatisfaits du manque d'affirmation militaire globale de l'administration Clinton. Parmi toutes les idées véhiculées par le PNAC (l'unilatéralisme américain et la doctrine de préemption qui se concrétisèrent avec l'invasion de l'Irak), il y en a une qui est particulièrement préoccupante : les propos du PNAC (tout comme ceux de Samuel Huntington⁹⁷ et Anthony Lake⁹⁸) reposent sur une vision dichotomique du monde qui serait divisé entre zones

⁹⁵ Bernard Sionneau, « Réseaux Conservateurs et Nouvelle Doctrine Américaine de Sécurité », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 4 (2003), p. 498 – 499.

⁹⁶ Introduction du site Internet du PNAC. En ligne, <http://www.newamericancentury.org/aboutpnac.htm>, consulté le 2 avril 2008.

⁹⁷ Samuel Huntington, « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, vol. 72, no 3 (été 1993), pp. 22-49.

⁹⁸ Anthony Lake, « Confronting Backlash States », *Foreign Affairs*, vol. 73, no 2 (mars-avril 1994), p. 45-55.

« barbares » et zones « civilisées »⁹⁹. Ainsi, le PNAC propose un « élargissement du monde libre » passant avant tout par l'économie de marché et les démocraties représentatives. Ce processus offensif qui concerne les États faibles et les États voyous va de pair avec une militarisation excessive de « l'empire américain » qui doit, surtout, affronter toute puissance émergente avant qu'elle ne devienne une menace¹⁰⁰.

Nous voyons donc que l'interprétation des attentats du 11 septembre comme attaque contre la civilisation a des conséquences politiques importantes : elle devint symbolique de l'idée populaire du « clash des civilisations »¹⁰¹ et d'un « Nord » (l'Occident représenté par les États-Unis) qui s'opposerait à un « Sud » (associé linguistiquement à la « barbarie » et au terrorisme) d'où surgiraient diverses menaces et qu'il faut donc dominer d'une façon ou d'une autre.

Ainsi, la construction répétée des attentats du 11 septembre comme une attaque contre la civilisation et le discours qui l'a suivie a avant tout servi à renforcer le statut des États-Unis comme « policier global » que les décideurs lui ont attribué. Il ressort notamment de la stratégie nationale de sécurité des États-Unis de 2002, où l'on trouve un univers peuplé par deux agents (les États-Unis et « l'ennemi »), que les États-Unis sont *obligés* d'agir globalement pour arrêter l'expansion d'un ennemi élué et abstrait¹⁰². Cette idée est présente dans l'imaginaire américain dès la Deuxième Guerre mondiale et surtout depuis le discours d'inauguration de George H. W. Bush dans lequel il annonça l'avènement d'un nouvel ordre mondial mené par les États-Unis¹⁰³

⁹⁹ Voir l'analyse de Bernard Sionneau, *loc. cit.*, p. 514.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 515.

¹⁰¹ Samuel Huntington, *loc. cit.*

¹⁰² Patricia L. Dunmire, « 'Emerging Threats' and 'Coming dangers': Claiming the Future for Preventive War », chap. dans *Discourse, War and Terrorism*, sous la dir de Adam Hodges et Chad Nilep, Amsterdam; Philadelphia: John Benjamins, 2007, p. 24.

¹⁰³ Annita Lazar and Michelle M. Lazar, « Enforcing Justice, Justifying Force: America's Justification of Violence in the New World Order », chap. dans *ibid.*, p. 45.

dans lequel le « *rule of law* » supplanterait le « *rule of the jungle* »¹⁰⁴. Cette idée a été renforcée depuis le 11 septembre. « Les États-Unis » sont désormais représentés dans les discours officiels comme « *a committed, thorough and effective global law enforcer* »¹⁰⁵. Les décideurs peuvent proférer de telles affirmations non seulement parce que les États-Unis sont une superpuissance militaire, mais aussi parce qu'ils ont construit discursivement leur pays comme un sujet fondamentalement bon, dont les valeurs sont menacées par « l'ennemi ». Cet ennemi qui menace les valeurs morales du « nouvel ordre mondial » a été placé en dehors de cet ordre avec diverses stratégies discursives. Lazar et Lazar identifient ces stratégies au nombre de quatre : « *criminalization, enemization, evilification and orientalization* »¹⁰⁶. Ces constructions discursives font que « *The use of force [...] becomes morally justified on all and every front in order to ensure peace and security of the order.* »¹⁰⁷

À travers les discours étatiques, repris d'ailleurs par un bon nombre de grands médias américains qui sont devenus ouvertement les « *cheerleaders* » de l'armée américaine¹⁰⁸, « les États-Unis » émergent comme un sujet bon, courageux et pur, prêt à combattre au nom de la liberté et de la démocratie. Ce sujet peut seulement émerger parce que les décideurs présentent une vision du monde dans lequel les États-Unis ont efficacement combattu le mal au cours du XXe siècle. Ainsi, l'interventionnisme américain est présenté comme la solution à « l'expansion de l'islamisme radical » (comparé discursivement au fascisme et au communisme), au lieu d'une de ses *causes*¹⁰⁹. Afin de compléter l'analyse constructiviste critique de l'interprétation du 11 septembre et de l'identité des États-Unis qui est devenue dominante aujourd'hui, il est nécessaire de regarder de plus près *qui* a lié, avec succès, ces idées à la Corne de l'Afrique.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 47.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 52.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 46.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ Nicholas Guyatt, *op. cit.*, p. 277.

¹⁰⁹ Gabriel Kolko, *Another Century of War?* New York: New Press, W.W. Norton, 2002, p. ix.

1.3 Analyse de l'accomplissement du discours de la menace

Avec le 11 septembre 2001, nous constatons l'avènement – ou plutôt l'accomplissement – du discours de la menace. En effet, il est presque devenu un lieu commun de dire que les décideurs américains sont depuis la fin de la guerre froide à la recherche de « nouveaux ennemis ». Symbolique pour le « besoin » américain d'avoir un ennemi est la citation souvent reprise de Colin Powell qui disait à la fin de la guerre froide « *I'm running out of demons. I'm running out of villains. I'm down to Castro and Kim Il Sung.*¹¹⁰ » Les attentats ont créé le contexte idéal pour que les « intellectuels de la sécurité et de la défense »¹¹¹ puissent mettre leurs idées sur la table et que celles-ci bénéficient tant d'attention que d'importantes ressources. Comme nous l'avons brièvement vu dans la partie précédente, des *think tanks* (néo)conservateurs comme le PNAC avaient enfin trouvé un public réceptif à leurs idées, ainsi que des auteurs très alarmistes à propos des tensions « ethniques » et des « désordres » à l'étranger, tels que Robert Kaplan et Samuel Huntington. Relativement marginaux dans les années 1990, ils sont désormais loin d'être les seuls à tenir ce genre de discours.

1.3.1 Rôle et importance des réseaux d'experts

La majorité des intellectuels appartenant à l'élite dirigeante ont repris un discours centré sur la menace et « l'intérêt national » américain en général, et à propos de la Corne de l'Afrique en particulier. À la lumière des discours et des documents stratégiques officiels, il appert que ce sont eux qui ont remporté la « lutte pour le sens » qui a eu lieu au sein de l'*establishment* américain après le 11 septembre et non ceux qui ont cherché à comprendre les griefs des terroristes et de leurs partisans. Ceci n'est guère étonnant, dans la mesure où

¹¹⁰ Cité par Bruce Cumings, « The Emperor's Old Clothes », *The Nation* (New York), 19 février 2001, p. 3.

¹¹¹ Jutta Weldes et al. (dir.), *op. cit.*, p. 18.

le gouvernement américain avait tout intérêt à trouver une explication des attentats qui ne remet pas en cause sa politique étrangère poursuivie antérieurement. Cela arrange également le département de la Défense qui peut alors augmenter ses dépenses et ses activités¹¹².

Notons que Weldes affirme que les pratiques représentationnelles dont la politique étrangère finit par émerger sont quasiment toujours façonnées par cette élite. En premier lieu par des représentants de l'État qui ont un accès privilégié à l'information et dont c'est, après tout, le travail d'identifier les dangers¹¹³. Et, en deuxième lieu, par une certaine élite proche du pouvoir qui assiste ces représentants et qui se manifeste, entre autres, en publiant, en tenant des conférences, en étant présent dans les médias et en présentant leurs idées au Congrès américain¹¹⁴. Il est donc crucial pour toute analyse de la politique étrangère d'un État de regarder de plus près qui parle à qui et ce qu'ils disent.

À la suite des attentats de 2001, les « experts » de l'Afrique proches de Washington ont multiplié les publications en vue de démontrer que les « désordres africains » présentent une menace pour la sécurité des États-Unis et que le statut de l'Afrique dans la politique étrangère américaine se doit de dépasser celui de « souci humanitaire » au profit « d'intérêt stratégique ». Rappelons ici que l'islamisme radical et les États en déliquescence ou défaillants existaient bien avant le 11 septembre dans la Corne; ce qui a changé c'est l'interprétation de ces phénomènes faite par les élites américaines de la politique étrangère¹¹⁵. Notons également qu'il n'y a aucun lien direct entre les attentats du 11 septembre et la Corne de l'Afrique. Nous aborderons ici seulement les rapports et les témoignages les plus importants pour

¹¹² David Keen, *Endless War?: Hidden Functions of the "War on Terror"*. London; Ann Arbor, MI: Pluto Press, 2006, p. 67-68.

¹¹³ Jutta Weldes et al. (dir.), *op. cit.*, p. 19.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 18-19.

¹¹⁵ Voir à ce sujet l'analyse de Kraxberger, Brennan M. « The United States and Africa: Shifting Geopolitics in an 'Age of Terror' ». *Africa Today*, vol. 52, no 1 (September 2005), pp. 47-68.

comprendre d'où (de qui) vient concrètement l'évolution de la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Corne¹¹⁶. Sans surprise, ceux-ci viennent des « experts » des *think tanks* américains les plus proches du pouvoir.

1.3.2 Les *think tanks* impliqués dans la construction de la « menace » africaine

Le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) est depuis des années très impliqué dans le lobbying pour une approche américaine plus « stratégique »¹¹⁷ vis-à-vis de l'Afrique. Surtout Stephen J. Morrison¹¹⁸, l'actuel directeur du programme Afrique du CSIS, multiplie publications et interventions auprès du Congrès afin de convaincre les décideurs de réorienter l'approche américaine vis-à-vis des pays africains en fonction des « intérêts américains ». D'après lui, ces intérêts sont le pétrole, le terrorisme, le VIH/SIDA et l'influence grandissante de la Chine¹¹⁹. Parmi les publications qu'il (co)dirige, citons *Africa Policy in the Clinton Years: Critical Choices for the Bush Administration*¹²⁰ (2001) et *Rising US Stakes in Africa: Seven Proposals to Strengthen US-Africa Policy*¹²¹ (2004). Il a également travaillé avec Princeton Lyman sur une publication du *Council of Foreign Relations* (CFR) nommée : *More Than Humanitarianism: A Strategic U.S. Approach Toward Africa*¹²². Lyman a été l'ambassadeur américain en Afrique du Sud et au Nigeria et assume actuellement le poste de directeur des études de politique africaine du CFR¹²³. Il a codirigé *Beyond Humanitarianism: What You Need to Know About Africa and*

¹¹⁶ Il ne s'agit aucunement d'une liste exhaustive des publications à ce sujet.

¹¹⁷ J. Dennis Bonney et al., *op. cit.*

¹¹⁸ Avant, il a travaillé comme conseiller de la démocratie et de la gouvernance pour l'Éthiopie et l'Érythrée et a été membre senior du sous-comité sur l'Afrique qui fait partie du comité des Affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis.

¹¹⁹ Site Internet du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS). En ligne, http://www.csis.org/component/option,com_csis_experts/task,view/type,34/id,2/, consulté le 10 décembre 2007.

¹²⁰ Stephen J. Morrison et Jennifer G. Cooke (dir.), *Africa Policy in the Clinton Years: Critical Choices for the Bush Administration*, Washington, DC: the Center for Strategic and International Studies Press, 2001.

¹²¹ Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*

¹²² J. Dennis Bonney et al., *op. cit.*

¹²³ Site Internet du *Council on Foreign Relations* (CFR). En ligne, <http://www.cfr.org/bios/bio.html?id=2373>, consulté le 10 décembre 2007.

*Why It Matters*¹²⁴ en 2007. Avec Morrison, Lyman est donc un des poids lourds en la matière. Ces deux « experts » ont d'ailleurs publié conjointement un article concernant la menace terroriste en Afrique dans LA revue de l'establishment politique américain, *Foreign Affairs*¹²⁵, et ont partagé leurs analyses maintes fois avec les membres du Congrès¹²⁶.

Robert Rotberg, éminent africaniste américain et ancien professeur à Harvard et au MIT, a dirigé un livre consacré à la lutte contre le terrorisme dans la Corne de l'Afrique pour la *Brookings Institution*¹²⁷. Celui-ci s'intéresse également à la sécurité humaine et non seulement à ce que la situation dans la Corne impliquerait pour les États-Unis, mais milite aussi en faveur d'une plus grande présence américaine dans la région qu'il décrit comme « *a reservoir of terror* »¹²⁸. Selon lui, les États défailants représentent une menace non seulement pour eux-mêmes et pour leurs voisins, mais « *to peoples around the globe* »¹²⁹. Par la voix et par la plume de Susan Rice, l'ancienne secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires africaines¹³⁰, la *Brookings Institution* dissémine régulièrement des rapports pour mettre en garde l'élite gouvernante contre les effets présumés de la pauvreté et des États fragiles ou en déliquescence sur la sécurité des États-Unis.

Ces analyses « objectives » centrées sur « l'intérêt national » des États-Unis ressemblent fortement à celles effectuées par des analystes plus

¹²⁴ Princeton N. Lyman et Patricia Lee Dorff (dir.), *op. cit.*

¹²⁵ Princeton N. Lyman et J. Stephen Morrison, *loc. cit.*

¹²⁶ Princeton N. Lyman, *Fighting Terrorism in Africa. Hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations, House of Representatives, 108th Congress, second session, serial no 108-82, 1^{er} avril 2004.* En ligne, http://commdocs.house.gov/committees/intlrel/hfa92870.000/hfa92870_0.HTM, consulté le 16 avril 2006. Et Stephen J. Morrison, « *Exploring the U.S. Africa Command and a New Strategic Relationship with Africa* ». *Testimony before the Senate Foreign Relations Subcommittee on Africa*, Washington: Room 419 Dirksen Senate Office Building, 1^{er} août 2007.

¹²⁷ Robert I. Rotberg, *op. cit.*

¹²⁸ *Ibid.*, p. 2

¹²⁹ Robert I. Rotberg, « *Failed States in a World of Terror* », *Foreign Affairs*, vol. 81, no 4 (juillet-août 2002), p. 127.

¹³⁰ Site Internet du *Brookings Institution*. En ligne, <http://www.brookings.edu/experts/rices.aspx>, consulté le 11 décembre 2007. Notons à titre informatif que Rice témoigne également régulièrement devant le Congrès.

conservateurs tels que James Jay Carafano et Nile Gardiner de la *Heritage Foundation*¹³¹ et Peter Pham¹³², qui a d'ailleurs également été entendu par les membres de la Chambre des Représentants. C'est donc dans plusieurs domaines que nous pouvons dire qu'il y a eu convergence entre les « experts » traditionnellement plus libéraux et ceux connus pour leurs idées conservatrices dans la période qui a suivi le 11 septembre¹³³. Ainsi, nous retrouvons, par exemple, dans le rapport de Ted Dagne pour le Congrès le postulat suivant qui est désormais accepté sans débat : « *Administration officials believe Africa is a potential breeding ground for terrorism.*¹³⁴ » Se basant sur les « experts » cités plus haut, un rapport du *Congressional Research Service* mentionne

*In recent years, analysts and U.S. policymakers have noted Africa's growing strategic importance to U.S. interests. Among those interests are Africa's role in the Global War on Terror and the potential threats posed by ungoverned spaces; the growing importance of Africa's natural resources, particularly energy resources; and ongoing concern for the continent's many humanitarian crises, armed conflicts, and more general challenges, such as the devastating effect of HIV/AIDS.*¹³⁵

Soudainement, les États fragiles, en déliquescence ou défailants et l'islam furent donc rattachés à la sécurité des États-Unis et un plus grand engagement américain dans la région fut présenté comme la solution. De manière générale, les élites ont tendance à affirmer dans leurs écrits que le seul fait qu'un pays ait une grande population musulmane le rend potentiellement dangereux, surtout s'il y a des problèmes sociaux internes.

¹³¹ James Jay Carafano et Nile Gardiner, *loc. cit.*

¹³² Peter Pham, *America in Africa: Securing U.S. Interests and Promoting a Continent's Development*, James Madison University, Virginia: Nelson Institute for International and Public Affairs, 2007. En ligne, <http://www.jmu.edu/nelsoninstitute/americafrica.htm>, consulté le 18 septembre 2007.

¹³³ Nicholas Guyatt, *op. cit.*, p. 264.

¹³⁴ Ted Dagne, *CRS Report for Congress RL31247 - Africa and the War on Terrorism*, Washington, DC: Congressional Research Service, 17 janvier 2002, p. 2.

¹³⁵ Lauren Ploch, *CRS Report for Congress RL34003 - Africa Command: U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa*, Washington, DC: Congressional Research Service, 16 mai 2007, p. 2.

Aux États-Unis, les régions et les enjeux mondiaux ont massivement été réévalués à la lumière de ces phénomènes après le 11 septembre¹³⁶. Les « experts » diffèrent, cependant, sur la nature de l'engagement et de l'aide que le gouvernement américain devrait apporter. Comme le dit Kraxberger, s'il y a un consensus parmi les élites que les États-Unis doivent s'investir dans le « *nation-building* » pour éviter l'effondrement des États, le débat sur les « méthodes » est loin d'être terminé¹³⁷. Certains, comme Chester A. Crocker¹³⁸, secrétaire d'État adjoint américain aux Affaires africaines sous Reagan, militent en faveur d'une sorte de nouvel ordre aux allures néocoloniales, alors que l'élite plus « libérale » (Rotberg, Lyman et Morrisson, par exemple) se concentre plus sur le développement, sur une plus grande présence diplomatique américaine et sur le « *capacity-building* » de l'appareil judiciaire et policier¹³⁹. Les conservateurs font principalement du lobbying pour un plus grand engagement militaire américain sur le continent et s'attardent peu sur d'éventuelles solutions politiques. Ce sont notamment eux qui voulaient à tout prix que AFRICOM, le commandement militaire unifié américain pour l'Afrique, soit créé¹⁴⁰.

Ces discours des « menaces africaines » furent enfin rapidement adoptés et renchérissés, autant par les militaires¹⁴¹ que par des fonctionnaires haut placés, tels que Theresa Whelan, la vice-ministre adjointe de la Défense chargée des Affaires africaines¹⁴².

La grande majorité des « experts » importants de l'Afrique ont donc centré leurs discours sur des enjeux « sécuritaires » d'un point de vue

¹³⁶ Voir par exemple le rapport suivant de la RAND Corporation : Angel Rabasa et al., *Ungoverned Territories: Understanding and Reducing Terrorism Risks*, Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2007.

¹³⁷ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 57.

¹³⁸ Voir Chester A. Crocker, « Engaging Failed States », *Foreign Affairs*, vol. 82, no 5 (septembre-octobre 2003), pp. 32-44.

¹³⁹ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 57.

¹⁴⁰ Conn Hallinan, « The Right Gets Africa Wrong », *loc. cit.*, p. 1.

¹⁴¹ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 59.

¹⁴² Theresa Whelan, « Africa's Ungoverned Space - A New Threat Paradigm », Washington, DC: conférence « Rethinking the Future Nature of Competitions and Conflicts », 19 décembre 2005.

américain (c'est-à-dire le terrorisme contre des intérêts américains), alors que cela n'était plus le cas depuis la fin de la guerre froide¹⁴³. Au bout du compte, il semble que la construction des attentats du 11 septembre comme exemple de ce que les « désordres » d'ailleurs pouvaient créer a ouvert la porte à la sécurisation de maints enjeux internationaux. Que cela se soit fait si massivement n'est guère étonnant dans la mesure où tout enjeu qui fut relié au terrorisme bénéficiait inéluctablement de plus de fonds et de plus d'attention médiatique.

Pour comprendre comment les interactions avec l'Afrique sont passées progressivement de la catégorie « développement/humanitarisme » qui avait émergé après la fin de la guerre froide à une catégorie de « risque/peur/menace »¹⁴⁴, le concept de « sécurisation » est particulièrement utile. Ce concept éclaire que le fait de lier un enjeu quelconque à la sécurité (et de faire accepter ce lien) lui confère un statut exceptionnel et le place en dehors de la sphère du politique. Or, aujourd'hui, comme jadis pour le communisme au cours de la guerre froide, le fait de lier un enjeu au terrorisme garantit quasiment ce transfert de catégorie. Comme nous allons le démontrer, l'interpellation des populations africaines a été accomplie en liant les enjeux du continent au terrorisme et émane de réseaux d'« experts » très influents. Dès lors, il n'est guère surprenant que cette représentation du continent ait rapidement été adoptée par l'élite dirigeante dont les discours et les actions reposent en grande partie sur l'expertise de ces derniers. Bien évidemment, et comme nous l'avons d'ailleurs déjà mentionné, il y a des contre-discours qui contestent les différents discours de la menace et qui sont reconnus par certaines franges de la société américaine. Cependant, « *This recognition does not extend to the mainstream mass media [...] which, parroting the official state discourse, relentlessly sanitize or ignore US actions abroad.*¹⁴⁵ »

¹⁴³ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 52-53.

¹⁴⁴ Rita Abrahamsen, *loc. cit.*, p. 677.

¹⁴⁵ Mark Laffey et Jutta Weldes, *loc. cit.*, p. 356.

La stratégie sécuritaire actuellement poursuivie par le gouvernement américain dans la Corne de l’Afrique a pu émerger à cause des constructions que nous avons étudiées dans ce chapitre. Celles-ci sont en quelque sorte la toile de fond sur laquelle la stratégie a été dessinée. Les « experts » et les décideurs américains ont construit discursivement les attentats du 11 septembre 2001 comme des actes de guerre perpétrés par des terroristes incarnant le mal qui ont pu être organisés à cause des « désordres » du tiers-monde. Parallèlement, l’administration Bush a réaffirmé une vision particulière de l’identité des « États-Unis » qui légitime à la fois l’imposition de sa vision dichotomique du monde et le retour en force des pratiques interventionnistes. Dans le chapitre suivant, nous étudierons quelles représentations de la Corne de l’Afrique ont émergé de ces discours et comment la différence de la Corne a été sécurisée.

CHAPITRE II

REPRÉSENTATIONS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

Dans ce chapitre, nous étudierons comment la Corne de l'Afrique est représentée comme menace pour l'identité américaine. Nous démontrerons que les caractéristiques auxquelles la région a été discursivement associée – l'islam, les États fragiles ou en déliquescence et les États défaillants et, plus généralement, le sous-développement – ont été construites comme menaçantes pour « l'Occident ». Pour ce faire, nous étudierons le processus par lequel les populations de la Corne ont été « interpellées » dans le discours américain à la suite du 11 septembre 2001. Afin de mettre cette analyse en perspective, nous rappellerons très brièvement en quoi consistait la politique africaine des États-Unis avant cette date.

2.1. La politique étrangère américaine vis-à-vis de la Corne de l'Afrique depuis la Deuxième Guerre mondiale

Avant la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis laissent l'Afrique aux puissances coloniales européennes qui dominent le continent¹⁴⁶. Cela change, cependant, en 1941 lorsque Washington estime qu'il est nécessaire d'y établir une présence afin de mettre fin à l'expansionnisme allemand et italien¹⁴⁷. Les États-Unis s'établissent alors à Asmara, en Érythrée, dont l'importance stratégique devient considérable, grâce à son centre de communications et sa proximité de l'Éthiopie, alors sous occupation italienne¹⁴⁸. Entre 1946 et 1976, nous pouvons parler d'une période d'engagement stratégique américain minimal par rapport au continent

¹⁴⁶ Notons cependant que les États-Unis ont des relations bilatérales avec l'Éthiopie depuis 1903.

¹⁴⁷ Peter J. Schraeder, *United States Foreign Policy toward Africa: Incrementalism, Crisis, and Change*, Cambridge; New York: Cambridge University Press, 1994, p. 115.

¹⁴⁸ *Ibid.*

africain¹⁴⁹. Cependant, l'implication américaine dans les affaires africaines commence à devenir plus importante dès la Deuxième Guerre mondiale, notamment parce que Washington commence à importer de l'uranium du Congo belge afin de construire l'arme atomique. En outre, les États-Unis créent un « *Bureau of African Affairs* » à Washington en 1958¹⁵⁰ et signent des accords militaires avec l'Éthiopie, qui devient un allié important et où les États-Unis demeurent jusqu'en 1977¹⁵¹. C'est depuis les percées soviétiques en Afrique lusophone en 1975 que l'attitude américaine vis-à-vis de l'Afrique change substantiellement et qu'une politique d'encercllement de l'Éthiopie, puissance régionale devenue « communiste », entre en vigueur. Sous Carter,

*Kenya, Egypt, Sudan, Somalia, and Oman were asked to allow their territories to be used as staging grounds for a rapid deployment force (RDF) that could project military power into the Middle East and Persian Gulf. Agreements were also signed that called for joint military exercises involving US military personnel and that of its new clients.*¹⁵²

En d'autres mots, dans la Corne, Washington soutient militairement et financièrement les régimes autocratiques « pro-occidentaux » en place au Kenya, au Soudan et en Somalie¹⁵³. Cette assistance s'amointrit sensiblement lors de la chute du mur de Berlin. L'importance des droits humains, seulement promue au cours de la guerre froide par les États-Unis lors de la brève présidence de Carter, commence alors à apparaître dans les discours officiels américains et la superpuissance se déclare prête à faire certaines concessions d'ordre économique et même d'ordre sécuritaire (dans sa perception) pour assurer la promotion de ces valeurs¹⁵⁴. Avec la chute du bloc soviétique, la

¹⁴⁹ Donald Rothchild, *loc. cit.*, p. 180.

¹⁵⁰ Peter Woodward, *US Foreign Policy and the Horn of Africa*, Aldershot, England: Ashgate, 2006, p. 4.

¹⁵¹ Peter J. Schraeder, *United States Foreign Policy toward Africa: Incrementalism, Crisis, and Change*, *op. cit.*, p. 119.

¹⁵² Edmond J. Keller, « Africa and the US: Meeting the Challenges of Globalization », chap. dans *Africa-US Relations: Strategic Encounters*, sous la dir. de Donald Rothchild et Edmond J. Keller (dir.), Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 2006, p. 4.

¹⁵³ Adekeye Adebajo, *loc. cit.*, p. 181.

¹⁵⁴ Jack Donnelly, « International Human Rights: Unintended Consequences of the War on Terrorism », chap. dans *Wars on Terrorism and Iraq: Human Rights, Unilateralism, and U.S. Foreign Policy*, sous la dir. de Thomas G. Weiss, Margaret E. Crahan et John Goering, New York: Routledge, 2004, p. 100.

politique de l'endiguement fait place à une politique dite d'élargissement¹⁵⁵. En Afrique, surtout sous Clinton et après la mort des soldats américains en Somalie lors d'une opération onusienne en 1993, cette attitude se traduit en un faible militantisme rhétorique sans beaucoup de suivi. Parallèlement à cette évolution, l'on commence à considérer à Washington que l'Afrique ne relève pas de l'intérêt national américain. Cela s'est notamment reflété dans les paroles de l'influent sénateur démocrate Sam Nunn¹⁵⁶ qui s'opposait à l'intervention en Somalie : « *Our role is too important in areas of the world that are significant to United States military interests, security interests, and economic interests to allow our military effectiveness to be dissipated in places where we have no economic and no security interests.*¹⁵⁷ »

Cette attitude commence cependant à être remise en question à la fin des années 1990 avec l'augmentation des importations de pétrole africain et, surtout, avec les attentats d'Al-Qaida en 1998. Le gouvernement américain perçoit la Corne de l'Afrique comme une source majeure de terrorisme international depuis les années 1990. Or, les efforts pour combattre ce phénomène demeuraient « *half-hearted* »¹⁵⁸ jusqu'au 11 septembre 2001. De nombreux auteurs s'intéressant à la politique américaine vis-à-vis de la Corne de l'Afrique ont effectivement remarqué que celle-ci a changé depuis les attentats. Schraeder, par exemple, a signalé depuis lors le retour de l'Afrique comme composante du « paysage stratégique global » des États-Unis¹⁵⁹. Woodward, étudiant principalement le phénomène de l'islamisme dans la Corne, stipule également que le 11 septembre était un « *wake-up call* »¹⁶⁰ pour Washington qui se désintéresse traditionnellement du continent africain.

¹⁵⁵ Adekeye Adebajo, *loc. cit.*, p. 176.

¹⁵⁶ Notons que cet ancien sénateur de la Géorgie, qui a assumé la direction du comité des Forces armées du Sénat et du sous-comité permanent des Investigations du Sénat, est devenu le directeur du *Centre for Strategic and International Studies (CSIS) Board of Trustees* en 1999.

¹⁵⁷ Cité par Donald Rothchild, *loc. cit.*, p. 190.

¹⁵⁸ Ruth Iyob and Edmond J. Keller, « The Special Case of the Horn of Africa », chap. dans Donald Rothchild et Edmond J. Keller (dir.), *op. cit.*, p. 109.

¹⁵⁹ Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *loc. cit.*, p. 43.

¹⁶⁰ Peter Woodward, *op. cit.*, p. 3.

Carmody, enfin, comme beaucoup d'autres, observe que « *Africa has traditionally been regarded as "backwater" in U.S. diplomatic circles, but since 9/11 the United States has taken a greater interest in African affairs for two interlinked reasons: oil and the potential terrorist threat.*¹⁶¹ » Nous postulons alors que la sécurisation de l'islam, des États fragiles, en déliquescence ou défaillants et du sous-développement ont joué un rôle majeur dans la militarisation de l'approche américaine vis-à-vis de la Corne.

Rappelons que, historiquement, ces réalités sociales n'étaient pas automatiquement interprétées comme menaçantes par les décideurs américains. Le gouvernement américain adoptait pendant la guerre froide un discours inconsistant de « *good versus bad muslims* »¹⁶², où seuls ses ennemis inquiétaient – c'est-à-dire les régimes prosoviétiques. Avant le 11 septembre, l'intérêt des élites pour le phénomène des États en déliquescence ou défaillants demeurait également marginal : « *History indicated that strong states were the real players in international relations; weaker or failing entities have traditionally been ignored as inconsequential and largely unthreatening.*¹⁶³ » Le sous-développement était perçu comme un souci humanitaire, mais certainement pas comme une menace pour la sécurité des États-Unis. Cependant, comme nous l'avons vu, la représentation des attentats en tant que déclaration de guerre faite par des extrémistes religieux dont l'existence est symptomatique des désordres croissants du tiers-monde, a ouvert la porte à la sécurisation massive de nombreux enjeux, dont un bon nombre a été lié directement à la Corne de l'Afrique. En premier lieu, l'interpellation des populations de la Corne est liée à la sécurisation de l'islam.

¹⁶¹ Padraig Carmody, *loc. cit.*, p. 98.

¹⁶² Peter Woodward, *op. cit.*, p. 38.

¹⁶³ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 54.

2.2 La sécurisation de l'islam

La sécurisation de l'islam depuis le 11 septembre repose en grande partie sur la répétition d'actes de langage déclaratoires formulés par les décideurs et par les « experts » qui affirmaient que les terroristes étaient des extrémistes religieux sans griefs politiques. Les terroristes ont été caractérisés par leur religion, leur folie et leur volonté d'anéantir le monde occidental. Ainsi, le « monde » islamique a soudainement été abordé avec beaucoup plus de suspicion que dans le passé.

2.2.1 La perception de l'islam avant le 11 septembre 2001

Afin de mettre la sécurisation de l'islam dans son contexte, rappelons d'emblée que la perception occidentale du monde musulman est complexe depuis très longtemps. Jocelyne Cesari le souligne :

Il est toujours surprenant de constater à quel point la perception dominante de l'islam l'érige en « inquiétante étrangeté » comme si entre « eux et nous » il n'y avait aucune valeur partagée alors que l'islam n'est jamais que la troisième branche du tronc monothéiste. Les valeurs de l'islam sont donc dans l'absolu, comparables à celles des autres religions monothéistes et pourtant surgit régulièrement la vision d'une religion « orientale » radicalement opposée et combative vis-à-vis de nos valeurs « judéo-chrétiennes ».¹⁶⁴

Cesari et Uzzi Ohana expliquent alors que cette vision puise ses origines dans les confrontations entre l'Europe et le monde musulman qui ont eu lieu au cours de l'époque médiévale. Dès la deuxième moitié du VII^e siècle, ce monde fut dépeint en Occident, en premier lieu à travers la religion de ses peuples qui était perçue comme hostile, agressive et irrationnelle¹⁶⁵. Cette vision fut renforcée pendant les croisades et « officialisée » par les orientalistes, des « savants » qui étudiaient l'Orient et dont la vision reposait sur une opposition

¹⁶⁴ Jocelyne Cesari, « Islam de l'extérieur, musulmans de l'intérieur : deux visions après le 11 septembre 2001 », *Cultures & Conflicts*, no 44 (2001), p. 97.

¹⁶⁵ Ohana Uzzi, « Identity, Power, Order: The Securitisation of Others », Nordic International Studies Association Conference: *Power, Vision, and Order in World Politics*, Odense: University of Southern Denmark, 23-25 mai 2007, p. 16.

Orient/Occident et sur une représentation essentialiste et totalisante de l'islam¹⁶⁶. Edward W. Saïd a démontré dans son chef-d'œuvre *Orientalism*¹⁶⁷ que cette représentation « objective », tant de l'Orient que de l'islam, n'était qu'un ensemble de *topos* issus de la domination occidentale et qui l'a sans doute servie. Premièrement, l'étude des civilisations orientales a toujours été influencée par le sentiment de confrontation vécue par les Occidentaux ayant des rapports avec l'Orient¹⁶⁸. Encore au XIXe siècle, les auteurs analysés par Saïd :

*[...] kept intact the separateness of the Orient, its eccentricity, its backwardness, its silent indifference, its feminine penetrability, its supine malleability; this is why every writer on the Orient, from Renan to Marx (ideologically speaking), or from the most rigorous scholars (Lane and Sacy) to the most powerful imaginations (Flaubert and Nerval), saw the Orient as a locale requiring Western attention, reconstruction, even redemption.*¹⁶⁹

Les Orientaux n'étaient pas vus comme des citoyens, ni même comme des gens, mais comme de problèmes dont il fallait s'occuper¹⁷⁰. Un autre consensus réunissait les orientalistes : l'infériorité latente de l'islam¹⁷¹. En outre, et cette vision fut reprise au cours du XXe siècle, l'islam et subséquemment les musulmans étaient représentés principalement par leur résistance au changement, à la compréhension mutuelle entre l'Est et l'Ouest et à l'accession des hommes et des femmes à la modernité¹⁷². La destruction des barrières entre l'Est et l'Ouest était alors représentée comme un scénario désastreux¹⁷³. Cesari le souligne :

¹⁶⁶ Jocelyne Cesari, *loc. cit.*, p. 97.

¹⁶⁷ Edward W. Saïd, *Orientalism*, New York: Vintage Books, 1994. Nous remarquerons que Saïd a axé ses recherches sur le proche et le Moyen-Orient. Cependant, la proximité, à la fois géographique et culturelle, de ces régions avec la Corne de l'Afrique, a similairement influencé la perception « occidentale » de la Corne.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 201.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 206.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 207.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 209.

¹⁷² *Ibid.*, p. 263.

¹⁷³ *Ibid.*

Dans cette vision, nourrie par des justifications scripturaires, l'islam est toujours présenté comme un système clos, « un prototype des sociétés traditionnelles fermées », ce qui dénie, toute capacité de transformations aux hommes et aux sociétés d'islam. De telles perceptions ont bien évidemment une portée idéologique qui depuis le XIXe siècle légitime [sic] toutes les entreprises de domination sur ces parties du monde. Or, cette approche essentialiste dépeinte et critiquée par E. Saïd est loin d'avoir disparu. Il est frappant de constater que les considérations sur l'islam comme facteur de trouble dans les relations internationales depuis les années 1980 sont légitimées par des représentations sédimentées sur plusieurs siècles qui sembleraient très familières à l'honnête homme du XVIIIe siècle. Les mêmes [sic] attributs réifiantes sont activés et recomposés en fonction d'enjeux internationaux et domestiques nouveaux. Il semble que les attentats du 11 septembre 2001 ont renforcé cette vision sécuritaire [...].¹⁷⁴

2.2.2 La sécurisation de l'islam et du monde arabe aux États-Unis

Aux États-Unis, la sécurisation de l'islam s'est faite graduellement. Depuis la Deuxième Guerre mondiale et surtout depuis la guerre des Six Jours (1967), l'islam a commencé à être construit comme une menace via la figure populaire du musulman arabe qui est liée à la primitivité, au pétrole, à l'antisionisme et à la cruauté¹⁷⁵ et qui est totalement opposée à l'identité occidentale. La menace du *djihad* n'est jamais très loin dans cette imagerie¹⁷⁶. Ce processus par lequel un terme en évoque d'autres est ce que Weldes appelle « articulation » : les termes « islam », « arabes » et « musulmans » sont associés aux idées susdites et sont subséquemment connotés très négativement dans l'imaginaire occidental. Les attentats palestiniens des années 1970 et l'implication de l'État libyen dans plusieurs attentats terroristes n'ont fait qu'accentuer cette méfiance vis-à-vis des Arabes et de l'islam. Rajaei note que la révolution iranienne et la crise des otages américains (1979-1981) ont été des moments formateurs dans la création de cet imaginaire : depuis lors les politiques de l'islam ont été confondues avec les politiques du gouvernement iranien et les décideurs américains ont commencé à représenter les islamistes

¹⁷⁴ Jocelyne Cesari, *loc. cit.*, p. 98.

¹⁷⁵ Edward W. Saïd, *op. cit.*, p. 284-287.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 287.

dits extrémistes comme instables, irrationnels et, comme l'a dit le président Carter, « fous »¹⁷⁷. Notons cependant, que le gouvernement américain a toujours eu des alliés musulmans, comme le Pakistan et l'Indonésie par exemple, dont il renvoie une image positive. En outre, dans le contexte de la guerre froide, le gouvernement américain soutenait de nombreux groupes islamistes antisoviétiques, dont les *mujahidin* qui combattaient les forces soviétiques en Afghanistan. Enfin, il soutient notoirement depuis des décennies ses alliés musulmans riches en pétrole de l'Afrique du Nord et du Golfe persique, comme l'Arabie saoudite, foyer d'un des courants les plus militants de l'islam¹⁷⁸. Il n'empêche que la méfiance vis-à-vis de l'islam, notamment avec l'émergence des « *state sponsors of terrorism* » dans le vocabulaire américain (dont la plupart ont toujours été musulmans), n'a cessé de croître. Surtout depuis les années 1990, on fait souvent l'amalgame entre islamisme/intégrisme et terrorisme dans les discours américains.

2.2.3 La sécurisation de l'islam et la Corne de l'Afrique

À la suite des attentats du 11 septembre, l'islam a été sécurisé à travers plusieurs images. En premier lieu, l'islam a été associé discursivement à maintes reprises à l'extrémisme et au terrorisme. Plusieurs « experts » entament effectivement leurs analyses de la Corne de l'Afrique et du terrorisme en soulignant la présence d'une importante population musulmane dans les pays de la région, ce qui est loin d'être une pratique innocente dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme ». Lyman et Morrison, par exemple, ont inséré un tableau des pourcentages de musulmans présents dans certains pays africains dans la sous-section intitulée « *Draining the Swamp* »¹⁷⁹ de leur article dans *Foreign Affairs*. On peut y constater que 100 % de la population de la Somalie est musulmane, 70 % de celle du Soudan, 50 % de

¹⁷⁷ Bahram M. Rajaei, « US Foreign Policy and Radical Islam », chap. dans *The War on Terror in Comparative Perspective: US Security and Foreign Policy after 9/11*, sous la dir. de Mark J. Miller and Boyka Stefanova, Basingstoke; New York: Palgrave Macmillan, 2007, p. 81-82.

¹⁷⁸ Peter Woodward, *op. cit.*, p. 37.

¹⁷⁹ Princeton N. Lyman et J. Stephen Morrison, *loc. cit.*, p. 80.

celle de l'Érythrée, 50 % de celle de l'Éthiopie¹⁸⁰ et 10 % de celle du Kenya. Le *Africa Policy Advisory Panel* (APAP) ne manque pas non plus de mentionner, dès son introduction, que le continent ne compte pas moins de 300 millions de musulmans¹⁸¹ et Rotberg entreprend son analyse du terrorisme et de la Corne de l'Afrique en indiquant le nombre de musulmans qui s'y trouve¹⁸². En outre, on accorde toujours une attention particulière à la Somalie, État défaillant à 100 % musulman, et au Soudan qui est depuis 1989 une République islamique autoproclamée et qui a accueilli Ossama Ben Laden de 1991 à 1996. Notons également que la Corne de l'Afrique a toujours été vue comme le pont entre l'Afrique et le Moyen-Orient¹⁸³, région désormais considérée comme « l'épicentre du terrorisme global »¹⁸⁴. D'ailleurs, sa situation géostratégique – accès à la mer Rouge, au passage du détroit de Bab-el-Mandeb, au golfe d'Aden et à l'Océan Indien, en plus de la proximité de la péninsule de l'Arabie Saoudite – assure depuis un bon moment l'intérêt des puissances étrangères pour la région. Lors de la guerre de 1977 qui opposait l'Éthiopie et la Somalie, par exemple, l'intérêt américain et soviétique pour l'accès à des bases dans la région était marquant. Aujourd'hui, le contrôle des voies maritimes du continent devient de plus en plus important en raison de l'exploitation croissante de ses réserves pétrolières.

Dans ces mêmes discours, les populations de la Corne sont interpellées par l'association de la Corne au « monde » arabe dont on se méfie. Par exemple, les témoignages devant le sous-comité sur l'Afrique de la Commission de la Chambre des représentants sur les Affaires internationales qui ont eu lieu lors de la session intitulée *September 11, 2001: Attack on America*.

¹⁸⁰ Il semblerait que ce pourcentage soit exagéré. Selon le *CIA World Factbook*, il y a 32,8 % de musulmans en Éthiopie. En ligne, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/et.html#People>, consulté le 21 janvier 2008.

¹⁸¹ Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*, p. vi.

¹⁸² Robert I. Rotberg, *op. cit.*, p. 1.

¹⁸³ Ruth Iyob and Edmond J. Keller, « The Special Case of the Horn of Africa », chap. dans Donald Rothchild et Edmond J. Keller (dir.), *op. cit.*, p. 99.

¹⁸⁴ Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *loc. cit.*, p. 42.

*Africa and the War on Global Terrorism*¹⁸⁵ sont parsemés de mentions de l'islam et l'on y compare fréquemment l'Afrique au monde arabe dont l'influence est appréhendée¹⁸⁶. De plus, les musulmans africains y sont décrits comme des « *impoverished global have-nots* »¹⁸⁷ frustrés, potentiellement très dangereux, dont les cœurs et les esprits doivent être conquis pour gagner la « guerre contre le terrorisme »¹⁸⁸. Selon Sulayman Nyang, un « expert » de l'Afrique, cette « guerre » peut être gagnée en soutenant des « experts » de l'islam qui militent en faveur de la modernisation¹⁸⁹. L'islam n'est pratiquement jamais mentionné positivement sans que l'on spécifie qu'il s'agit de sa variante « moderne » ou « modérée ».

Ces affirmations sont révélatrices de deux images cruciales dans la sécurisation de l'islam et des musulmans : la religion est présentée comme étant réductible à ses variantes radicales/archaïques et modérées et « les musulmans » sont représentés comme des peuples frustrés, aisément séduits par des idées radicales. Subséquemment, l'intégralité du « monde » musulman a été affectée par ce discours de la menace qui a émergé après les attentats du 11 septembre. Or, en Afrique, par exemple, il est un non-sens de représenter l'« islam » ainsi.

For all of the troubling signs of Islamist-inspired terror in Africa, it is important to keep in mind that not all forms of Islam – even the fundamentalist variety – are cut from the same cloth. The majority of African Muslims adhere to the moderate Maliki and Shafi'i legal traditions and Sufi branch of Sunni Islam, while only a small minority practice [sic] the Hanbali jurisprudence linked with Wahhabism and Salafism. Fieldwork continues to indicate that African Muslims are

¹⁸⁵ September 11, 2001: Attack on America. *Africa and the War on Global Terrorism*. Hearing Before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Affairs. House of Representatives, 107th Congress, second session, no 108-82, 15 novembre 2001. En ligne. http://www.yale.edu/lawweb/avalon/sept_11/hearing_004.htm, Consulté le 16 janvier 2008.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 11.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 40.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 58.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 59.

*overwhelmingly moderate, stress religious pluralism, and integrate traditional African religious practices into their faith.*¹⁹⁰

Il est rare que l'on trouve ce genre de discours dans les rapports des « experts » proches de Washington. Pour Lyman et Morrison, par exemple, l'Afrique est une grande terre de recrutement pour des extrémistes musulmans, simplement parce qu'une grande partie de sa population est musulmane: « *With a Muslim population well over 300 million, Africa provides a large pool for recruitment by Muslim extremists and, at the same time, provides a unique opportunity for the US to engage the Muslim world.*¹⁹¹ » Les deux auteurs émettent cet acte de langage déclaratoire qui sous-tend l'interpellation des populations de la Corne, même s'ils admettent qu'il y a peu de preuves indiquant que des cellules terroristes s'y sont infiltrées¹⁹².

L'Afrique, et en particulier la Corne de l'Afrique, continue ainsi à être dépeinte comme une entité homogène molle prête à être pénétrée ou infectée par « l'islam radical », notamment par le biais d'Al-Qaida et via les O.N.G. saoudiennes¹⁹³. Il est intéressant de souligner que l'Afrique, l'islamisme et le terrorisme sont fréquemment associés discursivement au champ lexical de la maladie. Ceci n'est guère surprenant dans la mesure où le danger est souvent représenté comme maladie, saleté ou pollution¹⁹⁴. Cela a notamment été fait de manière spectaculaire dans le discours américain à l'époque de la guerre froide : « *A common set of tropes in the postwar U.S. security imaginary represented communism as a disease, infection, or infestation.*¹⁹⁵ » Le communisme et les régimes prosoviétiques étaient fréquemment interpellés par leur association

¹⁹⁰ Robert G. Berschinski, *AFRICOM's Dilemma: The « Global War on Terrorism, » « Capacity Building, » Humanitarianism, and the Future of U.S. Security Policy in Africa*, Carlisle, US Army War College: Strategic Studies Institute Publication, novembre 2007, p. 18-19.

¹⁹¹ J. Stephen Morrison et Princeton N. Lyman, « Countering the Terrorist Threat in Africa », chap. dans Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*, p. 105.

¹⁹² *Ibid.*, p. 111.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 105.

¹⁹⁴ David Campbell, *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity* (édition révisée), Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998, p. 81.

¹⁹⁵ Jutta Weldes, *op. cit.*, p. 180.

au cancer, aux virus, aux bactéries, etc.¹⁹⁶. La sécurisation est alors particulièrement efficace, car l'association au champ lexical de la maladie laisse entendre que l'objet sécurisé est un danger potentiellement mortel, car le « virus » se répandra s'il n'est pas contenu. Notons qu'au cours de la guerre froide, le terrorisme était déjà associé à ce champ lexical. Ronald Reagan, par exemple, déclarait en 1985, à la suite d'un détournement d'avion à Beyrouth : « *When terrorism strikes, civilization itself is under attack. No nation is immune [...] If we permit it to succeed anywhere, it will spread like a cancer, eating away at civilized societies and sowing fear and chaos everywhere.*¹⁹⁷ »

La représentation de l'Afrique comme entité vulnérable prête à être infectée passe par une amplification de la menace de l'islam radical. Dans son discours devant le « *National Endowment for Democracy* », par exemple, George W. Bush profère des actes de langages déclaratoires affirmant que les islamistes radicaux sont des fanatiques barbares sans buts politiques qui cherchent à anéantir la civilisation et établir un empire totalitaire et qui *peuvent atteindre ce but* :

*[T]he militants believe that controlling one country will rally the Muslim masses, enabling them to overthrow all moderate governments in the region, and establish a radical Islamic empire that spans from Spain to Indonesia. **With greater economic and military and political power, the terrorists would be able to advance their stated agenda:** to develop weapons of mass destruction, to destroy Israel, to intimidate Europe, to assault the American people, and to blackmail our government into isolation.*

*Some might be tempted to dismiss these goals as fanatical or extreme. Well, they are fanatical and extreme - and they should not be dismissed. Our enemy is utterly committed. As Zarqawi has vowed, « We will either achieve victory over the human race or we will pass to the eternal life. » And the civilized world knows very well that other fanatics in history, from Hitler to Stalin to Pol Pot, consumed whole nations in war and genocide before leaving the stage of history. **Evil men,***

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Cité par David Campbell, *op. cit.*, p. 86.

*obsessed with ambition and unburdened by conscience, must be taken very seriously - and we must stop them before their crimes can multiply.*¹⁹⁸

Présenter ce scénario comme étant crédible est possible parce que l'administration américaine amplifie discursivement la menace terroriste en amalgamant les terroristes, par des chaînes associatives, à Hitler, Stalin et Pol Pot. En passant par des actes de langage déclaratoires (si les terroristes pouvaient établir un empire panislamique et développer des armes de destruction massive, c'est certain qu'ils le feraient), qui sont « prouvés » par la citation de Zarqawi, Bush termine avec un acte de langage à la fois directif et engageant : il faut prendre les terroristes au sérieux et il faut les arrêter (promesse de les arrêter sous-jacente).

Si tout le monde est supposément vulnérable vis-à-vis des terroristes, le « monde musulman » le serait beaucoup plus que l'Occident. Comme nous l'avons mentionné, cette représentation, qui a donné lieu à l'idée que la Corne de l'Afrique, majoritairement musulmane, était menaçante, repose sur l'image du « monde » musulman, dépeint plus ou moins subtilement comme étant archaïque et facilement séduit par des idées radicales. L'on retrouve cette image dans la stratégie nationale de sécurité des États-Unis 2002, où on propose de soutenir « *moderate and modern government[s], especially in the Muslim world, to ensure that the conditions and ideologies that promote terrorism do not find fertile ground in any nation.*¹⁹⁹ » Le document stratégique fait référence à un « monde » musulman unitaire, faible, qu'il faut prendre en charge : « *The war on terrorism is not a clash of civilizations. It does, however, reveal the clash inside a civilization, a battle for the future of the Muslim world. This is a struggle of ideas and this is an area where America must excel.*²⁰⁰ » Il faut prendre ce « monde » en charge, car si l'on affirme que la religion n'est pas menaçante²⁰¹, les musulmans sont toujours présentés comme étant hautement « exploitables » :

¹⁹⁸ George W. Bush, « President Discusses War on Terror at National Endowment for Democracy », Washington, DC: Ronald Reagan Building and International Trade Center, 6 octobre 2005. C'est nous qui soulignons.

¹⁹⁹ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, 2002, *op. cit.*, p. 6.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 31.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 5.

« *While the War on Terror is a battle of ideas, it is not a battle of religions. The transnational terrorists confronting us today exploit the proud religion of Islam [...].*²⁰² » L'image des musulmans en général comme étant vulnérables à « l'idéologie » terroriste demeure présente dans la stratégie de sécurité nationale de 2006 :

*The strategy to counter the lies behind the terrorists' ideology is to empower the very people the terrorists most want to exploit: the faithful followers of Islam. We will continue to support political reforms that empower peaceful Muslims to practice and interpret their faith. The most vital work will be done within the Islamic world itself, and Jordan, Morocco, and Indonesia have begun to make important strides in this effort. Responsible Islamic leaders need to denounce an ideology that distorts and exploits Islam for destructive ends and defiles a proud religion.*²⁰³

Là encore, des actes de langage déclaratoires posent des « faits » pour ensuite glisser vers les actes de langage directifs (on dit ce que les leaders musulmans responsables *doivent* faire) et engageants (on soutiendra les réformes). Ce message contient en filigrane l'idée paternaliste que les musulmans sont aisément séduits par le radicalisme et qu'ils ont besoin d'aide pour rester « paisibles ».

Sans surprise, ce sont les parties musulmanes de la Corne qui inquiètent alors le plus les « experts » et les décideurs américains : la Somalie, le Soudan et la côte du Kenya. Les propos du général Ghormley, l'ancien commandant de la *Combined Joint Task Force-Horn of Africa* (CJTF-HOA) basée à Djibouti, confirment que sa présence en Afrique est en lien direct avec la crainte d'une intensification des efforts de recrutement d'Al-Qaïda : « *If we weren't there, they would be.*²⁰⁴ » À nouveau, la population musulmane est

²⁰² La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, DC: La Maison-Blanche, 2006, p. 9.

²⁰³ *Ibid.*, p. 11.

²⁰⁴ Jim Garamone, « U.S. Servicemembers 'Waging Peace' on Horn of Africa », *American Forces Press Service*, 3 janvier 2006. En ligne, <http://www.defenselink.mil/news/newsarticle.aspx?id=14718>, consulté le 16 avril 2006.

dépeinte comme étant incapable de résister seule aux idées radicales. Cette vision est reprise quasiment telle quelle dans les médias dominants qui ont joué un rôle très important dans la sécurisation de l'islam après le 11 septembre²⁰⁵. Ceux-ci se sont donné pour mission d'éduquer le peuple américain à propos du « monde » musulman et dépeignent fréquemment les musulmans comme étant très susceptibles d'être « infectés » par le fanatisme et comme étant largement « antiaméricains »²⁰⁶. Ils véhiculent également l'idée que l'islam et la politique forment un cocktail explosif, entre autres, en simplifiant les conflits dans les pays musulmans en les réduisant à leur dimension religieuse.

Soulignons qu'il n'est pas nécessaire de désigner littéralement un groupe comme « Autre » pour que celui-ci soit perçu comme une menace à l'identité « occidentale ». En effet, « *with examining identity constructions, it becomes apparent that Muslims and Arab-Americans constitute a definite outgroup in the public discourse, despite the Bush administration's emphasis on religious variance.*²⁰⁷ » Ce « *outgroup* » est interpellé comme menace à l'identité et aux normes établies. Comme le remarque à juste titre Ohana, depuis le 11 septembre, l'islam et subséquemment les musulmans ont été sécurisés indirectement non seulement à travers le discours sur le terrorisme, mais également à travers une multitude d'enjeux politiques, comme les droits de l'homme, l'immigration, le féminisme et l'extrémisme²⁰⁸. Les musulmans sont fréquemment associés au terrorisme. Or, par des chaînes associatives, les terroristes sont liés dans les discours officiels au mal absolu, au communisme et au fascisme et à l'objet de la « guerre » contre le terrorisme. De la même manière, « les États-Unis » sont associés discursivement au « bien », à la liberté et à la démocratie, soit aux valeurs qui sont dites avoir été attaquées le 11

²⁰⁵ Sandra Silberstein, *op. cit.*, p. 149.

²⁰⁶ Peter Woodward, *op. cit.*, p. 150.

²⁰⁷ Roxanna Sjöstedt, « The Discursive Origins of a Doctrine: Norms, Identity, and Securitization under Harry S. Truman and George W. Bush », *Foreign Policy Analysis*, vol. 3, no 3 (juillet 2007), p. 244.

²⁰⁸ Ohana Uzzi, *loc. cit.*, p. 16.

septembre. Cette attribution d'identités radicalement opposées et irréconciliables se situe au cœur de la conception américaine de leurs intérêts et de la menace.

Le processus de sécurisation, c'est-à-dire la transformation de cette religion en une menace (du moins potentielle) pour les États-Unis, s'est fait très subtilement, dans la mesure où les décideurs de taille, comme G.W. Bush, ont toujours spécifié que l'islam était une religion « de paix » qui ne devait pas être amalgamée au « djihadisme » ou à « l'islamo-fascisme »²⁰⁹. Cependant, les effets de l'accomplissement de la sécurisation sont bel et bien visibles. Aux États-Unis, cela se voit notamment à travers la discrimination croissante exercée par les autorités et par la société en général vis-à-vis de « l'Autre » Arabe/musulman²¹⁰. À travers le lien qui a été créé entre l'islam et le terrorisme dans les articles scientifiques et à travers l'image que les médias occidentaux nous renvoient de cette religion depuis la révolution iranienne, il y a une perception croissante au sein des Américains que cette dernière constitue une menace²¹¹.

2.2.4 L'approche officielle américaine vis-à-vis de l'islamisme : le cas du Soudan

L'approche officielle américaine vis-à-vis des mouvements islamistes dans les pays musulmans de la Corne a toujours été inconsistante et marquée d'une grande inquiétude. Pendant les années 1980, il y eut de profondes incertitudes, tant au sein du gouvernement américain que parmi l'élite des « experts », sur le degré de menace que pouvaient représenter les « nouveaux » islamistes²¹². Le coup d'État des islamistes au Soudan en 1989 n'était pas problématisé au début dans les cercles des décideurs américains, bien que certains étaient d'avis que l'arrivée au pouvoir d'un régime sunnite

²⁰⁹ Ohana Uzzi, *loc. cit.*, p. 14.

²¹⁰ Richard Jackson, *op. cit.*, p. 182.

²¹¹ Claudia Deane et Darryl Fears, « Negative Perception Of Islam Increasing », *Washington Post* (Washington), 9 mars 2006, A01.

²¹² Peter Woodward, *op. cit.*

était préoccupante. Comme l'explique Woodward : c'est plutôt le succès du *Islamic Salvation Front* lors des élections de 1991 en Algérie qui inquiétait le gouvernement américain. Or,

This success was swiftly crushed by the existing military regime, and its move was broadly accepted by the US. Democracy might have generally been favored in Washington, but in the Muslim world could hand power to people whose commitment to it once in power was far from assured. From this was to emerge the general view that Islam should not be demonized as the new 'ism' now that Marxism-Leninism was virtually dead, but rather that a distinction had to be made in practice between 'good' and 'bad' Muslims.²¹³

Bien évidemment, les premiers étaient essentiellement proaméricains, contrairement aux derniers.

Au début, les conséquences qu'aurait le coup d'État de 1989 pour le Soudan n'étaient pas claires, malgré l'implication bien organisée du *Muslim Brotherhood*. Le cerveau derrière le coup d'État, Hasan al-Turabi, avait effectivement soutenu la démocratie libérale multipartite en 1986 et ne semblait pas soutenir une vision dite radicale, politique, de l'islam²¹⁴. Le gouvernement américain, critique du gouvernement de Sadiq al-Mahdi, applaudissait au début cette évolution. Il estimait qu'il s'agissait d'un nouveau régime militaire, plutôt que d'un régime dominé par le *National Islamic Front* (NIF), et était impressionné par le soutien égyptien au coup d'État²¹⁵. Le soulagement américain fut cependant de courte durée : sous la direction de al-Turabi et du nouveau président Omar el-Béshir, le NIF purgea l'armée, pour ensuite créer sa propre force islamique forte de 150 000 hommes, la *Popular Defence Force*, transforma le système politique, imposa l'islamisme dans toutes les branches étatiques et introduisit la *sharia* dans la législation²¹⁶. Enfin, les plaintes concernant les abus des droits de l'homme s'accumulèrent et les

²¹³ *Ibid.*, p. 38.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 39.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 42.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 39.

tensions entre le Nord (dominé par le gouvernement) et le sud du pays (dominé par la *Sudanese People's Liberation Army* ou SPLA) s'intensifièrent.

Le résultat fut une résolution du Sénat américain condamnant les abus du gouvernement et de la SPLA et demandant plus d'aide humanitaire pour le Sud en plus de la désignation d'un envoyé spécial des Nations Unies pour le Soudan²¹⁷. Le gouvernement américain répondit positivement à ces demandes tout en insistant par la voix de George Moose, alors secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, que sa position n'était aucunement antimusulmane²¹⁸ :

*Islamic orientation is not an issue. Our objection, rather, is to a state-sponsored effort to impose a specific religion and religious law, and to use religious criteria as a standard for higher education and government positions. These policies result in the violation of basic human rights.*²¹⁹

Cependant, il était clair que le régime était vu comme un exemple d'un régime musulman « mauvais ». Woodward estime que si le régime soudanais n'avait pas rapidement démontré sa volonté d'être un régime révolutionnaire et exemplaire pour le monde musulman, les décideurs américains ne l'auraient probablement pas vu comme une menace de taille²²⁰. Toutefois, avec l'établissement de la *Popular Arab and Islamic Conference* à Khartoum en 1991²²¹, le soutien soudanais au régime irakien pendant la guerre du Golfe et l'accueil des anciens *mujahidin* en plus d'un bon nombre de groupes islamistes (entre autres Al-Qaida, *Islamic Jihad*, Hamas et Hezbollah), l'attitude américaine vis-à-vis du Soudan changea²²². La goutte qui a fait déborder le vase, d'un point de vue américain, fut l'implication soudanaise suspectée dans l'attentat contre le *World Trade Center* en 1993 : le Soudan fut placé sur la liste américaine des

²¹⁷ *Ibid.*, p. 43.

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ Discours de George Moose devant le sous-comité des Affaires africaines du Sénat, cité par Peter Woodward, *ibid.*, p. 44.

²²⁰ *Ibid.*, p. 45-46.

²²¹ Où il fut décidé, entre autres, d'aider les islamistes éthiopiens d'Oromo, ainsi que le *Jihad Eritrea*.

²²² Peter Woodward, *op. cit.*, p. 46-48.

« *State Sponsors of Terrorism* »²²³. Avec la tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak à Addis Abeba en 1995, les États-Unis ont, enfin, soutenu l'imposition de sanctions internationales contre le gouvernement soudanais qui continuait cependant de clamer son innocence²²⁴. Le soutien américain aux nouveaux chefs d'État séculiers de l'Éthiopie et de l'Érythrée, Meles Zenawi et Issayas Afeworki, doit être vu à la lumière de la perception américaine de la « menace » soudanaise²²⁵. Les décideurs américains n'avaient, en effet, pas prévu l'éclatement d'une guerre entre les deux pays et comptaient sur ceux-ci pour régler le « problème islamiste » soudanais. D'ailleurs, en 1996, 20 millions \$US furent accordés en assistance militaire à l'Éthiopie, à l'Érythrée et à l'Ouganda²²⁶. Enfin, le gouvernement américain soutenait la SPLA, qu'il avait combattue lorsque Addis Abeba la soutenait pendant la guerre froide, dans sa tentative d'évincer le régime islamiste²²⁷.

À la suite des attentats du 7 août 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, le gouvernement américain bombardra l'usine pharmaceutique dans le nord de Khartoum, prise à tort pour un site où l'on fabriquait des produits chimiques qui pouvaient être utilisés dans la fabrication d'armes de destruction massive. Il estimait effectivement que les cellules kenyanes et tanzaniennes responsables des attentats avaient des liens avec les islamistes au Soudan et en Somalie²²⁸. Entre 1996 et 2000, le gouvernement américain refusa tout rapprochement avec le Soudan et n'accepta même pas son offre de livrer Ben Laden²²⁹.

L'attitude américaine ambiguë par rapport aux régimes islamiques a réapparu avec les attentats du 11 septembre 2001. Depuis lors, le Soudan et la Somalie sont perçus par Washington comme les pays les plus menaçants en

²²³ *Ibid.*, p. 53.

²²⁴ *Ibid.*, p. 54.

²²⁵ *Ibid.*, p. 89-80.

²²⁶ *Ibid.*, p. 97.

²²⁷ *Ibid.*, p. 99.

²²⁸ *Ibid.*, p. 104.

²²⁹ *Ibid.*, p. 120.

Afrique pour les États-Unis. Si le Soudan figure encore sur la liste des « *State Sponsors of Terrorism* », il est cependant devenu un « partenaire » et un allié américain dans la « guerre contre le terrorisme ». D'ailleurs, comme on peut le lire dans le rapport de l'APAP : « *The largest US humanitarian assistance account throughout the 90s and early 2000s has been for Sudan. Since 93, the US has spent almost \$2 billion in humanitarian assistance there, predominantly in the South.*²³⁰ » Et le Sud, rappelons-le, est majoritairement chrétien et animiste. Ceci n'est pas sans importance pour la politique américaine vis-à-vis du Soudan, non seulement à cause de l'aversion du gouvernement pour le régime islamiste en place, mais aussi parce que des évangélistes et des O.N.G. chrétiennes²³¹ (dont certaines se sont montrées ouvertement anti-islamistes²³²) proches de la famille Bush font un travail de lobbying intense pour les chrétiens du Sud²³³.

Notons que Djibouti semble moins inquiéter les « experts », alors que la population musulmane s'y élève tout de même à 94 %. Cependant, nous ne manquerons pas de remarquer que cela peut être dû au fait que les États-Unis y ont installé leur première base africaine officielle dès 2002 et que cette ancienne chasse gardée de la France compte à peine 500 000 d'habitants.

Malgré les tentatives de l'administration Bush d'établir une distinction entre l'islam et l'islam radical, le processus de sécurisation suit son cours, principalement parce que l'on considère discursivement que tout musulman a le potentiel de devenir un terroriste et que le « monde » musulman est

²³⁰ Paul V. Applegarth, « Capital Market and Financial Sector Development in Sub-Saharan Africa », chap. dans Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*, p. 83.

²³¹ Les O.N.G. chrétiennes américaines les plus connues pour leurs campagnes en faveur de la résolution du conflit soudanais sont *Sojourners/Call to Renewal*, *Samaritan's Purse* et la *National Association of Evangelicals*. Voir Farah Stockman, « Christian Lobbying Finds Success », *The Boston Globe* (Boston), 14 octobre 2004. En ligne, http://www.boston.com/news/nation/articles/2004/10/14/christian_lobbying_finds_success/?page=1, consulté le 28 mars 2008. Notons à ce sujet que Woodward rapporte que les islamistes soudanais percevaient la population du Sud non plus comme non musulmane, mais comme antimusulmane à cause des activités des missionnaires chrétiens. Peter Woodward, *op. cit.*, p. 41.

²³² Surtout l'évangéliste chrétien Franklin Graham et le révérend Pat Robertson sont notoires pour leurs remarques insultantes à propos de l'islam. Voir Richard N. Ostling, « Christian Evangelist Franklin Graham Reaffirms Criticism of Islam », *Associated Press Archive*, 15 mars 2006.

²³³ Peter Woodward, *op. cit.*, p. 114-115.

présenté comme « l'Autre » du « monde » occidental. L'interpellation des populations de la Corne de l'Afrique s'est produite dans ce contexte. La grande place attribuée à tout ce qui est de l'ordre du potentiel dans la stratégie de l'après-11 septembre ne semble qu'avoir exacerbé l'image négative de l'islam présente depuis des siècles dans l'imaginaire occidental. Comme les attentats de 2001 ont été présentés comme une attaque contre les symboles de l'identité américaine – la civilisation, la liberté et la démocratie – organisée par des islamistes fanatiques barbares, le potentiel de l'islam est perçu comme une menace identitaire et a émergé comme une religion fondamentalement associée à « l'Autre ». Ainsi, la Corne de l'Afrique a commencé à être perçue comme une menace pour la sécurité des États-Unis. En outre, depuis le 11 septembre 2001, les « experts » ont sécurisé les États dits fragiles, en déliquescence ou défaillants. Or, la Corne de l'Afrique est non seulement une région qui en est venue à être caractérisée par sa grande population musulmane « à risque » dans le discours de la menace américain, mais également par la faiblesse de ses États.

2.3 La sécurisation des États dits fragiles, en déliquescence et défaillants

L'après-11 septembre fut marqué par un changement conceptuel des notions de sécurité et de menace. En effet, les attentats furent interprétés par les décideurs et leurs experts comme la preuve que les États-Unis ne pouvaient plus se permettre de fermer les yeux sur des « désordres » d'ailleurs, puisque ceux-ci pouvaient permettre aux terroristes de s'organiser librement et servir de terres de recrutement pour les islamistes radicaux à la conquête du monde. Ces « désordres » concernent bien évidemment surtout les États du tiers-monde et de l'Afrique dits « fragiles », « en déliquescence » ou « défaillants ».

Dans les réseaux d'experts, l'on considère depuis un bon moment que les États faibles ou en déliquescence forment une menace importante pour

l'ordre international qui a émergé à la fin de la guerre froide. En effet, l'euphorie associée à la fin de la guerre froide a été rapidement tempérée au fur et à mesure que les crises en Europe de l'Est et en Afrique se multipliaient. Donald Snow notamment affirmait que les guerres civiles des années 1990 étaient particulièrement problématiques dans la mesure où les combattants n'avaient plus d'objectifs politiques et cherchaient à prolonger la situation anarchique régnante qui permettait aux activités criminelles de fleurir²³⁴. Cette vision pessimiste qui prévoyait des guerres internes interminables a donné lieu aux États-Unis à l'émergence du concept des « opérations autres que la guerre » qui faisait référence à toutes les opérations militaires, dont celles du maintien de la paix par exemple, qui n'étaient pas conduites dans le cadre d'une guerre traditionnelle²³⁵. Cependant, c'est seulement depuis les attentats du 11 septembre que la condition des États en déliquescence ou défaillants a été effectivement sécurisée. Au sein de l'élite américaine, un consensus a émergé sur le fait que la faiblesse de certains États représentait une menace existentielle pour la sécurité globale, impliquant que les États-Unis devaient combattre ce phénomène avec des mesures extraordinaires. L'on retrouve l'acte de langage déclaratoire posant cette idée comme un simple fait incontestable dans le discours de Rotberg :

*[I]n the wake of September 11, the threat of terrorism has given the problem of failed nation-states an immediacy and importance that transcends its previous humanitarian dimension [...] Although the phenomenon of state failure is not new, it has become much more relevant and worrying than ever before. In less interconnected eras, state weakness could be isolated and kept distant. Failure had fewer implications for peace and security. Now, these states pose dangers not only to themselves and their neighbors but also to peoples around the globe.*²³⁶

²³⁴ Donald M. Snow, *Uncivil Wars: International Security and the New Internal Conflicts*, Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 1996, p. 143-148.

²³⁵ Voir Anne Duhamel, « L'évolution de la théorie du conflit de faible intensité : continuité ou rupture? : le cas du Honduras », mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2000.

²³⁶ Robert I. Rotberg, *loc. cit.*, p. 127. C'est nous qui soulignons.

Cette analyse fut reprise dans la stratégie nationale de sécurité des États-Unis de 2002 où cet acte de langage déclaratoire mène naturellement aux actes de langages directifs suivants : il *faut* renforcer ces États, amoindrir la porosité de leurs frontières et y renforcer le maintien de l'ordre et les services de renseignement :

*That great struggle is over. The militant visions of class, nation, and race which promised utopia and delivered misery have been defeated and discredited. **America is now threatened less by conquering states than we are by failing ones.** We are menaced less by fleets and armies than by catastrophic technologies in the hands of the embittered few.*²³⁷

*Together with our allies and friends, we must help strengthen Africa's fragile states, help build indigenous capability to secure porous borders, and help build up the law enforcement and intelligence infrastructure to deny havens for terrorists. An ever more lethal environment exists in Africa as local civil wars spread beyond borders to create regional war zones.*²³⁸

L'Afrique est donc entrée dans le paysage stratégique global des États-Unis, principalement parce que les États fragiles, en déliquescence et défailants ont été sécurisés à la suite du 11 septembre 2001. Dans le discours susmentionné, les États en déliquescence et fragiles sont sécurisés par leur association discursive au terrorisme apocalyptique (« *catastrophic technologies* ») et à l'anarchie (« *lethal environment* » « *regional war zones* »). Ce processus de sécurisation est né de l'idée généralisée que les attentats ont pu avoir lieu, non seulement à cause de l'existence d'islamistes radicaux dont le but est d'anéantir les valeurs occidentales, mais aussi parce qu'il y a d'une part des États défailants où des islamistes pourraient saisir le contrôle (comme en Afghanistan dans les années 1990) et, d'autre part, des États qui ne contrôlent pas l'intégralité des activités qui ont lieu sur leur territoire.

Selon Susan Rice, ancienne secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires africaines, le monde compte actuellement cinquante-deux États faibles

²³⁷ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, 2002, *op. cit.*, p. 1. C'est nous qui soulignons.

²³⁸ *Ibid.*, p. 10-11. C'est nous qui soulignons.

menaçants : « *These states are high-risk zones that in a rapidly globalizing world may eventually, often indirectly, pose significant risks to far-away countries. "Transnational spillover" from these states includes conflict, terrorism, disease, and environmental degradation.*²³⁹ » Ici encore, la sécurisation repose sur les actes de langage déclaratoires : la nuance apportée par le terme « *may* » (« pourraient » en français) est annulée par l'insistance sur l'importance du risque et des horreurs (conflits, terrorisme et maladies) qui pourraient toucher l'Occident si rien n'est entrepris. Les États faibles sont donc désormais construits discursivement comme ayant le potentiel de perturber sensiblement l'ordre existant. Peter Pham décrit la « menace » des États africains dits faibles dans les termes suivants : « *African weak states loom large as potential sources of economic disruption and strategic threat for Americans and Africans.*²⁴⁰ »

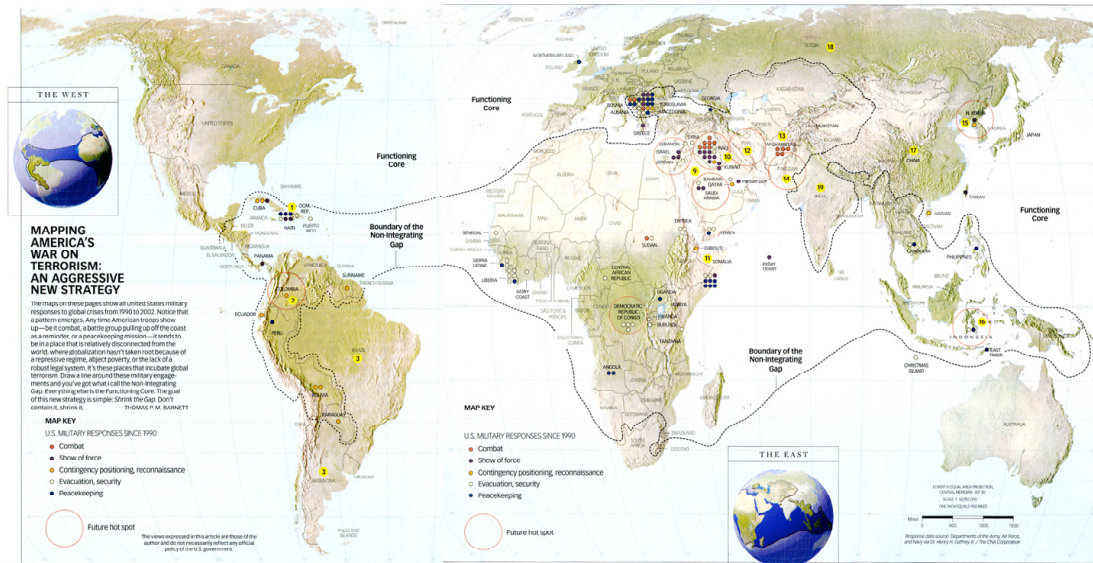
Ces discours s'inscrivent très bien dans la théorie que Thomas Barnett expose dans *Pentagon's New Map*²⁴¹. Selon Barnett, la stratégie américaine pour les prochaines décennies doit être axée sur l'intégration graduelle du « *Non-Integrating Gap* » dans le « *Functioning Core* » qui ne peut se faire sans interventions militaires. Le « *Gap* », majoritairement musulman d'ailleurs, est caractérisé par le danger qu'il pose pour le « *Core* » et par son incapacité de s'intégrer dans la globalisation. Ceci aurait pour effet que l'on y trouve régimes répressifs, maladies, pauvreté, crime et conflits; phénomènes qui, à leur tour, donneraient lieu au terrorisme global.

²³⁹ Susan Rice, « Global Poverty, Weak States and Insecurity », *The Brookings Blum Roundtable: Session I: Poverty, Insecurity and Conflict*, Aspen, Colorado: 2 août 2006, p. 1.

²⁴⁰ Peter Pham, *America in Africa: Securing U.S. Interests and Promoting a Continent's Development*, op. cit., p. 1.

²⁴¹ Thomas P.M. Barnett, *The Pentagon's New Map: War and Peace in the Twenty-first Century*, New York: G.P. Putnam's Sons, 2004.

The Pentagon's New Map: War and Peace in the Twenty-First Century



Source : Thomas P.M. Barnett, « The Pentagon's New Map », *Esquire* (New York), mars 2003. En ligne, <http://www.thomaspmbarnett.com/published/pentagonsnewmap.htm>, consulté le 15 avril 2008.

Ce discours apolitique²⁴² de la menace affecte particulièrement le continent africain, parce que la plupart des États dits non-intégrés, faibles ou fragiles s'y trouve²⁴³. Selon le *Failed States Index* de 2007 créé conjointement par *Foreign Policy* et le *Fund for Peace*, la Corne de l'Afrique serait particulièrement affectée par ce phénomène : le Soudan figure en tête de liste, la Somalie est troisième, l'Éthiopie dix-huitième et le Kenya trente-et-unième. Ces quatre États sont donc sous « alerte » et l'Érythrée et Djibouti s'en sortent avec un avertissement²⁴⁴.

Plus généralement, ce sont tous les espaces « non gouvernés » qui sont construits comme menaces depuis le 11 septembre. Dans sa présentation, « *Africa's Ungoverned Space - A New Threat Paradigm* », Theresa Whelan, la vice-

²⁴² Dans la mesure où ces auteurs/universitaires ne semblent jamais se demander si l'on peut réellement parler de clivage Nord-Sud et, si oui, comment ce clivage a émergé.

²⁴³ Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni, « Weak States and the Growth of Private Security Sector in Africa: Whither the African State? », chap. dans *Private Security Sector in Africa: Manifestation, Challenges and Regulation*, sous la dir. de Sabelo Gumedze, Afrique du Sud, Pretoria: Institute for Security Studies, Monograph Series no 139, novembre 2007, p. 24.

²⁴⁴ The Fund for Peace, *Failed States Index Scores 2007*. En ligne, http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com_content&task=view&id=229&Itemid=366, consulté le 18 février 2008.

ministre adjointe de la Défense chargée des Affaires africaines, explique : « *In the Cold War, if countries could not control land 50 miles outside their own capitals, it was not considered a problem. [It was] considered a humanitarian, not a security issue. Now we see such situations as breeding grounds for disruptive or catastrophic military challenges.*²⁴⁵ » Comme Susan Rice et Peter Pham, elle fait explicitement référence aux catastrophes qui peuvent émaner des espaces non contrôlés. Selon Whelan, il faut désormais se demander en permanence : « *Where is the next Afghanistan?*²⁴⁶ » Dans la même veine, Michael Westphal, qui occupait ce poste avant Whelan, a affirmé concernant le terrorisme :

*When I look at the map of sub-Saharan Africa, I see any number of countries that are not failed states, but they may not have the government structure in which to deal with or keep track of who is coming in or out of their countries and what they are doing. [...] Out of the 48 sub-Saharan African countries, you could pick 40 that present that kind of an environment.*²⁴⁷

Lorsqu'on discute de l'Afrique et de la « guerre contre le terrorisme » devant le Congrès, la préoccupation principale est la faiblesse générale des gouvernements africains²⁴⁸, c'est-à-dire leur incapacité de contrôler tout ce qui se passe à l'intérieur de leur territoire. Les conclusions des auteurs d'un rapport du CFR vont dans le même sens. Ils considèrent non seulement que les États faibles ou en déliquescence anarchiques forment une menace pour les États-Unis, mais également les États forts, parce que les « *elaborate crime syndicates* » y adopteraient des techniques plus sophistiquées que les gouvernements africains ne peuvent contrôler²⁴⁹. Progressivement, la faiblesse et le désordre perçus sont donc devenus les traits principaux de l'Afrique dans le discours des « experts » américains.

²⁴⁵ Theresa Whelan, *op. cit.*, p. 3.

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 4.

²⁴⁷ Cité dans Mark Malan, « The Post-9/11 Security Agenda and Peacekeeping in Africa », *African Security Review*, vol. 11, no 3 (2002), p. 56.

²⁴⁸ *September 11, 2001: Attack on America Africa and the War on Global Terrorism*, *op. cit.*, p. 6.

²⁴⁹ J. Dennis Bonney et al., *op. cit.*, p. 57.

Depuis le 11 septembre 2001, la faiblesse des États fragiles, en déliquescence et défailants a été construite comme menace à travers leur association discursive à l'« Afghanistan » et aux « cancers ». Le général Jeffrey Kohler, par exemple, alors en charge de la section « planification Afrique » de EUCOM, disait en 2003 : « *What we don't want to see in Africa is another Afghanistan, a cancer growing in the middle of nowhere.*²⁵⁰ » Ces images sont particulièrement fortes. En premier lieu, la situation de l'Afghanistan dans les années 1990 a été présentée comme l'une des causes des attentats et en deuxième lieu, l'image du cancer rappelle le danger communiste²⁵¹ et une maladie potentiellement mortelle qui peut se répandre partout, si elle n'est pas contenue. Ce parallèle est rendu crédible, parce que les discours de la menace ne mettent pas seulement l'accent sur la faiblesse et la nature anarchique des États africains, mais également sur les populations musulmanes qui s'y trouvent. Notons également que l'énoncé de Kohler est marqué par une méconnaissance et un dédain absolus pour l'Afghanistan et pour l'Afrique, qui ne sont apparemment « nulle part ».

2.3.1 Conséquences pour la représentation de la Corne de l'Afrique

Les États dits fragiles ou en déliquescence sont surtout représentés comme menaçants si la population y est musulmane. Cela explique d'ailleurs pourquoi la Corne de l'Afrique est particulièrement visée dans les discours de la menace ayant trait à l'Afrique. Cette idée est véhiculée, entre autres, dans le discours de Morrison et Lyman qui émettent l'acte de langage déclaratoire suivant : « *The threat of terror to US interests in Africa is concrete, rising, and discernible.*²⁵² » Parmi les facteurs attirant les terroristes, ils notent : « *weak state partners, deep economic marginality and alienation, ethnic and religious fissures on a continent that is home to 300 million Muslims, and fragile governance with often weak protections of democratic and human rights.*²⁵³ » Nous remarquerons que le

²⁵⁰ Cité par Greg Mills, *loc. cit.*, p. 159.

²⁵¹ Jutta Weldes, *op. cit.*, p. 180.

²⁵² J. Stephen Morrison et Princeton N. Lyman, « Countering the Terrorist Threat in Africa », chap. dans Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*, p. 104.

²⁵³ *Ibid.*

thème de la non-intégration est au coeur de leur argumentation qui « démontre » que les intérêts américains sont menacés en Afrique. Johnnie Carson, ancien ambassadeur américain au Kenya, considère que la présence simultanée d'une population musulmane considérable et d'États fragiles ou en déliquescence fait du continent africain un « *soft target* »²⁵⁴. De manière générale, depuis le 11 septembre, les « experts » en politique étrangère américaine proches de la Maison-Blanche ont donc accordé une attention considérable à la population musulmane de l'Afrique et aux États fragiles, en déliquescence et défailants qui sont perçus comme des lieux hobbesiens et anarchiques, et subséquemment comme des « *real or potential breeding grounds for terrorists* »²⁵⁵.

Les « experts » susmentionnés parsèment leurs discours des mêmes métaphores qui sont utilisées dans les discours portant sur le terrorisme en général (et jadis sur le communisme), c'est-à-dire celles reprenant le thème de la maladie et de l'infection (*lethal, spillover, toxic, cancer, breeding ground*). Ces discours sont renforcés par l'utilisation de champs lexicaux référant à la « mollesse » et à la faiblesse de l'Afrique (*soft, weak, fragile, ripe*), dont on doit prévenir à tout prix la conquête. John Davis n'échappe pas à cette règle. Dans son ouvrage, il cherche à explorer « *why Africa is so ripe for terrorist penetration*²⁵⁶ » et affirme que le continent est « *replete with terror havens for bin Laden's "Afghan Arab" or his senior lieutenants, who roam the region in search of sympathetic clerics or indigenous groups to exploit*²⁵⁷ ». Dagne nomme alors l'islam et les États défailants parmi ses indicateurs internes principaux pour « expliquer » ce « fait »²⁵⁸. Soulignons que ce discours est étonnamment similaire à celui qui prévalait au cours de la guerre froide : le terrorisme semble simplement avoir remplacé le communisme.

²⁵⁴ Johnnie Carson, « Shaping U.S. Policy on Africa: Pillars of a New Strategy », Institute for National Strategic Studies, National Defense University: *Strategic Forum*, no 210 (septembre 2004), p. 4.

²⁵⁵ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 48.

²⁵⁶ John Davis (dir.), *op. cit.*, p. 6.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 2.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 2 et 5.

2.3.2 Le cas de la Somalie

La représentation de la Somalie joue un rôle important dans le discours de la menace portant sur la Corne de l'Afrique. À cause de son statut d'État défaillant musulman, la Somalie est souvent représentée discursivement comme un « nouvel Afghanistan », bien que ces deux pays n'aient pas grand-chose en commun²⁵⁹. Cela n'est d'ailleurs pas dénué d'ironie, vu que la Somalie, unique pays africain où État et nation convergent, était jadis célébrée comme l'État nation exemplaire de l'Afrique postcoloniale²⁶⁰. Désormais, selon l'APAP par exemple, la Somalie serait une aussi grande menace que l'Afghanistan des années 1990, car la Somalie est également « *a forgotten, broken place left behind for others to exploit*²⁶¹ ». Cette comparaison est bien évidemment faite dans le dessein de mobiliser les lecteurs et de les convaincre de l'urgence de la menace pour les États-Unis. D'ailleurs, dans le même rapport nous pouvons lire que la Corne n'est également pas dénuée de lien avec l'Irak : 25 % des combattants étrangers capturés par les États-Unis viendraient de la Corne de l'Afrique²⁶². Le général Ghormley, l'ancien commandant de la CJTF-HOA, explique que son commandement a vu le jour pour éviter un autre Irak ou Afghanistan dans la région²⁶³. De plus, la Somalie est désignée comme base de soutien et de transit pour Al-Qaida²⁶⁴. La Somalie est donc interpellée par son association à des images très fortes pour les Américains, parce qu'elles sous-entendent qu'un autre « 11 septembre » pourrait très bien être planifié en Somalie et que sa condition est directement en lien avec le prolongement de la guerre civile irakienne.

²⁵⁹ Alex de Waal (dir.) et A.H. Abdel Salam, « Africa, Islamism and America's 'War on Terror' », chap. in *Islamism and Its Enemies in the Horn of Africa*, Bloomington: Indiana University Press, 2004, p. 246.

²⁶⁰ Michel Caraël, « La ruine du pansomalisme », *Monde diplomatique* (Paris), octobre 1982, p. 18.

²⁶¹ Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*, p. 2.

²⁶² J. Stephen Morrison et Princeton N. Lyman, « Countering the Terrorist Threat in Africa », chap. dans Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*, p. 108.

²⁶³ Jim Garamone, *loc. cit.*

²⁶⁴ J. Stephen Morrison et Princeton N. Lyman, « Countering the Terrorist Threat in Africa », chap. dans Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*, p. 105.

Notons que, contrairement à ce que l'on observe dans le cas du Soudan, le gouvernement américain montrait très peu d'intérêt pour les développements intérieurs de la Somalie après la mort sur son sol des soldats américains en 1993²⁶⁵. Les images des corps des soldats traînés dans les rues de Mogadiscio choquèrent la population et les décideurs américains et ont donné lieu au « *Somalia complex* », qui marqua le début d'une réévaluation des coûts et des bénéfices des interventions militaires en Afrique²⁶⁶. Surtout au sein du Congrès, l'opposition contre la continuation de la mission en Somalie était féroce : elle émanait autant de l'influent sénateur républicain Trent Lott, que du sénateur démocrate Sam Nunn qui avait déclaré que les forces armées américaines n'avaient pas à combattre dans des lieux où les États-Unis n'avaient pas d'intérêts économiques ou sécuritaires²⁶⁷. Cependant, dès le coup d'État contre Siad Barre en 1991, des groupes islamistes militants, comme al-Ittihad al-Islami (AIAI), et des anciens *mujahidin* y étaient actifs²⁶⁸. En outre, Al-Qaida aurait utilisé la Somalie en 1998 pour préparer les attentats qui ont eu lieu au Kenya et en Tanzanie²⁶⁹. Néanmoins, ce n'est que depuis les attentats du 11 septembre que les décideurs américains représentent la Somalie comme une menace de taille pour la sécurité des États-Unis. En effet, dès 1991,

*Islamists continued to succeed in communal reconstruction projects, but they did not attract international attention until the events of September 11, 2001. Following this event, it was common for US policymakers to consider all radical Islamists as security threats. [...] It appears that policymakers lumped the Islamists together without regard to their objectives or actions.*²⁷⁰

En d'autres mots, à la suite de l'interprétation des attentats, la Somalie inquiète les décideurs parce qu'avec une population musulmane non

²⁶⁵ Peter Woodward, *op. cit.*, p. 135.

²⁶⁶ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 48.

²⁶⁷ Donald Rithchild, *loc. cit.*, p. 190.

²⁶⁸ Peter Woodward, *op. cit.*, p. 60.

²⁶⁹ André Le Sage (dir.), « Terrorism Threats and Vulnerabilities in Africa », chap. dans *African Counterterrorism Cooperation: Assessing Regional and Subregional Initiatives*, Washington, DC: Potomac Books and National Defense University Press, 2007, p. 15.

²⁷⁰ Ruth Iyob and Edmond J. Keller, « The Special Case of the Horn of Africa », chap. dans Donald Rothchild et Edmond J. Keller (dir.), *op. cit.*, p. 104-105.

gouvernée par un État central, elle est représentée dans les réseaux d'experts comme l'exemple ultime du lien entre le terrorisme international et la menace émanant du « désordre » hobbesien africain pour « l'ordre » occidental²⁷¹. Morrison et Lyman, par exemple, associent la Somalie à l'anarchie, à l'enfer et au poison en la décrivant comme un « *toxic bazaar* » et un « *netherworld* »²⁷². Rotberg décrit le pays comme un « *wild, lawless territory* », caractérisé par la pauvreté excessive, le désordre et l'antioccidentalisme croissant de sa population²⁷³. Puisque la Somalie est définie comme l'exemple ultime d'un État défaillant, elle est représentée comme le « *ultimate safe haven*²⁷⁴ » des groupes terroristes. Cela se perçoit notamment dans le discours de Susan Rice :

*Somalia has been America's Achilles heel in Africa for almost a decade and remains so. [...] Somalia has become the continent's proverbial black hole: an ungoverned, lawless, radicalized, heavily armed country with one of the longest undefended coastlines in the region. It is terrorist heaven.*²⁷⁵

La sécurisation de la Somalie est évidente dans ce paragraphe. Elle est représentée comme une menace pour les États-Unis à travers le lien qui est créé entre le terrorisme et les éléments linguistiques suivants : « talon d'Achille », « trou noir », « non gouverné », « anarchique », « radicalisé », « armé », « littoral sans défense ».

Le lien entre ce « désordre » violent et le terrorisme international semble, cependant, plus instinctif qu'avéré :

Though the failed state/terrorism nexus has guided U.S. action in Somalia in recent years, increasing evidence contests the theory's very basis. Both academic and government-affiliated studies suggests that failed state environments like Somalia are, in fact, less conducive to transnational terrorism than environments with some amount of government control. Horn specialist Kenneth Menkhaus has

²⁷¹ Rita Abrahamsen, *loc. cit.*, p. 678.

²⁷² J. Stephen Morrison et Princeton N. Lyman, « Countering the Terrorist Threat in Africa », chap. dans Walter H. Kansteiner III et J. Stephen Morrison (dir.), *op. cit.*, p. 106.

²⁷³ Robert Rotberg, *op. cit.*, p. 9.

²⁷⁴ Robert G. Berschinski, *op. cit.*, p. 2.

²⁷⁵ *September 11, 2001: Attack on America Africa and the War on Global Terrorism*, *op. cit.*, p. 33

*noted that post-9/11 fears of al-Qaeda bases in Somalia were unfounded. Claims that AIAI operated as an al-Qaeda subsidiary – based largely on Ethiopian intelligence reports – were also dispelled.*²⁷⁶

En outre, les seigneurs de la guerre et les trafiquants de drogue qui opèrent dans les États défailants ne semblent que très rarement collaborer avec des groupes terroristes²⁷⁷.

Cependant, dans la stratégie nationale de sécurité de 2006, la sécurité des États-Unis fut encore plus clairement liée aux États fragiles et en déliquescence de l’Afrique à travers l’acte de langage déclaratoire suivant : « *The United States recognizes that our security depends upon partnering with Africans to strengthen fragile and failing states and bring ungoverned areas under the control of effective democracies.* »²⁷⁸

L’islam et les États fragiles, en déliquescence et défailants sont ainsi des thèmes fréquemment abordés dans les discours des experts américains. Ces thèmes ont été problématisés par rapport à la sécurité américaine et font partie de la trame de fond sur laquelle la stratégie sécuritaire américaine dans la Corne de l’Afrique s’est dessinée. Leur sécurisation est liée à l’interprétation des attentats du 11 septembre et aux valeurs américaines dites attaquées. La Corne de l’Afrique est devenue « l’Autre » des États-Unis via son association discursive à l’anarchie, la faiblesse, la maladie et une idéologie guerrière, fanatique, irrationnelle et puissante qui a mené à l’interpellation de ses populations. Les habitants de la Corne sont représentés comme étant particulièrement vulnérables vis-à-vis de l’islam radical, parce qu’ils sont pour la plupart majoritairement musulmans bien sûr, mais également à cause de la

²⁷⁶ Robert G. Berschinski, *op. cit.*, p. 46. Les conclusions de Greg Mills vont également dans ce sens. *Loc. cit.*, p. 161. Kenneth J. Menhaus tient ce discours dans « Somalia and Somaliland: Terrorism, Political Islam, and State Collapse », chap. in Robert I. Rotberg, *op. cit.*, p. 39.

²⁷⁷ Greg Mills, *loc. cit.*, p. 161.

²⁷⁸ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, 2006, *op. cit.*, p. 37.

sécurisation des nombreux problèmes auxquels ils sont confrontés : la pauvreté, le VIH/SIDA, le non-respect des droits de l'homme, les conflits, etc.

2.4 La sécurisation du sous-développement

Weldes note que l'imaginaire sécuritaire américain offre depuis longtemps une vision raciste des États-Unis, du tiers-monde et des relations entre les deux²⁷⁹. Cette vision a non seulement été construite à partir d'éléments linguistiques (comme les termes « avancé » et « sous-développé »), mais également à partir d'activités interventionnistes (opérations secrètes de la CIA, par exemple). Notons que cette vision repose également sur la tendance occidentale à présenter le tiers-monde et l'Afrique comme des entités plus ou moins homogènes. Pensons par exemple à George W. Bush qui déclarait : « *Africa is a nation that suffers from incredible disease.*²⁸⁰ » Ainsi, il n'est guère étonnant que le continent entier soit affecté par le discours de la menace américain. Pour l'instant, nous nous intéresserons aux éléments linguistiques auxquels la Corne de l'Afrique — et souvent l'Afrique en général — est liée dans le discours américain et que nous n'avons pas encore mentionnés.

Par le biais du processus d'articulation et par la sécurisation de nombreux enjeux, la Corne de l'Afrique est désormais associée au terrorisme international. Nous avons déjà évoqué l'islam et les États fragiles, en déliquescence et défailants, mais nous aurions tort de nous arrêter là. En premier lieu, le sous-développement et la pauvreté ont été construits comme les « nouvelles menaces de la stabilité globale », non seulement dans les discours américains, mais, comme Willett le montre, également dans les discours du G8 et des Nations Unies²⁸¹. En deuxième lieu, il y a eu sécurisation de tous les phénomènes liés à des « menaces ». Devant le Congrès, par exemple, le membre de la Chambre des Représentants Donald Payne évoque

²⁷⁹ Jutta Weldes, *op. cit.*, p. 111.

²⁸⁰ George W. Bush et Goran Persson, « Press Conference by President Bush, Prime Minister Goran Persson of Sweden », Göteborg, Sweden: Massan Convention Center, 14 juin 2001.

²⁸¹ Susan Willett, *loc. cit.*, p. 569.

non seulement la similarité entre les « problèmes » africains et ceux « du monde arabe », mais également le « fait » suivant qui semble s'appliquer seulement au tiers-monde : « *Anytime there are large numbers of unemployed people, large numbers of young people who have no future, then there are breeding grounds for terrorists.*²⁸² » Le membre Barbara Lee identifie « *high poverty rates, large refugee populations, and porous borders* » comme des facteurs facilitant le recrutement terroriste²⁸³. Lyman et Morrison renchérissent sur les actes de langage déclaratoires qui ont construit cette réalité en spécifiant par un acte de langage directif la démarche à suivre en conséquence :

*Rather than concentrate solely on shutting down existing al Qaeda cells, it [the Bush administration] must also deal with the continent's fundamental problems – economic distress, ethnic and religious fissures, fragile governance, weak democracy, and rampant human rights abuses – that create an environment in which terrorists thrive.*²⁸⁴

Selon ces deux auteurs, la présence latente de terrorisme prouve que les conflits, la corruption, la pauvreté, la faiblesse des États, la sécheresse et le VIH/SIDA dans la Corne de l'Afrique ont des effets radicalisants²⁸⁵. Comme nous l'avons mentionné, Robert Rotberg tient le même discours. La seule différence est qu'il ajoute la proximité avec les pays arabes, la relation tenace entre le commerce licite et illicite, ainsi que la résistance historique locale contre le colonialisme à sa liste de facteurs qui « font » de la Corne de l'Afrique un lieu attirant pour tout terroriste potentiel²⁸⁶. Le discours des conservateurs Carafano et Gardiner est étonnamment similaire, bien que ceux-ci se concentrent plus sur les maladies qui pourraient atteindre les Américains et qu'ils ne parlent pas d'États faibles, mais de « *slacker states* »²⁸⁷.

Depuis le 11 septembre, les problématiques propres à la Corne sont donc

²⁸² September 11, 2001: *Attack on America Africa and the War on Global Terrorism*, op. cit., p. 11.

²⁸³ *Ibid.*, p. 15.

²⁸⁴ Princeton N. Lyman et J. Stephen Morrison, *loc. cit.*, p. 76.

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ Robert I. Rotberg, *op. cit.*, p. 2.

²⁸⁷ James Jay Carafano et Nile Gardiner, *loc. cit.*, p. 2 et 3.

interprétées comme menaçantes pour les États-Unis parce qu'elles inciteraient les populations musulmanes à se radicaliser ou, en d'autres mots, à devenir « antioccidentales ». Par problématiques de la Corne, on entend plus précisément : le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée qui est souvent mentionné dans les réseaux d'experts, le conflit du Darfour, l'instabilité du Kenya, la défaillance de l'État somalien, la pauvreté (plus ou moins 50 % de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté), la prévalence du VIH/SIDA, la sécheresse, le chômage et le manque de bonne gouvernance. Les conflits susmentionnés occupent une place centrale dans les discours des « experts » américains concernant le lien entre la sécurité africaine et celle des États-Unis. Rotberg, par exemple, émet les actes de langage déclaratoires suivants :

*[E]xisting instability and potential sources of future conflagration offer added opportunities for infiltration, interference, and backing for extremists. Intensifying repression in Eritrea, unresolved tension between Eritrea and Ethiopia over their disputed border, the genocidal civil war in Darfur, biddable nonstate actors in southern Somalia, Ethiopian attempts to interfere in Somalia, the porous quality of the Somalia-Kenya border, a steady flow of arms and refugees between Yemen and Somalia and Ethiopia, the ease of money laundering (or traceless money transfers), and the widespread availability of inexpensive light weapons and ammunition all provide openings for Al Qaeda infiltration, the effective suborning of local officials, and the coalescence of terrorist surges.*²⁸⁸

La Corne est décrite comme une région explosive, anarchique et ingouvernable où rien n'est imaginable et dont il faut attendre le pire. Cette représentation joue un rôle non négligeable dans ce que le Sud-africain Sabelo Ndlovu-Gatsheni qualifie de « *anti-terrorism mantra that seems to be defining the whole of Africa as a zone of chaos prone to barbarism, anarchy and arbitrary violence*²⁸⁹ ». De nombreux discours tenus dans les réseaux d'experts américains vont effectivement dans ce sens. Selon Susan Rice, par exemple, le continent africain en entier doit être considéré comme « *the world's soft*

²⁸⁸ Robert I. Rotberg, *op. cit.*, p. 2. C'est nous qui soulignons. Voir également Princeton N. Lyman et Patricia Lee Dorff (dir.), *op. cit.*

²⁸⁹ Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni, *op. cit.*, p. 26.

underbelly for global terrorism » en raison de sa faiblesse et surtout de sa pauvreté. La « menace africaine » est mise en relief par des chaînes d'association :

*Terrorist organizations **take advantage** of Africa's **porous** borders, **weak** law enforcement and security services, and nascent judicial institutions to move men, weapons, and money around the globe. They **take advantage** of **poor, disillusioned** populations, often with **religious or ethnic grievances**, to recruit for their jihad against the civilized world. Terrorist networks are **exploiting** Africa thoroughly and rapidly. In the process, they **directly threaten** our national security.*²⁹⁰

*Much of Africa has become a veritable **incubator** for the foot soldiers of terrorism. Its **poor, young, disaffected, unhealthy, undereducated** populations often have no stake in government, **no faith** in the future, and harbor an **easily exploitable discontent** with the status quo. [...] Perhaps, that is part of the reason why we have seen an increase in recent years in the number of African nationals engaged in international terrorism.*

*These are the **swamps** we must drain. And we must do so for the cold, hard reason that to do otherwise, we are going to place our national security at further and more **permanent risk**. [...]*

*To drain these **swamps**, we must reduce this burgeoning **hostility** and address its sources. We must view it as our fight, not just the developing world's, to close the gaps between rich and poor. [...] Without progress on these fronts, throughout the developing world, we should expect bin Laden and future such **enemies** to find a growing constituency for their **radical** form of Islam, whose chief tenet is **hatred** of the United States and the civilized world.*²⁹¹

Ainsi, Rice en vient à la conclusion suivante : « *What has Africa got to do with al-Qaeda, Osama bin Laden, terrorist finance networks, even weapons of mass destruction? Unfortunately, everything.*²⁹² » Elle reprend de nombreux thèmes que nous avons déjà abordés : Rice parsème ce court discours de non moins de six références à la faiblesse et à l'« exploitabilité » de l'Afrique et de huit références à la situation désespérée de ses populations. Enfin, elle établit un lien direct entre ces thèmes et la menace pour le monde civilisé. Également à

²⁹⁰ September 11, 2001: *Attack on America Africa and the War on Global Terrorism*, op. cit., p. 18. C'est nous qui soulignons.

²⁹¹ *Ibid.*, p. 20. C'est nous qui soulignons.

²⁹² *Ibid.*, p. 26.

soulever sont les références aux « *swamps* » (marais ou marécages en français) et la mention de « *incubator* » qui s'apparentent aux métaphores de la maladie et de l'infection.

Kraxberger remarque à juste titre que la métaphore de « *swamp* » est fréquemment utilisée par les « experts » lorsqu'ils parlent des États africains, présentés comme des « *breeding grounds for terrorists groups* ». Nous avons vu que Rice utilise cette métaphore et Lyman et Morrisson l'utilisent également. Kraxberger explique alors :

*The swamp metaphor tellingly draws parallels between geopolitical assessments and strategies on one hand [intrusive interventions], and environmental management and public health on the other. In much of the world, swamps are habitat and breeding grounds for potent disease vectors, such as mosquitoes. Massive environmental transformation campaigns have turned unhealthy, disease-ridden wetlands into livable human habitat, as in the southeast of the United States. The geopolitical equivalent of environmental modification is nation-building on grand scale.*²⁹³

Avec une telle représentation générale de l'Afrique, il n'est guère étonnant que l'on affirme dans la stratégie nationale de sécurité des États-Unis de 2002 : « *In Africa, promise and opportunity sit side by side with disease, war, and desperate poverty. This threatens both a core value of the United States - preserving human dignity - and our strategic priority - combating global terror.*²⁹⁴ » Nous remarquerons qu'il est spécifié que les maladies, les guerres et la pauvreté dite « désespérée » de l'Afrique ne menacent pas seulement la « guerre contre le terrorisme », mais également la valeur fondamentale qu'on attribue à l'identité américaine : la préservation de la dignité humaine. Cette « valeur » est définie quelques pages auparavant : « *America must stand firmly for the nonnegotiable demands of human dignity: the rule of law; limits on the absolute power of the state;*

²⁹³ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 56-57.

²⁹⁴ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, 2002, *op. cit.*, p. 10.

*free speech; freedom of worship; equal justice; respect for women; religious and ethnic tolerance; and respect for private property.*²⁹⁵ »

Ainsi, les caractéristiques principales que l'on attribue à l'Afrique sont désignées comme étant contraires à l'identité que les décideurs attribuent aux États-Unis. Le continent n'émerge donc pas uniquement comme « différent » des États-Unis et négatif de manière générale de ces discours, mais bien comme menaçant. En effet, lorsque les « experts » expliquent que l'Afrique ne doit plus être traitée comme un « *charity case* », mais comme enjeu sécuritaire et stratégique cela implique que les problèmes du continent doivent être traités comme des menaces pour les États-Unis.

Notons que la rareté du terrorisme en Afrique subsaharienne semble indiquer qu'il n'y ait pas de lien causal entre pauvreté et terrorisme²⁹⁶. D'ailleurs, même les auteurs de la stratégie nationale américaine pour combattre le terrorisme affirment : « *terrorism is not the inevitable by-product of poverty.*²⁹⁷ » Comme l'explique André Le Sage :

*[W]ith regard to the poverty thesis, Africa is home to some of the poorest and most globally marginalized populations in the world. If increased poverty levels are directly associated with increased terrorism, then Africa would be a hotbed of terrorist groups and attacks. Further, a review of the socioeconomic profile of the leaders and operatives of the al Qaeda movement indicates that many—including Osama bin Laden and Ayman al-Zawahiri as well as the leaders of associated movements in Africa—are actually well-educated and hail from financially well-off families. In other words, the evidence does not support a strong correlation between poverty and terrorism, especially with regard to terrorist leaders. At most, poverty can explain the terrorist leaders' abilities to recruit and pay for support from foot soldiers.*²⁹⁸

²⁹⁵ *Ibid.*, p. 3.

²⁹⁶ Robert G. Berschinski, *op. cit.*, p. 21.

²⁹⁷ La Maison-Blanche, *National Strategy for Combating Terrorism*, Washington, DC: La Maison-Blanche, septembre 2006, p. 9.

²⁹⁸ André Le Sage (dir.), *op. cit.*, p. 12.

D'ailleurs, le terrorisme, tout comme les révolutions, n'apparaît pas quand la situation générale d'une population est désastreuse, mais lorsque différentes tendances économiques, politiques et sociales coïncident²⁹⁹. Dans les années 1960, plusieurs sociologues, dont Ted Gurr est probablement le plus reconnu, ont formulé la problématique de l'irruption de la violence collective en termes de privation et de frustration *relatives*. Selon la théorie de la privation relative qui réfère à « *a perceived discrepancy between value expectations and value capabilities*³⁰⁰ », la violence est une forme d'agression qui naît de la frustration de vouloir quelque chose, de penser que l'on y a droit, mais de ne pas être capable de l'obtenir. Selon Gurr, « *The potential for collective violence varies strongly with the intensity and scope of relative deprivation among members of a collectivity.*³⁰¹ » Cela signifie donc que la privation absolue quantifiable ne serait pas ce qui importe le plus. C'est la privation relative *perçue* qui conduirait des peuples à recourir à la violence. Ainsi, la situation deviendrait plus instable lorsque seulement une tranche de la population, par exemple, aurait accès à certaines choses que les autres sont incapables d'obtenir, plutôt que lorsque personne n'a rien. Les gens sembleraient plutôt accepter une situation désespérée, que celle qui engendrerait de la frustration. D'autres facteurs cependant entreraient en compte pour expliquer l'irruption de la violence, dont des facteurs relatifs à la culture, la société et l'environnement politique. Lorsque le régime en place est perçu comme étant non légitime, par exemple, les risques d'une irruption de violence sont plus grands.

Il serait certainement faux d'affirmer que le terrorisme ne pose pas du tout problème dans la Corne de l'Afrique. Les attentats de 2002 à Mombasa visant un hôtel et un avion civil israéliens ont été planifiés en Somalie et

²⁹⁹ Walter Laqueur, *No End to War: Terrorism in the Twenty-first Century*, New York: Continuum, 2003, p. 18.

³⁰⁰ Ted Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton: Princeton University Press, 1970, p. 24.

³⁰¹ *Ibid.*

plusieurs autres y auraient été planifiés, mais auraient pu être évités³⁰². Cependant,

*American counterterrorism initiatives in Africa since September 11, 2001 (9/11), have been based on a policy of "aggregation", in which localized and disparate insurgencies have been amalgamated into a frightening, but artificially monolithic whole. Misdirected analyses regarding Africa's sizable Muslim population, its overwhelming poverty, and its numerous ungoverned spaces and failed states further contribute to a distorted picture of the terrorist threat emanating from the continent. The result has been a series of high-profile, marginally valuable kinetic strikes on suspected terrorists; affiliation with proxy forces inimical to stated U.S. policy goals; and the corrosion of African support for many truly valuable and well-intentioned U.S. endeavors.*³⁰³

Enfin, c'est toujours la sécurité des États occidentaux qui est mise en avant dans le discours de la menace et non la sécurité des populations qui vivent dans les États en déliquescence³⁰⁴. Tous les enjeux africains en viennent à être considérés comme des enjeux de sécurité occidentaux :

*In Africa the dramatization is summarized as 'terror thrives in Africa's rich ruins', which encapsulates the Western presentation, perception and narration of anything happening in Africa in terms of a threat to security (Abrahamsen 2005:65–70). In this discourse Africa is seen as a free trading zone for the underworld and constituting a threat to the Western and American zones of peace.*³⁰⁵

En résumé, à travers les documents et les discours des représentants du gouvernement américain et de leurs experts, la « Corne de l'Afrique » est devenue associée à une panoplie d'images et d'idées connotées négativement qui l'ont fait émerger en tant que menace pour la sécurité et pour les valeurs des États-Unis en particulier et pour « l'ordre » occidental en général. Ainsi, les populations de la région ont été interpellées pour devenir « l'Autre » des États-Unis à travers le processus d'articulation qui concerne l'islam, les États

³⁰² André Le Sage (dir.), *op. cit.*, p. 15.

³⁰³ Robert G. Berschinski, *op. cit.*, p. 2.

³⁰⁴ Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni, *op. cit.*, p. 25.

³⁰⁵ *Ibid.*

fragiles, en déliquescence et défailants, la pauvreté, le sous-développement et les conflits. Cet imaginaire sécuritaire a alors donné lieu à l'approche militarisée et unilatérale que nous décrivons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

LA STRATÉGIE POURSUIVIE DEPUIS LE 11 SEPTEMBRE 2001 PAR L'ADMINISTRATION BUSH DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

3.1 La stratégie de sécurité

À la suite des conclusions émanant des experts indiquant que le continent africain devait être perçu comme menace à la sécurité des États-Unis, la stratégie nationale de sécurité des États-Unis de 2002 annonça le retour de l'Afrique dans le paysage stratégique global américain. Dans ce chapitre, nous expliquerons à quelle stratégie la réinscription de la Corne de l'Afrique dans le discours de la menace américain a donné lieu.

Nous verrons que la pratique de sécurisation, comme Jef Huysmans l'a souligné, n'est pas seulement une question de représentation, mais a de claires implications politiques³⁰⁶. Plus spécifiquement, nous développerons l'idée que « *If approached as a security issue, Africa may encourage fear and unease, precipitating policy interventions of a more militarized and illiberal nature.*³⁰⁷ » Cela se voit notamment dans la stratégie américaine dans la Corne qui consiste principalement à remilitariser et entraîner les forces armées des États africains alliés, à assurer la présence des forces armées américaines sur le continent et à exécuter des frappes stratégiques contre les terroristes présumés. La mise en place en 2007 d'un commandement militaire unifié pour l'Afrique (AFRICOM) s'inscrit dans cette même lignée.

³⁰⁶ Jef Huysmans, « The Question of the Limit: Desecuritization and the Aesthetics of Horror in Political Realism », *Millennium*, vol. 27, no 3 (1998), p. 569.

³⁰⁷ Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni, *op. cit.*, p. 26.

La stratégie nationale de sécurité de 2002 décrit le besoin de mettre en place une approche régionale où les organisations sous-régionales et les relations bilatérales avec des États pivots « forts » sont au centre : le Kenya, l'Éthiopie, le Nigeria et l'Afrique du Sud sont alors désignés comme alliés principaux devant assurer la stabilité régionale. Parallèlement, dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme », une attention particulière est accordée aux pays « alliés » qui font partie des « *coalitions of the willing* ».

Forming coalitions of the willing and cooperative security arrangements are key to confronting these emerging transnational threats. Africa's great size and diversity requires a security strategy that focuses on bilateral engagement and builds coalitions of the willing. This Administration will focus on three interlocking strategies for the region:

- *countries with major impact on their neighborhood such as South Africa, Nigeria, Kenya, and Ethiopia are anchors for regional engagement and require focused attention;*
- *coordination with European allies and international institutions is essential for constructive conflict mediation and successful peace operations; and*
- *Africa's capable reforming states and sub-regional organizations must be strengthened as the primary means to address transnational threats on a sustained basis.*³⁰⁸

Mise en pratique, la stratégie s'est cependant avérée beaucoup plus unilatéraliste que la rhétorique susdite annonçait. Nous commencerons par démontrer que l'administration Bush a lancé de nombreuses initiatives d'ordre militaire et sécuritaire dans la Corne de l'Afrique, plutôt que de travailler en concordance avec les institutions internationales et (sous)régionales. Elle aurait effectivement pu travailler avec l'Union Africaine et l'*InterGovernmental Authority on Development* sur des programmes existants ou élaborer les programmes de développement (qui bénéficient néanmoins

³⁰⁸ La Maison-Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, 2002, *op. cit.*, p. 11.

toujours de fonds importants). Or, si Bush affirme fréquemment que le terrorisme est nourri par le désespoir³⁰⁹, la réponse américaine au terrorisme est avant tout d'ordre militaire et inspirée par des objectifs à court terme. Selon Leriche, l'objectif principal était de créer une « coalition antisoudanaise » dans la logique de « l'endiguement de l'islamisme »³¹⁰. De Waal et Salam, par contre, semblent indiquer que la stratégie visait plutôt l'encerclement de la Somalie³¹¹.

Comme à l'époque de la guerre froide, il y eut une réorientation des ressources vers la sécurité. Cela se voit notamment dans l'allocation du budget consacré à l'aide internationale. S'il est vrai que le président Bush a proposé en 2003 d'augmenter le budget des programmes « d'assistance internationale » de 750 millions \$US, 500 millions étaient prévus pour le financement militaire étranger et 52 millions pour l'établissement d'un centre d'« entraînement antiterrorisme et sécurité »³¹². Des 100 millions libérés pour la *East Africa Counterterrorism Initiative* (EACTI) qui vise à endiguer « l'extrémisme » dans la Corne, seulement 14 millions ont été consacrés aux aspects non militaires de la « guerre contre le terrorisme », tels que l'éducation musulmane³¹³. En d'autres mots, seulement une fraction du budget a été allouée aux aspects de la lutte contre le terrorisme qui visent à renforcer la sécurité humaine comme l'éducation, la majorité du budget étant réservée à l'augmentation des capacités dans les domaines du contrôle des frontières et du renseignement. L'agence en charge de la coordination du contreterrorisme a effectivement orienté la lutte contre le terrorisme en Afrique vers le contrôle des flux

³⁰⁹ Par exemple, lors de sa rencontre avec le président kenyan. Voir George W. Bush et Mwai Kibaki, « President Bush, Kenyan President Kibaki Discuss State Visit », Washington, DC: The East Room, 6 octobre 2003.

³¹⁰ Frédéric Leriche, « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective », *Afrique contemporaine*, no 207 (automne 2003), p. 17.

³¹¹ Alex De Waal (dir.) et A.H. Abdel Salam, *op. cit.*, p. 235.

³¹² Richard Sokolsky et Joseph McMillan, « Foreign Aid in Our Own Defense », *New York Times* (New York), 12 février 2002, final, section A, p. 23.

³¹³ Princeton N. Lyman et J. Stephen Morrison, *loc. cit.*, p. 77.

monétaires et de l'immigration et vers le renforcement du maintien de l'ordre³¹⁴. Tel que le souligne Abrahamsen, l'effet principal de la sécurisation de nombreuses réalités sociales africaines a donc été la mise en place de « *policies of containment, or policing* »³¹⁵.

3.1.1 Les initiatives régionales de sécurité et les programmes militaires

Parmi les « initiatives régionales de sécurité [qui] démontrent l'intégration de l'Afrique subsaharienne dans la guerre contre le terrorisme »³¹⁶, Schraeder cite, entre autres, la *Trans-Saharan Counter Terrorism Initiative* (TSCTI) qui remplace la *Pan Sahel Initiative* (PSI) et qui concerne le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, l'Algérie, le Sénégal, le Nigeria, le Maroc et la Tunisie, et la *East Africa Counterterrorism Initiative* (EACTI) qui inclut le Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Schraeder insiste sur le fait que ces programmes régionaux n'ont pas été initiés ou coordonnés par la Maison-Blanche. Selon lui,

Ils constituent plutôt des réponses d'inspiration bureaucratique à la guerre mondiale contre le terrorisme, puisqu'ils ont été façonnés selon les missions organisationnelles des trois bureaucraties centrales (le Département d'État, le Pentagone et la CIA), historiquement créées pour traiter les différents aspects des relations en politique étrangère. Il ne fait aucun doute, par exemple, que le Pentagone a été la force motrice derrière la création et l'expansion de la plupart des initiatives régionales de sécurité actuellement à l'œuvre en Afrique (dont la CJTF-HOA, la PSI et la TSCTI).³¹⁷

Parallèlement aux programmes susmentionnés, trois programmes militaires visent à renforcer la capacité des armées africaines pour que celles-ci

³¹⁴ Karl Wycoff, « Testimony before the House International Relations Committee, Subcommittee on Africa », *Fighting Terrorism in Africa*, Hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations, House of Representatives, 108th Congress, second session, no 108-82, 1^{er} avril 2004, p. 24-26. En ligne, http://commdocs.house.gov/committees/intlrel/hfa92870.000/hfa92870_0f.htm, Consulté le 1er avril 2006.

³¹⁵ Rita Abrahamsen, *loc. cit.*, p. 681,

³¹⁶ Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *loc. cit.*, p. 44.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 48.

assument la plus grande partie des activités contre-terroristes. Il s'agit de l'*International Military Education and Training* (IMET), qui offre une formation militaire aux États-Unis à des soldats étrangers, du *Foreign Military Financing* (FMF), qui vise l'emprunt à un taux d'intérêt avantageux à des gouvernements étrangers pour acheter des armes américaines, et du *African Contingency Operations Training and Assistance* (ACOTA), mis en place pour entraîner et équiper les militaires participant à des opérations de maintien de la paix. Le montant que le gouvernement américain alloue à l'IMET aux États africains est passé de 8,1 millions \$US en 2000 à 11 millions \$US en 2006; le budget africain du FMF est passé de 12 millions \$US à 24 millions \$US³¹⁸. Notons que la politique visant à renforcer les armées africaines pour éviter d'intervenir soi-même en cas de conflit est en vigueur depuis la mort des dix-huit soldats américains en Somalie sous Clinton. La seule intervention dans des opérations de paix sous l'administration Bush sur le continent africain concernait un appui à la force de paix ouest-africaine dirigée par le Nigeria au Libéria en 2003 et il s'agissait seulement de deux cents soldats.

3.1.2 Présence et actions sur le terrain : les bases militaires et le cas de la Somalie

Un autre aspect important de la stratégie dans la « guerre contre le terrorisme » dans la Corne de l'Afrique concerne l'utilisation de bases militaires à l'étranger³¹⁹. Dans le cadre de l'*Operation Enduring Freedom - Horn of Africa* (OEF-HOA), les États-Unis y ont notamment établi leur unique base officielle sur le continent africain.

³¹⁸ William D. Hartung et Frida Berrigan, « Militarization of U.S. Africa Aid: 2000-2005 », World Policy Institute: *Arms Trade Resource Center Report*, mars 2005, p. 6. En ligne, <http://www.worldpolicy.org/projects/arms/reports/AfricaMarch2005.html>, consulté le 10 mars 2008.

³¹⁹ Il est intéressant de noter que le PNAC soulignait, dès septembre 2000, la nécessité pour les États-Unis d'aggrandir son périmètre de sécurité (sans pour autant parler de l'Afrique) pour compétitionner notamment avec la Chine : "[The U.S.] should seek to establish a network of 'deployment bases' or 'forward operating bases' to increase the reach of current and future forces." Project for a New American Century, *Rebuilding America's Defenses: Strategy, Forces and Resources for a New Century*, 2000, p. 20. En ligne, <http://www.newamericancentury.org/RebuildingAmericasDefenses.pdf>, consulté le 2 avril 2007.

Il s'agit du Camp Lemonier à Djibouti qui est désormais l'hôte du quartier général de la CJTF-HOA qui opère dans tous les États de la Corne, au Yémen, en Tanzanie, aux Seychelles et en Ouganda³²⁰. La mission officielle des soldats américains qui s'y trouvent est décrite par Frida Berrigan de la manière suivante : « *Their work is delineated by the four Ps and the three Ds: Prevent conflict, promote regional stability, protect coalition interests and prevail against extremism in East Africa and Yemen through diplomacy, development and defense.* »³²¹ Depuis le 11 septembre, les États-Unis assurent également une présence militaire au Kenya et sur les côtes de la Corne avec l'unité navale *Task Force 150*, à laquelle plusieurs autres États occidentaux, dont la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et l'Allemagne, contribuent³²². Le gouvernement kenyan autorise les États-Unis depuis 1980 à utiliser ses installations militaires dans le port de Mombasa, ainsi que les pistes d'atterrissage à Embakasi et à Nanyuki. Volman note que Washington manifeste la volonté d'établir une infrastructure de bases un peu partout en Afrique pour pouvoir y opérer rapidement³²³. Or, pour tenter de ne pas susciter de résistance populaire, il ne s'agirait pas de grandes installations permanentes, mais de deux nouveaux types de « bases » :

*The first type, designated 'forward operating sites' or 'forward operating locations', will consist of logistical facilities (an airstrip or port complex) plus weapons stockpiles; these installations will house a small permanent crew of US military technicians but no large combat units. The second type, termed 'cooperative security locations', will be 'bare bones' facilities utilized at times of crisis only; such sites will have no permanent US presence but will be maintained by military contractors and host-country personnel.*³²⁴

³²⁰ Robert D. Grey, *op. cit.*, p. 127.

³²¹ Frida Berrigan, *The New Military Frontier: Africa*, Washington, DC: Foreign Policy In Focus, 18 septembre 2007. En ligne, <http://www.fpif.org/fpiftxt/4561>, consulté le 3 mars 2008.

³²² Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *loc. cit.*, p. 44.

³²³ Daniel Volman, « U.S. Military Programs in Sub-Saharan Africa, 2005-2007 », *Association of Concerned Africa Scholars* (Californie), 1er mars 2006, p. 7. En ligne, <http://www.prairienet.org/acas/military/military06.html>, consulté le 6 mars 2007.

³²⁴ M.T. Klare, « Imperial Reach », *The Nation* (New York), 25 avril 2005, p. 12. En ligne, <http://www.thenation.com/doc/20050425/klare>, consulté le 6 mars 2007.

Le *Camp United* en Éthiopie, un « *forward base* » pour la CJTF-HOA, est un exemple de ce premier type³²⁵.

La création et l'utilisation de ces bases s'inscrivent dans la volonté américaine d'attaquer de front les terroristes présumés. L'exemple le plus connu concerne bien sûr le soutien américain aux diverses incursions éthiopiennes en Somalie. Ces dernières illustrent à merveille les conséquences du discours de la menace qui inspire la peur. Selon Willett, ce discours a créé dans le Nord un espace politique dans lequel une ingérence plus extrême dans les affaires internes africaines est légitimée et excusée³²⁶. Or,

Les Américains ont fortement aidé les troupes éthiopiennes dans leur Blitzkrieg de fin 2006 contre la Somalie, qui a mis en déroute les Tribunaux islamiques. En juin 2007, l'US Navy a bombardé les environs de Bargal, dans le Puntland, une région semi-autonome de l'extrême est de la Somalie, où s'étaient réfugiés des éléments des Tribunaux.

En janvier, des avions américains avaient bombardé dans le sud du pays, près de la frontière kényane [sic] pour, officiellement, détruire un site d'Al-Qaida. Pendant l'offensive éthiopienne, Washington a affirmé que des « centaines de combattants islamiques » étaient aux côtés des Tribunaux, parmi lesquels les trois responsables des attentats de 1998 contre les ambassades de Nairobi et Dar es Salam, mais nul n'a vu le moindre corps.³²⁷

Ces bombardements ont engendré des centaines de morts, des milliers de blessés, des flots de réfugiés et une expansion du conflit vers l'Éthiopie, où des tensions demeurent entre la population somalienne et éthiopienne³²⁸. Notons que des agents américains ont également été directement impliqués dans des enlèvements de supposés trafiquants d'armes en Somalie – une

³²⁵ Robert D. Grey, *op. cit.*, p. 128.

³²⁶ Susan Willett, *loc. cit.*, p. 584.

³²⁷ Laurent Zecchini, « Djibouti : avant-poste des GI en Afrique », *Le Monde* (Paris), 19 juillet 2007.

³²⁸ Scott Johnson, *loc. cit.*

tactique qui avait été recommandée par Ted Dagne dans son rapport pour le Congrès³²⁹.

Un autre aspect non négligeable de la stratégie américaine en Somalie concernait le soutien financier aux chefs miliciens qui combattaient les forces des Tribunaux islamiques de Mogadiscio, en plus de leur fournir des renseignements³³⁰. Comme l'ont noté les journalistes du *Guardian*

*It has emerged that the Bush administration bankrolled the warlords, who are secular, to gain access to al-Qaida suspects and block the rise of the Islamic militia. CIA operatives based in Nairobi funnelled \$100,000 to \$150,000 (£80,000) a month to their proxies, according to John Prendergast, an International Crisis Group expert on Somalia who has interviewed warlords.*³³¹

Spécifions que cette initiative n'aurait jamais été appuyée par le gouvernement de transition qui s'est formé en 2004³³² et que la somme accordée en aide au processus de paix somalien, c'est-à-dire 250 000 \$US, pâlit à côté de celle qui a été donnée aux *warlords*³³³. De manière générale, le gouvernement américain accorde beaucoup moins d'aide humanitaire à la Somalie qu'aux autres pays de la région³³⁴. Pourtant, la population somalienne a beaucoup souffert financièrement des nouvelles mesures de sécurité d'ordre économique qui ont été adoptées par Washington, comme le gel des avoirs de la banque al-Barakaat qui a marqué la fin des transferts de fonds de la diaspora somalienne vers le pays³³⁵.

³²⁹ Peter Woodward, *op. cit.*, p. 144.

³³⁰ AFP, « Des miliciens soutenus par les États-Unis traquent Al-Qaïda en Somalie », *AFP* (Nairobi), 5 mai 2006.

³³¹ Xan Rice, Oliver Burkeman et Rory Carroll, « Fall of Mogadishu Leaves US Policy in Ruins », *The Guardian* (Londres), 10 juin 2006.

³³² AFP, *loc. cit.*

³³³ Bipasha Ray, « Somalia, Horn of Africa, Results and Motivations of Terrorism », *Defense Analysis Bulletin*, no 3 (7 mars 2007). En ligne, <http://www.comw.org/pda/dab/dab3.html>, consulté le 2 décembre 2007.

³³⁴ *Ibid.*

³³⁵ Peter Woodward, *op. cit.*, p. 141.

3.1.3 La création d'un commandement militaire unifié pour l'Afrique

Enfin, la décision du président Bush de créer un commandement militaire unifié pour l'Afrique³³⁶ doit également être vue à la lumière de la sécurisation des différentes réalités sociales du continent. Auparavant, le commandement américain chargé des États africains, qui n'était pas perçu comme étant important, était divisé entre le *U.S. Central Command*, le *U.S. European Command* et le *U.S. Pacific Command*. Suite à la réinscription de l'Afrique dans le discours de la menace américain, cela a changé.

'L'importance de l'Afrique est la raison pour laquelle nous créons ce commandement unifié', a déclaré à la presse, le 9 février, la vice-ministre adjointe de la Défense chargée des affaires africaines, Mme Theresa Whelan. L'AFRICOM, a-t-elle précisé, facilitera les relations entre l'armée des États-Unis et les armées des pays africains et il permettra de coordonner davantage l'action du ministère de la Défense avec celle des autres organismes des États-Unis et des organismes internationaux qui œuvrent en Afrique.³³⁷

Depuis le 1er octobre 2007, AFRICOM est officiellement opérationnel, depuis Stuttgart (Allemagne) où se situe son quartier général temporaire. En effet, Washington n'a toujours pas trouvé d'hôte africain qui lui convient pour accueillir son siège, parce que sa création a été accueillie avec beaucoup de scepticisme³³⁸. L'insistance des décideurs et des officiers hauts placés des forces armées américaines sur le fait que AFRICOM a été créé pour répondre aux besoins dans le domaine du développement n'a fait qu'augmenter les inquiétudes³³⁹. Surtout les africanistes et les spécialistes du développement et des questions humanitaires y voient l'expression ultime d'une sécurisation potentiellement très nuisible du développement et de l'humanitaire. En outre,

³³⁶ L'Égypte est le seul État africain qui ne fait pas partie d'AFRICOM.

³³⁷ Vince Crawley, « L'AFRICOM reflète l'importance croissante de l'Afrique », *USINFO* (Washington), 13 février 2007. En ligne, <http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-french&y=2007&m=February&x=20070213125810MVyelwarC0.4463922>, consulté le 8 avril 2007.

³³⁸ Guy Raz, « New U.S. Command in Africa Faces Skeptics », *NPR* (Washington, DC), 30 octobre 2006.

³³⁹ David McKeeby, « U.S. Africa Command Builds Partnerships, Fosters Self-Sufficiency », *USINFO* (Washington), 6 août 2007. En ligne, <http://www.america.gov/st/washfile-english/2007/August/20070806113828idybeekcm0.8483087.html>, consulté le 1er avril 2008.

de nombreuses voix affirment qu'AFRICOM n'a été créé que pour protéger les intérêts stratégiques américains en termes de pétrole, de terrorisme et de compétition avec la Chine³⁴⁰.

Une autre preuve que l'approche américaine est de plus en plus orientée vers la sécurité concerne la nomination, le 29 septembre 2005, de Jendayi E. Frazer au poste de secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines. Après avoir été planificatrice politico-militaire au sein du Comité des chefs d'États-majors interarmes quand elle était membre du CFR, Frazer a occupé, sous George W. Bush, le poste de directrice principale des Affaires africaines au sein du Conseil de sécurité nationale des États-Unis et ensuite celui d'ambassadrice des États-Unis en Afrique du Sud.

Malgré ses propres dires, il est manifeste que l'administration Bush perçoit le continent de plus en plus à travers le prisme de sa sécurité nationale et de la « guerre contre le terrorisme ». Nous noterons également que la stratégie africaine du président Bush paraît reposer sur une définition assez classique de la sécurité, centrée sur des notions d'État et de contrôle du territoire³⁴¹. Elle ne manque d'ailleurs pas de rappeler la stratégie « soviétocentrique » de la guerre froide, au cours de laquelle les pays africains étaient traités par Washington selon leur statut d'ami ou d'ennemi, sans égard pour leurs politiques internes³⁴². Il semblerait que depuis le 11 septembre 2001 nous nous trouvons dans une dynamique quelque peu similaire, dans le sens où la « guerre contre le terrorisme » est le facteur déterminant dans la politique étrangère élaborée par les États-Unis vis-à-vis des États africains et que la sécurité et le militaire prédominent. En outre, comme le rappelle Schraeder, les dirigeants africains qui coopèrent bénéficient de généreux

³⁴⁰ Guy Raz, *loc. cit.*

³⁴¹ Michael Renner, *op. cit.*, p. 1.

³⁴² Donald Rothchild, *loc. cit.*, p. 183.

programmes d'assistance militaire; les alliés sont également récompensés par un programme d'aide substantielle³⁴³.

3.2 La question de l'aide : l'évolution vers une dynamique « guerre froide »

Lorsque George W. Bush a mis le monde devant le choix d'être pour ou contre les États-Unis³⁴⁴ et qu'il y a eu sécurisation du « désordre » non occidental, la majorité des pays africains ont rapidement affirmé leur allégeance aux États-Unis et ont confirmé qu'ils étaient prêts à implanter les mesures sécuritaires voulues par les États-Unis. En effet, de nombreux chefs d'État ont interprété l'appel de Washington comme une rare opportunité de pouvoir profiter des États-Unis³⁴⁵ et ont accepté la mise en place des programmes militaires et la surveillance américaine. Il y n'a aucun doute que l'assistance économique et surtout militaire promise a joué beaucoup dans cette acceptation.

Dans la Corne de l'Afrique, les États – incluant le Soudan qui craignait probablement des répercussions³⁴⁶ – ont assuré les États-Unis de leur coopération presque immédiatement après les attentats. Au Kenya, le président Daniel arap Moi a organisé une démonstration pro-américaine à Nairobi³⁴⁷, et l'Éthiopie et l'Érythrée ont même fait partie des rares États africains qui ont rejoint la coalition anti-irakienne. Mis à part le Soudan, ces deux derniers sont également les plus critiqués pour leur abus des droits humains. Le président Afeworki de l'Érythrée n'a d'ailleurs pas hésité à justifier la longue détention du fondateur du plus grand journal national par

³⁴³ Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *loc. cit.*, p. 44.

³⁴⁴ George W. Bush, « Address to a Joint Session of Congress and the American People », Washington, DC: United States Capitol, 20 septembre 2001.

³⁴⁵ David Kenda Adaka Kikaya, *op. cit.*, p. 169.

³⁴⁶ Robert D. Grey, *op. cit.*, p. 126.

³⁴⁷ *Ibid.*

les nombreuses détentions américaines un peu partout dans le monde³⁴⁸ ou à accuser – tout comme le président éthiopien - ses opposants politiques d'entretenir des liens avec Al-Qaida³⁴⁹. L'administration américaine, qui se prévaut d'être une grande défenderesse de la liberté et de la démocratie - deux valeurs que les décideurs estiment officiellement essentielles à la réussite de la lutte contre le terrorisme - a gardé un silence stoïque vis-à-vis de ces faits. Uniquement les États non alliés font l'objet de critiques féroces et se voient attribuer moins d'aide, tandis que les alliés ont été fortement récompensés. Comme l'explique Tom Barry,

*The administration's 'global war on terrorism' is the main determinant in the distribution of economic aid – not development needs, not humanitarian disasters, not hunger or the increasing numbers of the world population living on a dollar a day or less. In providing a new rationale for US foreign aid, the war on terrorism has provided a new policy coherence that integrates foreign assistance with foreign and military policy. When officials of the States Department and the US Agency for International Development (USAID) justify their aid requests before congressional committees, they stress that aid is part of the country's national security strategy. The war on terrorism has replaced the war on communism as the underlying rationale for foreign assistance.*³⁵⁰

3.2.1 La question de l'aide par pays : quelle aide et en échange de quoi?

Le tableau ci-dessous indique que l'assistance militaire américaine aux États de la Corne de l'Afrique a sensiblement augmenté depuis le 11 septembre. Le « déficit » kenyan est attribuable au fait que l'argent de l'EACTI n'était pas encore distribué en 2004 et celui de la Somalie au fait que l'Éthiopie a rapidement été mise en charge du « contre-terrorisme » à l'intérieur des frontières somaliennes.

³⁴⁸ Kenneth Roth, *op. cit.*, p. 124.

³⁴⁹ Adekeye Adebajo, *loc. cit.*, p. 181.

³⁵⁰ Tom Barry cité dans Susan Willett, *loc. cit.*, p. 581.

**Tableau de l'assistance militaire américaine
avant et après le 11 septembre 2001 par pays en \$US**

	1991-2001	2002-2004	Différence
Djibouti	\$1,664,000	\$53,317,807	+ \$51,653,807
Érythrée	\$2,171,000	\$6,267,000	+ \$4,096,000
Éthiopie	\$928,000	\$16,757,336	+ \$15,829,336
Kenya	\$41,127,000	\$38,044,742	- \$3,082,258
Somalie	\$3,950,000	\$1,650,000	- \$2,300,000
Soudan	\$0	\$26,695,000	+ \$26,695,000

Source: The Center for Public Integrity, *U.S. Military Aid Before and After 9/11, Region Breakdown*. En ligne, <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/regiondetail.aspx?REGION=Africa>, consulté le 27 mars 2008.

Notons que la récompense militaire et financière aux gouvernements se déclarant prêts à laisser opérer les États-Unis sur leur territoire a été immédiate. Le budget de la Défense en contre-terrorisme pour Djibouti, l'Éthiopie et le Kenya pour l'année budgétaire 2002 s'élevait à 373 millions \$US³⁵¹.

Les gains financiers de la coopération financière avec les États-Unis n'ont échappé à personne. Schraeder, par exemple, remarque que plus de 9 millions \$US d'aide ont été proposés à **Djibouti** pour l'année 2006, alors que ce pays compte à peine un demi-million d'habitants³⁵². Le *Center for Defense Information* a observé que l'assistance militaire américaine à Djibouti était quarante fois plus importante entre 2001 et 2006, que durant les cinq ans qui ont précédé le 11 septembre³⁵³. Ainsi, ce pays extrêmement pauvre est devenu l'hôte de la

³⁵¹ Harvey Glickman, « Africa in the War on Terrorism ». *Journal of Asian and African Studies*, vol. 38, no 2-3 (2003), p. 168.

³⁵² Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *loc. cit.*, p. 44.

³⁵³ Rachel Stohl (dir.), *U.S. Arms Exports and Military Assistance in the "Global War on Terror": 25 Country Profiles*, Washington, DC: Center for Defense Information, 2007, p. 39.

première base militaire américaine du continent et un des premiers récipiendaires de l'aide américaine en Afrique. Selon le journal *Le Monde* alors,

Djibouti a toutes les raisons d'entretenir les meilleures relations possible avec les États-Unis. La location du camp Lemonier rapporte 30 millions de dollars par an au Trésor djiboutien, et la présence militaire américaine a pour effet d'attirer les capitaux des pays du Golfe persique.³⁵⁴

Djibouti a également bénéficié de prêts importants dans le cadre du programme FMF³⁵⁵. Lallemand souligne que les grandes firmes de relations publiques et de lobbying (*Gallagher Group, Foley Hoag LLP* et *BKSH & Associates*), employées par le gouvernement autoritaire djiboutien à la suite du 11 septembre ont fait un excellent travail, dont la population n'a cependant pas bénéficié :

In September 2002, when the Americans renegotiated the deal to include use of the nearby harbor and the Djibouti-Ambouli International Airport, Djibouti used its post-9/11 leverage to make sure it was sufficiently compensated. Although Djibouti's total U.S. aid is modest compared with the amounts some larger countries receive, few other countries have seen a more dramatic increase in U.S. military aid since 9/11: Djibouti's take of U.S. taxpayer money in the three years after 9/11 stood at more than \$53 million, a more than 30-fold increase from the \$1.6 million in the three years prior. Last year, the Lemonier lease was again renegotiated, this time to expand the base to nearly 500 acres. The lease had been costing the U.S. about \$30 million a year; the new terms were not disclosed. [...] Djibouti's pre-9/11 aid was mostly State Department money for removal of land mines and counterterrorism training. In the three years after 9/11, Economic Support Fund, a catchall funding source Washington uses to funnel aid to key allies, shot up from zero to \$25 million. Foreign Military Financing increased from \$100,000 total in the three years before the attacks to more than \$21 million in the three years after. Djibouti was also the recipient of more than \$5 million of the Pentagon's new post-9/11 Coalition Support Funds. [...]

³⁵⁴ Laurent Zecchini, *loc. cit.*

³⁵⁵ Daniel Volman, *loc. cit.*, p. 2.

*Apart from military aid and rent for base access, the U.S. Agency for International Development chipped in \$4.95 million for fiscal 2006 with programs focused on education, health, food security, democracy and good governance.*³⁵⁶

Les soldats américains étaient censés combattre le terrorisme de manière « conventionnelle » à partir de Djibouti. Cependant, la menace ne s'est pas manifestée de la manière dont ils pensaient, selon le contre-amiral américain James Hart³⁵⁷. Les seules opérations militaires qui ont été conduites à partir de la base concernent l'attaque américaine de 2002 au Yémen, qui s'est soldée par six morts dont un aurait été un membre Al-Qaida, et l'attaque de janvier 2007 contre de supposés camps d'Al-Qaida dans le sud de la Somalie³⁵⁸. Outre cela, la base serait utilisée dans le cadre des « *extraordinary renditions* », c'est-à-dire pour la conduite d'interrogations sous torture d'étrangers³⁵⁹. En d'autres mots, il n'y a pas de menace importante « réelle » à combattre, seulement une menace « potentielle ». Pour contrer cette dernière, les soldats se sont lancés dans des projets de développement³⁶⁰. Cependant, contrairement aux 2900 soldats français qui s'y trouvent depuis 1962,

Les 1 800 Américains du camp Lemonier vivent en vase clos, dans une autarcie aseptisée et sécurisée. Lorsqu'ils sortent, c'est à bord de 4 × 4 Toyota blancs banalisés. Pour les patrouilles de sécurité, souvent effectuées avec les forces djiboutiennes, ils montent dans leurs Humvees surmontés d'une mitrailleuse, et leur équipement est le même qu'en Irak, même s'il s'agit de « construire une relation de confiance avec les 'locaux' », comme l'explique, imperturbable, le major Brian Kellner, de la 6e Provisional Security Company (PSC).³⁶¹

³⁵⁶ Alain Lallemand, « Profiteering on Location: Djibouti's Repressive Regime, Not Its People, Has Prospered Since 9/11 », *The Center for Public Integrity* (Washington, DC), 22 mai 2007. En ligne, <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/report.aspx?aid=858>, consulté le 10 mars 2008.

³⁵⁷ Laurent Zecchini, *loc. cit.*

³⁵⁸ Alain Lallemand, *loc. cit.*

³⁵⁹ *Ibid.*

³⁶⁰ Pour la liste officielle américaine voir le *fact sheet* sur le site Internet de la CJTF-HOA. En ligne, <http://www.hoa.centcom.mil/factsheet.asp>, consulté le 11 mars 2008.

³⁶¹ Laurent Zecchini, *loc. cit.*

Selon le même journaliste, « [L]es Américains ont récemment renouvelé leur bail de cinq ans, avec une option pour dix années supplémentaires. Fin juillet [2007], ils prendront possession des centaines de conteneurs-vie alignés dans la vaste zone qui va multiplier par cinq la surface du camp Lemonier.³⁶² »

L'Éthiopie est un autre État de front très important dans la « guerre contre le terrorisme ». Les États-Unis l'ont assistée lors de son invasion de la Somalie et son assistance militaire a augmenté de dix-sept fois entre 2001 et 2004³⁶³. L'aide humanitaire pour Addis Abeba a également considérablement augmenté. En 2005, par exemple, l'Éthiopie a reçu 460 millions \$US de l'USAID grâce à sa position stratégiquement importante pour Washington³⁶⁴. Malgré ses flagrants abus des droits humains,

*Ethiopia received a huge increase in military assistance from the United States in the three years after 9/11 — from \$928,000 in the period 1999-2001 to \$16.7 million between 2002 and 2004. In fact, in 2005 — a year of contested Ethiopian parliamentary elections when government forces detained, beat and killed opposition members, journalists and intellectuals — Ethiopia received \$7 million in Foreign Military Financing funding, an amount nearly equal to the FMF total from the previous two years combined.*³⁶⁵

Bien que les gouvernements des États-Unis et de l'Éthiopie affirment qu'il n'a pas été question d'un *quid pro quo*, l'assistance militaire américaine – dans le cadre des programmes FMF, IMET et le *Regional Defense Counterterrorism Fellowship Program* - a commencé à augmenter dès que l'Éthiopie a déclaré

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ The Center for Public Integrity, *U.S. Military Aid Before and After 9/11*. En ligne, <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/World.aspx>, consulté le 1er avril 2008.

³⁶⁴ John Prendergast et Colin Thomas-Jensen, « Blowing the Horn », *Foreign Affairs*, vol. 86, no 2 (mars-avril 2007), p. 62.

³⁶⁵ Mutegi Njau, « An Incentive to Clamp Down: Profiteering on Location: With U.S. Prodding, 3 East African Nations Get Tough on Terrorist Suspects - Even When Evidence Is Lacking », *The Center for Public Integrity* (Washington, DC), 22 mai 2007. En ligne, <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/report.aspx?aid=873>, consulté le 10 septembre 2007.

qu'elle rejoindrait la « *coalition of the willing* » et qu'elle coopérerait dans la « guerre contre le terrorisme »³⁶⁶. En outre,

*In January 2007, in the midst of Ethiopia's offensive against the Islamists in Somalia, the U.S. government allowed Ethiopia to complete a secret arms purchase from North Korea, The New York Times reported in April. The deal, a possible violation of United Nations restrictions imposed on North Korea in October 2006 because of the country's unwillingness to cooperate with international nuclear weapons inspectors, appears to be another example of the difficult, and sometimes contradictory, compromises the Bush administration has had to make in the war on terror. The U.S. had been one of the most important sponsors of the North Korean sanctions at the United Nations.*³⁶⁷

Lorsque les États-Unis trouvent que l'Éthiopie « exagère » dans ses abus des droits de l'homme, celle-ci peut compter sur une réaction discrète et non sur des conséquences de taille. Par exemple, Stohl et al. remarquent :

*Humvee military vehicles sold to Ethiopia by the United States for counterterrorism operations were used by the government to fire on civilian protestors during the riots that followed the May elections and during which 85 people were killed. As a result, the U.S. government has banned future sales of Humvees to Ethiopia, but other forms of military assistance continue.*³⁶⁸

Le **Kenya** est également un État de ligne de front dans la « guerre contre le terrorisme ». Il sert de point d'ancrage à l'EACTI et a assisté les États-Unis dans leur tentative de capturer des terroristes présumés qui fuyaient la Somalie lors de l'invasion éthiopienne de décembre 2006. Ainsi, les forces de sécurité kenyanes ont, entre autres, reçu 10 millions \$US en 2003 pour former la *Kenyan Anti-Terror Police Unit*³⁶⁹ et 14 millions l'année suivante³⁷⁰. En outre,

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ *Ibid.*

³⁶⁸ Rachel Stohl, *op. cit.*, p. 45.

³⁶⁹ Peter Kagwanja, *loc. cit.*, p. 82-83.

³⁷⁰ Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *loc. cit.*, p. 56.

*In an interview, former U.S. Ambassador William Bellamy estimated that of about \$100 million allocated by the U.S. for a new anti-terrorism initiative in East Africa, Kenya would receive \$30 million to \$40 million. ICIJ's database show that post-9/11 money from the Foreign Military Financing program to Kenya rose dramatically, to more than \$22 million in the three years following September 11 from just \$1 million in the three years prior. ICIJ also found that Kenya is one of the top recipients of anti-terrorism training under the U.S. Defense Department's new Regional Defense Counterterrorism Fellowship Program, receiving more than \$1.1 million since 2002.*³⁷¹

Selon le *Center for Defense Information*, l'assistance militaire allouée au Kenya par les États-Unis était presque huit fois plus élevée lors des cinq ans qui ont suivi le 11 septembre 2001 que lors des cinq ans précédents³⁷². Il n'est donc guère surprenant que des États pauvres, comme l'Érythrée³⁷³ et Sao Tomé-et-Principe, qui cherche à assurer la protection de ses réserves de pétrole³⁷⁴, ont « généreusement » offert d'être les hôtes des prochaines bases militaires en Afrique.

Les relations entre **le Soudan** et les États-Unis se sont considérablement améliorées depuis le 11 septembre 2001, bien que le gouvernement américain, à la demande de groupes de pression influents, condamne fréquemment la situation du Darfour. En effet,

[T]he Global War on Terror made Bashir understandably nervous: his regime's history made it a soft target. He offered more counter-terrorist co-operation. His security chief, Salah Gosh, widely suspected of command responsibility for the extreme violence in Darfur and elsewhere, has visited both London and Washington DC to discuss Khartoum's extensive files on the terrorists it once hosted. Bashir, Gosh, Nafie and others live on their nerves: they know they are implicated, and will sacrifice anything except themselves to stay in power. Last month [August 2005],

³⁷¹ Mutegi Njau, *loc. cit.*,

³⁷² Rachel Stohl, *op. cit.*, p. 74.

³⁷³ Adekeye Adebajo, *loc. cit.*, p. 181.

³⁷⁴ BBC, *US Naval Base to Protect Sao Tome Oil*, BBC (Londres), 22 août 2002. En ligne. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/2210571.stm>, consulté le 14 May 2008.

*al-Qaida added the Sudan government to its list of targets, accusing it of selling out.*³⁷⁵

La coopération soudanaise rapporte beaucoup à Khartoum d'un point de vue politique. Selon Prendergast et Colin Thomas-Jensen, le gouvernement sait qu'il n'a rien à craindre des États-Unis tant qu'il les aide³⁷⁶. L'aide soudanaise concerne principalement le domaine du renseignement, tant à l'intérieur du pays, qu'en Irak, où des membres des services secrets soudanais font de l'espionnage pour les Américains³⁷⁷. Khartoum a également aidé les États-Unis en Somalie, en communiquant avec les Tribunaux islamiques dans le dessein de localiser des membres présumés d'Al-Qaida³⁷⁸. Cette aide a certainement bénéficié au gouvernement soudanais; en termes d'assistance militaire, mais surtout d'un point de vue politique : en octobre 2003 et en avril 2004, lorsque les massacres des civils au Darfour s'intensifiaient, la Maison-Blanche rapportait au Congrès que le gouvernement soudanais négociait en toute bonne foi avec la SPLA³⁷⁹. En outre, le 17 septembre 2001, le Conseil de sécurité des Nations Unies allait délibérer sur le renouvellement des sanctions diplomatiques contre le Soudan, qui étaient entrées en vigueur depuis son implication dans la tentative d'assassinat du président égyptien Moubarak en 1995. Comme Washington avait décidé de travailler avec Khartoum dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », il vota contre³⁸⁰.

La situation de l'Érythrée a sensiblement évolué au cours des dernières années. Au début très friande de s'ajouter à la liste des alliés américains, elle est aujourd'hui menacée d'être placée sur la liste américaine des *State Sponsors*

³⁷⁵ Alex De Waal, « Chasing Ghosts: Alex de Waal on the Rise and Fall of Militant Islam in the Horn of Africa », Social Science Research Council: *Contemporary Conflicts*, 1 septembre 2005, p. 9. En ligne, http://conconflicts.ssrc.org/hornofafrica/chasing_ghosts/, consulté le 8 avril 2008.

³⁷⁶ John Prendergast et Colin Thomas-Jensen, *loc. cit.*, p. 66.

³⁷⁷ Greg Miller et Josh Meyer, « U.S. Relies on Sudan Despite Condemning It », *Los Angeles Times* (Los Angeles), 11 juin 2007, A1.

³⁷⁸ *Ibid.*

³⁷⁹ John Prendergast et Colin Thomas-Jensen, *loc. cit.*, p. 66.

³⁸⁰ Alex de Waal (dir.) et A.H. Abdel Salam, *op. cit.*, p. 241.

of *Terrorism*, parce qu'elle soutient les Tribunaux islamiques somaliens³⁸¹. Notons qu'après le 11 septembre, l'Érythrée a bénéficié d'aide américaine d'ordre militaire. Cependant, si Washington soutient le combat du gouvernement contre les islamistes locaux, il s'en est toujours méfié, notamment à cause de son style de politique étrangère, perçu comme agressif³⁸². En outre, une alliance avec l'Érythrée pourrait nuire aux relations étroites que Washington entretient avec Addis Abeba.

Si des doutes subsistaient encore par rapport au lien entre le statut d'allié soumis des États-Unis et l'aide accordée à ces États, nous n'avons qu'à examiner le cas du Kenya. Lorsque Mwai Kibaki, le président kenyan, cédant aux pressions émanant de la société civile, a déclaré qu'il n'était ni prêt à signer les fameux accords concernant l'exemption des troupes américaines de la juridiction de la Cour pénale internationale de La Haye, ni à forcer l'implantation d'une législation antiterroriste équivalente au *Patriot Act* américain³⁸³, Washington n'a pas hésité à réduire substantiellement le budget de l'entraînement et l'équipement militaire de l'État récalcitrant³⁸⁴. Puisque le Kenya est un pays que l'on qualifie de démocratie émergente, certains accusent alors les États-Unis de tenter de miner la souveraineté de cet État et de nuire à son processus de démocratisation³⁸⁵.

En résumé, il est inquiétant que le gouvernement américain militarise son aide et que cette aide ait comme unique conditionnalité le statut d'allié américain. En armant ses alliés africains instables, qui ou quoi compte-t-il protéger? Notons que cette tendance, évocatrice de la guerre froide, ne semble

³⁸¹ Simon Tisdall, « Hornets' Nest in the Horn of Africa », *The Guardian* (Londres), 20 septembre 2007. En ligne, http://commentisfree.guardian.co.uk/simon_tisdall/2007/09/hornets_nest_in_the_horn.html, consulté le 28 mars 2008.

³⁸² Peter Woodward, *op. cit.*, p. 149.

³⁸³ Joel D. Barkan, *loc. cit.*, p. 100.

³⁸⁴ Mark Mazzetti, « U.S. Cuts in Africa Hurt War on Terror and Increase China's Influence, Officials Say », *New York Times* (New York), 23 juillet 2006, final, section 1, p. 12.

³⁸⁵ Joel D. Barkan, *loc. cit.*, p. 87.

pas s'estomper : les ventes d'armes aux États de l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 80 % entre 2006 et 2008, atteignant 92 millions \$US³⁸⁶.

3.3 Un survol des contestations principales émanant de la société civile et des O.N.G.

L'alliance de ces pays avec les États-Unis n'est généralement pas vue d'un œil favorable dans la société civile africaine et auprès des organisations luttant pour les droits de l'homme. Selon celles-ci, il est extrêmement problématique que l'administration Bush distribue de l'aide à n'importe quel gouvernement qui se déclare être son allié, qu'elle militarise le développement et l'aide en général³⁸⁷ et qu'elle impose sa stratégie antiterroriste, sans égard pour le risque de déstabilisation pour les États concernés³⁸⁸. En outre, le gouvernement américain a orienté son approche vers des chefs d'État qu'il percevait comme forts, au lieu de promouvoir des réformes économiques et politiques³⁸⁹.

3.3.1 La problématique des droits de l'homme

Les sceptiques à l'égard de l'approche américaine en Afrique deviennent de plus en plus nombreux : seulement le terrorisme, la sécurité et l'intérêt national des États-Unis semblent intéresser les Américains et non les réformes démocratiques³⁹⁰. Notamment les activistes locaux³⁹¹ pour les droits de

³⁸⁶ Gerald LeMelle, *Africa Policy Outlook 2008*. Washington, DC: Foreign Policy in Focus, 7 février 2008, p. 2. En ligne, <http://www.africaaction.org/>, consulté le 28 mars 2008.

³⁸⁷ Notons qu'un rapport récent du groupe *Refugees International* souligne que la militarisation de l'aide a commencé il y a une dizaine d'années : « Between 1998 and 2005, the percentage of Official Development Assistance the Pentagon controlled exploded from 3.5% to nearly 22%, while the percentage controlled by the U.S. Agency for International Development (USAID) shrunk from 65% to 40%. » Mark Malan, *U.S. Civil-Military Imbalance for Global Engagement: Lessons from the Operational Level in Africa*, Washington, DC: Refugees International, juillet 2008, p. i. En ligne, <http://www.refugeesinternational.org/content/issue/detail/10761>, consulté le 18 juillet 2008.

³⁸⁸ Voir par exemple Milan Vessely, « US Rolls Out Red Carpet for Kibaki », *African Business* (Londres), no 293 (2003), p. 20.

³⁸⁹ Donald Steinberg, « Bush in Africa: A Continent Adrift », *YaleGlobal* (New Haven), 18 février 2008, p. 2. En ligne, <http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=10383>, consulté le 26 mars 2008.

³⁹⁰ Adekeye Adebajo, *loc. cit.*, p. 180.

L'homme se déclarent outrés par les abus de la police antiterroriste américaine et locale³⁹². Diverses marches de protestation ont eu lieu à Nairobi pour dénoncer ces abus et *Amnesty International* y a consacré un rapport dont les conclusions sont alarmantes³⁹³. Les investigateurs d'*Amnesty* ont constaté au Kenya

- *The use of torture and other ill-treatment during detention including physical abuse;*
- *Detention of suspects without charge in undisclosed locations and without access to a lawyer or relatives;*
- *The holding of suspects in degrading and unsanitary conditions without access to medical care when needed;*
- *Harassment of family members and the arbitrary detention of relatives to put pressure on suspects to hand themselves in;*
- *The failure of police to show warrants when arresting individuals or conducting searches of property.*³⁹⁴

Surtout à Mombasa, ville portuaire majoritairement musulmane d'une grande importance stratégique pour les États-Unis, les plaintes concernant des arrestations illégitimes s'accumulent. La population locale y a l'impression d'être visée uniquement parce qu'elle est musulmane et réagit particulièrement mal à la répression croissante en raison de ses souvenirs récents des détentions arbitraires et des pratiques de torture qui étaient monnaie courante sous le régime de Daniel arap Moi³⁹⁵.

Il est curieux que les « meilleurs élèves » américains, comme l'Éthiopie, soient également les plus critiqués pour leur mépris des droits de l'homme. En outre, les abus des droits de l'homme se sont intensifiés depuis le 11

³⁹¹ La critique est reprise par les organisations internationales de lutte pour les droits de l'homme. Voir *Amnesty International, Kenya: The Impact of « Anti-terrorism » Operations on Human Rights, op. cit.* Et *Human Rights Watch, World Report 2003*, États-Unis : Human Rights Watch, 2003. En ligne, <http://hrw.org/wr2k3/download.html>, consulté le 8 avril 2007.

³⁹² Entrevue avec Patrick Ochieng, directeur du « Ujamaa Center », Kenya, Mombasa, 27 janvier 2007.

³⁹³ *Amnesty International, Kenya: The Impact of « Anti-terrorism » Operations on Human Rights, op. cit.*

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ Joel D. Barkan, *loc. cit.*, p. 98. *Amnesty International, Kenya: The Impact of « Anti-terrorism » Operations on Human Rights, op. cit.*, p. 7.

septembre. Dans la Corne, depuis le début de la « guerre contre le terrorisme », les détentions arbitraires et les transferts illégaux de prisonniers chargés d'aucun crime se comptent par centaines³⁹⁶. Comme le dit si bien Kenneth Roth : pour les États-Unis, il ne suffit pas d'être *contre* le terrorisme, il faut être *pour* les valeurs sous-jacentes à l'idée qu'il est inadmissible d'attaquer des civils, c'est-à-dire les valeurs des droits de l'homme³⁹⁷. Selon lui, il est extrêmement problématique qu'un pays avec une telle influence dans le monde bafoue les droits de l'homme dans sa « croisade » :

*Because of the leadership role that the U.S. government so often has played in promoting human rights, the weakening of its voice weighs heavily, particularly in some of the frontline countries in the war against terrorism, where the need for a vigorous defense of human rights is great. This degrading of international standards threatens to come back to haunt the United States.*³⁹⁸

Depuis le 11 septembre, de nombreux gouvernements ont effectivement intensifié la répression vis-à-vis des opposants sous couvert de la lutte contre le terrorisme³⁹⁹. En outre, la « guerre contre le terrorisme » a exacerbé les tensions existantes entre les communautés de différentes religions⁴⁰⁰. Ainsi, Paul Hoffman, ancien président du Comité exécutif international d'*Amnesty International*, conclut :

The way this 'war' is being waged is itself a threat to human security. By challenging the framework of international human rights and humanitarian law, so painstakingly developed over the last several decades, the 'war on terrorism'

³⁹⁶ Amnesty International, *Kenya/Ethiopia/Somalia. Horn of Africa: Unlawful Transfers in the 'War on Terror'*, AI Index: AFR 25/006/2007, juin 2007, p. 1. En ligne, <http://asiapacific.amnesty.org/library/Index/ENGAFR250062007?open&of=ENG-KEN>, consulté le 28 mars 2008.

³⁹⁷ Kenneth Roth, *op. cit.*, p. 114.

³⁹⁸ *Ibid.*, p. 113.

³⁹⁹ Jack Donnelly, *op. cit.*, p. 102.

⁴⁰⁰ Peter Kagwanja, *loc. cit.*, p. 73.

*undermines our security more than any terrorist bombing.*⁴⁰¹

Le résultat principal de la manière dont le gouvernement américain conduit sa « guerre contre le terrorisme » dans la Corne, semble être que la population locale s'« antiaméricanise ». Patrick Ochieng, le directeur du « Ujamaa Center », une O.N.G. basée à Mombasa, n'hésite pas à affirmer que la lutte contre le terrorisme à Mombasa n'a guère eu d'autres conséquences que l'aggravation des sentiments antibritanniques et antiaméricains au sein de la population⁴⁰². D'ailleurs, selon un sondage conduit en septembre 2003, 64 % des Kenyans s'opposent à la présence américaine croissante au Kenya⁴⁰³. Constatant le manque de présence *diplomatique* américaine⁴⁰⁴ sur le sol africain et les conséquences néfastes pour l'industrie touristique des avertissements aux voyageurs publiés par le gouvernement américain, Lyman et Morrison parviennent à une conclusion similaire : « *If it is to gain local support in Kenya and elsewhere, the United States must adopt a less heavy-handed approach.*⁴⁰⁵ » Barkan confirme que le sentiment antiaméricain parmi les Kenyans musulmans, jadis non existant, s'est sensiblement accru au cours des dernières années⁴⁰⁶. Ceci semble également être le cas à Djibouti, malgré les travaux de développement réalisés par le personnel de la CJTF-HOA dans le but d'apaiser la frustration de la population locale⁴⁰⁷.

En outre, des *leaders* de la société civile commencent à se demander si le problème du terrorisme au Kenya n'est pas le résultat de son alliance avec les États-Unis⁴⁰⁸. Enfin, le gouvernement américain est très critiqué parce qu'il n'a jamais récompensé les victimes africaines des attentats contre les ambassades

⁴⁰¹ Paul Hoffman, « Human Rights and Terrorism », *Human Rights Quarterly*, vol. 26, no 4 (novembre 2004), p. 933.

⁴⁰² Entrevue avec Patrick Ochieng, directeur du « Ujamaa Center », Kenya, Mombasa, 27 janvier 2007.

⁴⁰³ Brennan M. Kraxberger, *loc. cit.*, p. 63.

⁴⁰⁴ Contrairement à la (trop) importante présence militaire.

⁴⁰⁵ Princeton N. Lyman et J. Stephen Morrison, *loc. cit.*, p. 78.

⁴⁰⁶ Joel D. Barkan, *loc. cit.*, p. 98.

⁴⁰⁷ Alain Lallemand, *loc. cit.*, p. 2.

⁴⁰⁸ Joel D. Barkan, *loc. cit.*, p. 98.

américaines qui ont eu lieu en 1998 au Kenya et en Tanzanie⁴⁰⁹ et que son aide au moment des attentats était principalement dirigée vers les ressortissants américains⁴¹⁰. La fameuse conquête des « *hearts and minds* », qui est censée être essentielle dans la « guerre contre le terrorisme », est donc loin d'être gagnée. Les paroles d'un fonctionnaire du Département d'État en disent beaucoup : « *We've got a big image problem down there [in Africa]. Public opinion is really against getting into bed with the United States. They just don't trust the United States.*⁴¹¹ »

Cette méfiance se perçoit notamment dans l'opposition vigoureuse des Chefs d'État africains à AFRICOM et les titres de journaux à ce propos dans la presse africaine : « *"A Scramble for the Continent We May Not Gain From"; "New U.S. Command Will Militarise Ties with Africa"; "World's Biggest Military Comes to Town"; "SADC Shuns Spectre of U.S. Africom Plans"; "AFRICOM: Wrong for Liberia, Disastrous for Africa".* »⁴¹² Berschinski éclaire la réception froide d'AFRICOM :

*Pointing to Iraq, Africans worry that AFRICOM signals the export of a militarized U.S. foreign policy. They fear the reintroduction of Cold War-era arms sales and U.S. support for repressive regimes. Citing hundreds of years of colonial subjugation, they accuse the United States of neo-imperialism and resource exploitation. And far from alleviating the continent's insecurity, they fear that AFRICOM will incite, not preclude, terrorist attacks.*⁴¹³

3.3.2 La problématique de la focalisation sur des objectifs à court terme

La deuxième grande problématique entourant la stratégie américaine est fortement liée à la première. En effet, de nombreux africanistes critiquent non

⁴⁰⁹ BBC Afrique, *La guerre contre la terreur en Afrique*. En ligne, http://www.bbc.co.uk/french/news/story/2007/01/070108_conflitsregiono.shtml, consulté le 28 mars 2008.

⁴¹⁰ Voir Obwogo Subiri, *The Bombs that Shook Nairobi and Dar. A Story of Pain and Betrayal*, Nairobi: Obwogo & Family Publishers Limited, 1999.

⁴¹¹ Conn Hallinan, « The Right Gets Africa Wrong », *loc. cit.*, p. 4.

⁴¹² Robert G. Berschinski, *op. cit.*, p. 7.

⁴¹³ *Ibid.*, p. 7.

seulement la diversion de l'assistance au développement et la démocratisation vers tout ce qui est lié au contre-terrorisme, mais également le fait qu'on cherche à éliminer les terroristes présumés, mais non pas les causes du terrorisme⁴¹⁴. La conclusion de Berschinski va dans ce sens : « *Operations [...] though couched in a larger framework of development, long-term counterinsurgency, and a campaign to win "hearts and minds," have nonetheless relied on offensive military operations focused on short-term objectives.*⁴¹⁵ » L'invasion éthiopienne/américaine de la Somalie à la suite de l'arrivée au pouvoir des Tribunaux islamiques est un parfait exemple d'une opération militaire qui n'a pas du tout été bien accueillie. En effet, « *Though unabashedly Islamist, the Courts had been generally well-regarded by Mogadishu's notably nonfundamentalist population. After 15 years of near-constant violence, the group brought a much needed respite to the war-torn capital.*⁴¹⁶ »

Il n'est donc guère surprenant que l'antiaméricanisme dans la région se soit accru. Dans ce sens, non seulement les causes du terrorisme ne sont pas abordées, elles sont aggravées. De plus, le soutien américain à l'Éthiopie (qui soutient le gouvernement somalien de transition) a donné lieu à plus d'instabilité régionale et à l'embrasement de tensions historiques entre l'Éthiopie et l'Érythrée (qui soutient les Tribunaux islamiques)⁴¹⁷. Selon Lyons, le pouvoir du gouvernement de transition s'est sensiblement affaibli depuis qu'il est associé à l'Éthiopie et aux États-Unis⁴¹⁸. Et, les conséquences des efforts américains pour combattre les islamistes somaliens ne s'arrêtent pas là : « *By helping to secretly "render" suspected Somali militants to Ethiopian prisons for*

⁴¹⁴ Adekeye Adebajo, *loc. cit.*, p. 180

⁴¹⁵ Robert G. Berschinski, *op. cit.*, p. v.

⁴¹⁶ *Ibid.*, p. 41.

⁴¹⁷ Terrence Lyons, *Avoiding Conflict in the Horn of Africa: U.S. Policy Toward Ethiopia and Eritrea*, Washington, DC: Council on Foreign Relations Press, décembre 2006, p. 18.

⁴¹⁸ Marina Walker Guevara, « Allegiance Rewarded: Ethiopia Reaps U.S. Aid by Enlisting in War on Terror and Hiring Influential Lobbyists », *The Center for Public Integrity* (Washington, DC), 22 mai 2007, p. 3. En ligne, <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/report.aspx?aid=864>, consulté le 10 septembre 2007.

*interrogation by US agents, Kenya may also have jeopardised its status as a neutral mediator won during years of patient diplomacy among Somalia's warring clans.*⁴¹⁹ »

Ainsi, la stratégie contre-terroriste actuelle dans la Corne est perçue par de nombreuses organisations comme étant contreproductive. L'*International Crisis Group*, par exemple, considère également que le gouvernement américain s'attaque uniquement aux symptômes et non aux causes des problèmes dans le cas de la Somalie⁴²⁰ et met le gouvernement américain en garde contre un retour de flamme émergent.

*Few Somalis believe there are terrorists in their country, and many regard the American-led war on terrorism as an assault on Islam. Unidentified surveillance flights, the abduction of innocent people for weeks at a time on suspicion of terrorist links, and cooperation with unpopular faction leaders all add to public cynicism and resentment. Without public support, even the most sophisticated counter-terrorism effort is doomed to failure.*⁴²¹

L'organisation explique en outre que le gouvernement de transition profite de la « guerre contre le terrorisme » pour mettre les disparitions de ses opposants organisées par ses supporteurs sur le dos des islamistes⁴²². Il observe que, s'il y a très peu d'extrémistes en ce moment, le danger existe que les *djihadistes* trouvent de nombreuses nouvelles recrues si les incursions éthiopiennes et les activités américaines persistent. Des Somaliens expliquent alors que même ceux qui ne soutiennent pas les islamistes prendront toujours leur parti plutôt que celui des Éthiopiens⁴²³. À leurs yeux, les États-Unis et l'Éthiopie n'ont simplement pas la légitimité requise pour intervenir sur leur territoire.

⁴¹⁹ Matthew Green, « Increasingly Difficult to Remain Neutral over Somalia », *The Financial Times* (Londres), 13 juin 2007.

⁴²⁰ International Crisis Group, « Counter-Terrorism in Somalia: Losing Hearts and Minds? », *Africa Report*, no 95 (11 juillet 2005), p. 18.

⁴²¹ *Ibid.*, p. 1.

⁴²² *Ibid.*

⁴²³ *Ibid.*, p. 3.

Les voix émanant du domaine de la défense des droits de l'homme avertissant que les démocraties fragiles et la paix précaire entre les États de la Corne sont menacées par la militarisation des politiques africaines des États-Unis sont donc nombreuses. À cela, le groupe *Refugees International*, très critique de la diversion des fonds pour l'Afrique traditionnellement alloués au département d'État et aux agences d'aide américaines vers les activités de la Défense, ajoute :

The resultant militarization of aid in an effort to prevail in the war against terrorism and in pursuit of national security objectives is unlikely to enhance either national security or the ability of the U.S. to achieve its foreign policy goals. The history of counter-insurgency, as well as development theory and practice, points rather towards long-term failure. Despite all the talk of "Smart Power," it is clear that the U.S. has not been very smart in its "3D" approach to bolstering weak, fragile, failing or failed states. While the gains of targeted aid harnessed in pursuit of the fight against terrorism remain dubious at best, the U.S. has no coherent long-term foreign assistance strategy in the fight against global poverty.⁴²⁴

3.3.3 Opposition à l'intérieur des États-Unis

Aux États-Unis, de nombreux journalistes, africanistes et groupes de pression condamnent également l'approche américaine vis-à-vis de l'Afrique. La *National Conference of Black Lawyers*, par exemple, a écrit un mémorandum pour expliquer son opposition à AFRICOM et appelle à un boycott :

The National Conference of Black Lawyers (NCBL) concludes that the mission of Africa Command (Africom) infringes on the sovereignty of African states due to the particularity of Africa's history and Africa's current economic and political relationship to the United States. Further, Africom is designed to violate international law standards that protect rights to self-determination and that prohibit unprovoked military aggression. Africom is also likely to become a device for the foreign domination and exploitation of Africa's natural resources to the

⁴²⁴ Mark Malan, *op. cit.*, p. 39.

*detriment of people who are indigenous to the African continent.*⁴²⁵

TransAfrica Forum, le plus grand et le plus ancien groupe de pression afro-américain luttant pour une politique étrangère plus juste vis-à-vis de l'Afrique, condamne aussi AFRICOM. Selon deux de ses représentants, Nicole Lee et Danny Glover,

*Africom is a dangerous continuation of US military expansion around the globe. Such foreign-policy priorities, as well as the use of weapons of war to combat terrorist threats on the African continent, will not achieve national security. Africom will only inflame threats against the United States, make Africa even more dependent on external powers and delay responsible African solutions to continental security issues.*⁴²⁶

Africa Action, un autre groupe de pression américain de taille, condamne la militarisation de la politique étrangère américaine actuellement poursuivie vis-à-vis du continent africain⁴²⁷. Washington est accusé de ne pas respecter ses propres idéaux démocratiques lorsque cela interfère avec ses alliances stratégiques. En outre, l'organisation est radicalement opposée à AFRICOM :

*Military commands are simply not designed to do humanitarian work. For commissioned officers and the Defense Department, humanitarian work will never trump military objectives. This reality was clearly illustrated in Iraq when the State Department and humanitarian groups were simply cut out of planning discussions around the build up to the invasion and its aftermath. AFRICOM appears likely to follow a similar trajectory.*⁴²⁸

Même les membres de la Chambre des Représentants des États-Unis s'intéressent de plus en plus à ce que leur gouvernement fait en Afrique. Charles Rangel de New York, par exemple, a écrit une lettre à la Défense,

⁴²⁵ Mark P. Fancher, Jeffrey L. Edison et Ajamu Sankofa, « Africom Threatens the Sovereignty, Independence and Stability of the African Continent », *National Conference of Black Lawyers*, 15 janvier 2008, p. 1. En ligne, <http://www.nabl.org/default.htm#news>, consulté le 18 mars 2008.

⁴²⁶ Nicole C. Lee et Danny Glover, « Say No to Africom », *The Nation* (New York), 19 novembre 2007. En ligne, http://www.thenation.com/doc/20071119/glover_lee, consulté le 26 mars 2008.

⁴²⁷ Gerald LeMelle, *loc. cit.*, p. 1.

⁴²⁸ *Ibid.*, p. 3.

exprimant ses soucis à propos de l'expansion de la présence militaire américaine en Afrique⁴²⁹. Son collègue Donald Payne, le président du sous-comité sur l'Afrique et la santé globale qui dépend du comité de la Chambre en charge des Affaires étrangères, critique régulièrement la militarisation de l'aide américaine en Afrique⁴³⁰. Enfin, Christopher Smith a introduit en 2006 un projet de loi visant à limiter l'assistance militaire accordée à l'Éthiopie jusqu'à ce que celle-ci libère ses prisonniers politiques⁴³¹. Ce projet n'a même jamais été débattu dans la Chambre⁴³².

Les critiques aux États-Unis s'intensifient au fur et à mesure qu'il appert que la stratégie américaine dans la Corne est une source à la fois de ressentiment envers les États-Unis et d'instabilité régionale – ce qui risque fortement de se retourner contre eux, notamment sous la forme de « *blowback* »⁴³³.

La stratégie américaine dans la Corne, qui vise à armer les États africains alliés, mettre en place des lois antiterroristes répressives, assurer la présence des forces armées américaines sur le continent et exécuter des frappes stratégiques contre les terroristes présumés⁴³⁴, est problématique pour plusieurs raisons. Plus particulièrement, l'insistance sur le militaire a causé : 1) une diversion des ressources vers des initiatives d'ordre sécuritaires et militaires; 2) la déstabilisation croissante de la Corne; 3) une croissance de l'antiaméricanisme; 4) l'érosion des gains qui avaient été faits dans le domaine

⁴²⁹ Africa Action, *Talking Points on President Bush's Trip to Africa and on the Bush Administration's Africa Policy*, Washington, DC, 7 juillet 2003, p. 3. En ligne, www.africaaction.org/newsroom/docs/BushtripTPs.pdf, consulté le 8 avril 2007.

⁴³⁰ Gerald LeMelle, *loc. cit.*, p. 1.

⁴³¹ Marina Walker Guevara, *loc. cit.*, p. 2.

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ Terme emprunté à Chalmers Johnson : « The CIA's term for the unanticipated consequences of unacknowledged actions in other people's countries. » Également le titre de son livre (publié en 2000) dans lequel il soutenait : « many aspects of what the American government had done abroad virtually invites retaliatory attacks from nations and peoples that had been victimized ». *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy and the End of the Republic*, New York: Metropolitan Books, 2004, p. 8.

⁴³⁴ Robert Tynes, *loc. cit.*, p. 110.

des droits de l'homme; 5) la fragilisation de démocraties dites émergentes et le renforcement des dictatures. Comme l'explique Tynes :

*Using numerous tools to stop terrorism might work in the short term because the policies address three of the four 'major fronts' of the problem: the capabilities of the terrorists, the intentions of the terrorists, and the defences against the terrorists. However, the fourth front – the roots of terrorism, or autocracy – appears to be receiving short shrift. In fact, the current US terrorism policies in Africa appear to be counter-productive, facilitating and/or maintaining autocratic styles of governance.*⁴³⁵

En tenant un discours de la menace qui a donné lieu à l'implantation de mesures de sécurité extraordinaires, il semblerait donc que l'administration Bush n'a fait qu'augmenter l'insécurité dans la région.

⁴³⁵ *Ibid.*

CONCLUSION

Le sujet de ce mémoire a été inspiré par les nombreuses contestations que la stratégie poursuivie par l'administration Bush dans la Corne de l'Afrique a engendrées. Nous avons également été frappés par la polarisation des auteurs dédiant des articles et des ouvrages à ce sujet. Tandis que les uns tentaient de convaincre que la Corne formait de plus en plus une menace pour la sécurité des États-Unis et que la politique étrangère américaine devait s'y adapter en conséquence, les autres soutenaient haut et fort que l'approche militarisée, prônée par les premiers, affectait négativement la sécurité de tous. La lutte pour l'attribution du sens est donc omniprésente dans le corpus relatif à la politique étrangère américaine poursuivie dans la Corne de l'Afrique.

Ainsi, le sujet se prêtait particulièrement bien à une analyse à la lumière de concepts constructivistes critiques, car les tenants de cette approche se distinguent par leur quête de comprendre la (re)production et la transformation de la conceptualisation des intérêts des acteurs à travers les pratiques discursives. Ils se demandent comment l'imaginaire sécuritaire qui a donné lieu à l'émergence d'une certaine stratégie ou politique a été formé. Plus spécifiquement, les constructivistes critiques s'intéressent à la formation de la notion d'« intérêt national » à travers l'identité qu'un État donné s'attribue et attribue aux autres. Le processus de désignation de menaces est une partie importante de leurs analyses, car parler c'est faire, c'est la manière humaine de faire du monde ce qu'il est⁴³⁶. En d'autres mots, pour comprendre le comportement des États, il est crucial d'analyser les significations attribuées par leurs représentants aux phénomènes qui nous entourent.

⁴³⁶ Nicholas Onuf, *op. cit.*, p. 59.

Dans cette optique, notre question de recherche était : de quelles pratiques représentationnelles la politique étrangère poursuivie par les États-Unis dans la Corne de l'Afrique depuis le 11 septembre a-t-elle émergé? De toute évidence, il est impossible de répondre à une telle question en quelques lignes et ce mémoire a subséquemment adopté la forme d'un essai.

Avant qu'un gouvernement puisse désigner ce qui le menace et ce qui est dans son « intérêt national », il délimite les frontières de son identité à travers le processus d'interpellation. Sans définition de « soi », il ne peut y avoir conception du système international et de l'identité de « l'Autre ». Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous avons vu que l'identité que « les États-Unis » s'attribuent traditionnellement a été renforcée à travers la représentation des attentats du 11 septembre 2001. Plusieurs lectures de ces attentats étaient possibles, dont par exemple celle qui postulait que les attentats étaient des actes criminels, symptomatiques de la politique étrangère interventionniste poursuivie par les États-Unis tout au long de la guerre froide. Or, les décideurs américains ont représenté les attentats comme des *actes de guerre contre la civilisation*, perpétrés par des fanatiques religieux *dénués de motivations politiques* cherchant à établir un empire, tels les Soviétiques à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale. En outre, il fut établi que les attentats ont pu avoir lieu à cause des *désordres d'ailleurs* qui devaient subséquemment être contenus et que le gouvernement américain devait se prémunir contre toute menace qui pouvait *potentiellement* émerger. La représentation des attentats comme actes de guerre est cruciale dans la compréhension de la politique étrangère américaine qui a émergé à la suite du 11 septembre, car elle a permis aux décideurs de déclarer la « guerre globale contre le terrorisme » et d'exiger que tout gouvernement se positionne pour ou contre eux.

Grâce à ces représentations, « les États-Unis » ont pu émerger discursivement comme victime innocente, dont l'identité et les valeurs fondatrices avaient été attaquées. Le 11 septembre a donc ouvert un espace propice à la réaffirmation des caractéristiques que les décideurs américains attribuent à leur pays depuis la Deuxième Guerre mondiale. « Les États-Unis » ont été interpellés via la réaffirmation de leur position de *leader* fondamentalement bon, courageux et déterminé, ainsi que celle de défenseur de la liberté, de la démocratie et de la civilisation. Cette autoreprésentation a une fonction politique importante, puisqu'elle légitime les interventions américaines à l'étranger qui paraissent alors comme inévitables et même vertueuses. Les discours officiels américains affirment, en effet, que face au nouvel ennemi barbare aux visées expansionnistes, le gouvernement américain n'a d'autre choix que d'assumer le rôle de protecteur/policier global.

À partir de ces représentations, de nombreux réseaux d'experts ont fait part de leurs analyses de la menace et des stratégies à adopter. Puisque ces réseaux ont une influence majeure sur les décisions du gouvernement, nous avons analysé leur discours portant sur la Corne de l'Afrique. De nombreux *think tanks* ont joué un rôle de taille dans l'interpellation des populations de la Corne. Les anciens représentants de l'État travaillant pour ces organisations ont adopté un discours étonnamment consensuel à propos des populations de la Corne de l'Afrique, qui ont été discursivement interpellées à travers la sécurisation de l'islam, des États fragiles, en déliquescence et défailants et du sous-développement. Par le biais de la sécurisation de ces phénomènes, qui ont été construits comme ayant un lien direct avec le terrorisme international, la Corne a émergé comme menace pour l'identité et pour *la sécurité des États-Unis* et non plus comme un souci d'ordre humanitaire.

Dans le deuxième chapitre, nous avons analysé de manière plus détaillée le processus d'interpellation des populations de la Corne dans le discours américain. Ce processus repose sur la sécurisation de plusieurs thèmes. En premier lieu, les « experts » ont noté que la situation de la Corne était alarmante à cause du nombre de musulmans qui s'y trouvent et de sa proximité du « monde » arabe. Cette « inquiétude » a pu être posée parce que l'islam - religion dépeinte en Occident depuis l'époque médiévale comme étant hostile, agressive et irrationnelle - est associé depuis le 11 septembre au terrorisme et à l'extrémisme. Cette association passe par plusieurs procédés discursifs, comme la représentation de l'islam comme une religion plus ou moins homogène, dont les croyants peuvent facilement céder à des idées extrémistes. Les populations musulmanes de la Corne ont ainsi été représentées comme étant généralement frustrées et promptes à être séduites par une idéologie radicale et antioccidentale/américaine. La Corne de l'Afrique émerge alors de ce discours comme l'hôte de populations musulmanes prêtes à être « infectées » par la menace islamiste, qui est amplifiée par son association discursive au fascisme et au communisme et qui prend la forme d'un virus dans le discours des « experts » américains. De manière générale, le « monde » musulman est construit comme un monde unitaire, faible, à prendre en charge si l'on veut éviter l'expansion de l'idéologie islamiste en son sein.

En deuxième lieu, la Corne de l'Afrique a émergé en tant que menace dans le discours américain à travers la sécurisation des États fragiles, en déliquescence et défailants. Traditionnellement, les « experts » considèrent que ce sont les États forts qui menacent la sécurité des autres États. Or, depuis le 11 septembre, un consensus a émergé sur le fait que ce sont les États faibles qui risquent de perturber l'ordre occidental, car l'on estime que ceux-ci permettent aux terroristes de s'organiser librement et qu'ils sont des terres de recrutement pour les groupes terroristes. Cette représentation sous-tend la

construction de la Corne comme une zone anarchique et hobbesienne, dont un effet de débordement (« *spillover* ») est à craindre. La sécurisation des États qui ne contrôlent pas (une partie de) leur territoire passe principalement par leur association discursive à l’Afghanistan. Ils sont caractérisés par leur faiblesse et leur susceptibilité à être « infectés » par l’islamisme. La Corne a particulièrement été affectée par la sécurisation des États en déliquescence et défaillants parce que les États qui s’y trouvent sont instables. Dans l’index des États défaillants de 2007 créé conjointement par *Foreign Policy* et le *Fund for Peace*, le Soudan figure en tête de liste, la Somalie est troisième, l’Éthiopie dix-huitième et le Kenya trente-et-unième. Ces États sont donc sous « alerte » et l’Érythrée et Djibouti s’en sortent avec un avertissement⁴³⁷. En outre, les États fragiles, en déliquescence et défaillants sont présentés comme particulièrement menaçants si la population y est musulmane, car la présence simultanée de ces deux caractéristiques assurerait l’émergence d’incubateurs du terrorisme. Il n’est donc guère surprenant que la Corne de l’Afrique, et spécifiquement la Somalie, soit fréquemment désignée comme étant l’une des parties les plus dangereuses de l’Afrique pour la sécurité des États-Unis.

En troisième lieu, la Corne a émergé discursivement comme menace pour la sécurité des États-Unis à travers la sécurisation du sous-développement. De nombreux « experts » estiment désormais que le sous-développement et la pauvreté forment des menaces à la stabilité globale via leur lien présumé avec le terrorisme. Depuis le 11 septembre, les enjeux de sécurité propres à la Corne – le conflit entre l’Éthiopie et l’Érythrée, le conflit du Darfour, l’instabilité du Kenya, la défaillance de l’État somalien, la pauvreté, la prévalence du VIH/SIDA, le chômage et le manque de bonne gouvernance – ont été présentés comme menaçants pour les États-Unis parce qu’ils inciteraient les populations musulmanes à se radicaliser ou, en d’autres mots, à devenir « antioccidentales ».

⁴³⁷ The Fund for Peace, *loc. cit.*

Dans le troisième et dernier chapitre, nous avons exposé la stratégie sécuritaire issue de la manière dont les populations des États-Unis et de la Corne de l’Afrique ont été interpellées dans les discours des experts et les discours officiels. Nous avons vu que cette rhétorique a justifié la multiplication d’opérations militaires dans la région, l’installation de la première base militaire officielle américaine du continent (la *Combined Joint Task Force - Horn of Africa* à Djibouti) et le lancement de programmes d’aide aux régimes se déclarant « alliés », sans égard pour leurs politiques internes. Depuis les attentats de 2001, les États-Unis tentent de « vaincre l’extrémisme » à travers des initiatives comme le programme sécuritaire régional *East Africa Counter-Terrorism Initiative* et trois programmes militaires (IMET, FMF et ACOTA), qui visent à renforcer la capacité des armées africaines pour que celles-ci assument la plus grande partie des activités contre-terroristes. Ils assurent également une présence militaire au Kenya, en Éthiopie et sur les côtes avec la *Task Force 150*. Financièrement, il y a eu une réorientation des ressources vers le militaire et la sécurité aux dépens des aspects non militaires de la « guerre contre le terrorisme ». Seulement une fraction du budget a été allouée aux aspects de la lutte contre le terrorisme qui visent à renforcer la sécurité humaine, la majorité du budget étant réservée à l’augmentation des capacités dans les domaines du contrôle des frontières et du renseignement. Au lieu d’un enjeu humanitaire, la région est donc de plus en plus traitée comme une menace à contenir. La création d’AFRICOM, commandement militaire unifié américain pour l’Afrique voué officiellement au développement et à l’aide humanitaire, est venue couronner cette évolution.

Ces évolutions sont des conséquences logiques des processus de sécurisation. L’insistance sur la nature anarchique de la Corne, par exemple dans le discours de James Swan, le sous-secrétaire d’État adjoint aux affaires

africaines⁴³⁸, implique que la répression est l'unique moyen pour « restaurer l'ordre » dans cet environnement. Par conséquent, il n'est pas étonnant que ce soient des militaires américains qui sont chargés de créer des liens avec les populations locales⁴³⁹ au lieu des civils et des diplomates. Similairement, la sécurisation des États faibles ou défaillants⁴⁴⁰, qui sont présentés comme étant complètement impuissants face à l'ennemi expansionniste islamiste déterminé à exploiter l'anarchie régnante, a donné lieu à une politique axée sur le renforcement des armées et des corps policiers pour que ceux-ci puissent contrôler les frontières et renverser les islamistes en Somalie.

L'effet principal de l'intégration de l'Afrique dans le discours de la menace américain a donc été, tel que le souligne Abrahamsen, la mise en place de « *policies of containment, or policing* »⁴⁴¹. En outre, ce discours a créé un espace politique dans lequel une ingérence plus extrême dans les affaires internes africaines, comme dans le cas de la Somalie, est légitimée. Dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme », il a également ouvert la porte au soutien financier et militaire américain aux régimes autocratiques se déclarant alliés et prêts à coopérer. Subséquemment, depuis le 11 septembre, Washington soutient activement les régimes au pouvoir au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti et a entamé un processus de normalisation de ses relations avec le Soudan.

Cette stratégie a été énormément critiquée en Afrique et aux États-Unis. De nombreux africanistes et organisations luttant pour les droits de l'homme reprochent à l'administration Bush de distribuer de l'aide à n'importe quel gouvernement qui se déclare être son allié, de militariser le développement et l'aide en général et d'imposer sa stratégie antiterroriste, sans égard pour le

⁴³⁸ James Swan, « U.S. Policy in the Horn of Africa », Kalamazoo, Michigan: 4th International Conference on Ethiopian Development Studies, Western Michigan University, 4 août 2007. En ligne, <http://www.state.gov/p/af/rls/rm/90573.htm>, consulté le 27 septembre 2007.

⁴³⁹ Jim Garamone, *loc. cit.*

⁴⁴⁰ Theresa Whelan, *loc. cit.*

⁴⁴¹ Rita Abrahamsen, *loc. cit.*, p. 681.

risque de déstabilisation pour les États concernés. En outre, le gouvernement américain a orienté son assistance vers des chefs d'État qu'il percevait comme forts, au lieu de promouvoir des réformes économiques et politiques. Enfin, l'on reproche au gouvernement américain de poursuivre une stratégie axée sur des objectifs à court terme (l'éradication des symptômes) et de contribuer à la déstabilisation de la région en soutenant, par exemple, l'Éthiopie lors de ses invasions de la Somalie. Ses invasions ont à la fois compromis la stabilité récemment acquise en Somalie et perturbé l'équilibre précaire entre l'Éthiopie et l'Érythrée⁴⁴².

Ironiquement, plus le gouvernement américain tente de mener une campagne pour gagner les « cœurs et esprits » de la population locale, moins cela semble fonctionner. De nombreux rapports et témoignages indiquent, en effet, que les populations musulmanes de la Corne se sentent de plus en plus visées injustement par les Américains et que la méfiance vis-à-vis d'eux monte en flèche. Ainsi, la stratégie qui a été mise en place après le 11 septembre paraît non seulement inefficace, mais pire, contre-productive. Même les auteurs d'un article récemment paru dans *Foreign Affairs*, qualifient la stratégie contre-terroriste, marquée par la coopération avec Addis Abeba et Khartoum, de désastre⁴⁴³. Selon ceux-ci, les frappes aériennes américaines en Somalie n'ont fait qu'accroître un sentiment anti-américain au sein de la population, ce qui favorise le recrutement de terroristes⁴⁴⁴.

In its 2002 National Security Strategy and elsewhere, the Bush administration has argued that failing states foster terrorism and has laid out a comprehensive approach to counterterrorism that involves promoting peace building, state reconstruction, and good governance. When it comes to the Greater Horn, however, the Bush administration has simply not implemented its own policies. By relying on sporadic military strikes and continued support for autocrats without

⁴⁴² Gerald LeMelle, *loc. cit.*, p. 7.

⁴⁴³ John Prendergast et Colin Thomas-Jensen, *loc. cit.*, p. 59.

⁴⁴⁴ *Ibid.*, p. 67.

*broader political planning, it has combined the worst elements of its current strategy in Iraq with the Cold War-era policy of cronyism.*⁴⁴⁵

De plus, les analyses américaines du phénomène du terrorisme sont très contestées, autant par de nombreux africanistes – pensons à Adebajo, Abrahamsen et Willett - que par des experts ayant conduit des études de cas à ce sujet, comme Le Sage et Menkhaus. Le lien entre pauvreté, sous-développement et terrorisme n'est pas du tout avéré. Par contre, de nombreuses études confirment la corrélation entre la hausse du terrorisme suicide et l'occupation militaire étrangère⁴⁴⁶. Enfin, la présence de membres d'Al-Qaida en Afrique serait minime et limitée à des membres « juniors »⁴⁴⁷. Soulignons qu'il y a bel et bien une menace terroriste dans la région de la Corne. Cependant, les « experts » américains arrivent ni à la cerner adéquatement, ni à suggérer une approche productive dont les États-Unis et les populations africaines pourraient bénéficier.

L'approche constructiviste critique est particulièrement bien adaptée pour dévoiler, du moins partiellement, les constructions discursives ou les pratiques représentationnelles qui sous-tendent des politiques posées comme étant « rationnelles » et dans l'« intérêt national » d'un certain État à une époque donnée. Dans le cas de la Corne de l'Afrique, elle permet à la fois de comprendre et de remettre en question la réapparition soudaine de la région dans le paysage stratégique global américain.

Peu de recherches ont été faites dans le domaine universitaire concernant la perception de la politique africaine des États-Unis au sein des gouvernements et des populations africaines. Dans le futur, et particulièrement avec le développement d'AFRICOM, il serait sans doute intéressant de tenter de combler cette lacune, d'autant plus que le contexte des

⁴⁴⁵ *Ibid.*, p. 74.

⁴⁴⁶ André Le Sage (dir.), *op. cit.*, p. 12.

⁴⁴⁷ *Ibid.*, p. 36.

nombreux discours concernant le soi-disant « clash des civilisations » s'y prête. En outre, des études comparatives entre la réception de la présence américaine, britannique, française et chinoise en Afrique pourraient grandement contribuer à la compréhension de l'impact des politiques étrangères d'États non africains sur le continent.

BIBLIOGRAPHIE

Théorie

Buzan, Barry, Ole Weaver et Jaap de Wilde (dir.). *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 1998, 239 p.

Campbell, David. *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity* (édition révisée). Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998, 289 p.

Huysmans, Jef. « The Question of the Limit: Desecuritization and the Aesthetics of Horror in Political Realism ». *Millennium*, vol. 2, no 3 (1998), pp. 569-589.

Kubálková, Vendulka (dir.). *Foreign Policy in a Constructed World*. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe, 2001, 302 p.

Kubálková, Vendulka, Nicholas Onuf et Paul Kowert (dir.). *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe, 1998, 214 p.

Macleod, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour (dir.). *Relations internationales : Théories et concepts* (2^e édition). Montréal : Athéna Éditions, 2004, 306 p.

O'Meara, Dan. « Hegemony, Militarism and Identity: Locating the U.S. as the Global Power ». 49th Convention of the International Studies Association: *Bridging Multiple Divides*. San Francisco: Hilton San Francisco, 26-29 mars 2008, 31 p.

O'Meara, Dan. « Le constructivisme. Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats ». Chap. dans *Théories des Relations internationales. Contestations et résistances*, sous la dir. de Alex Macleod et Dan O'Meara, pp. 181-206. Montréal : Athéna Éditions, coédition CEPES, 2007.

Reus-Smit, Christian. « Constructivism ». Chap. dans *Theories of International Relations*, 3^e éd. rév., sous la dir. de Scott Burchill et al., pp. 188-212. Basingstoke, Hampshire; New York: Palgrave Macmillan, 2005.

Weldes, Jutta. *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1999, 316 p.

Weldes, Jutta et al. (dir.). « Introduction: Constructing Insecurity ». Chap. dans *Cultures of Insecurity: States, Communities, and the Production of Danger*, pp. 1-33. Minneapolis; London: University of Minnesota Press, 1999.

Ouvrages portant sur la stratégie sécuritaire des États-Unis et le terrorisme

Barnett, Thomas P.M. *The Pentagon's New Map: War and Peace in the Twenty-first Century*. New York: G.P. Putnam's Sons, 2004, 435 p.

Collins, John et Ross Glover (dir.). *Collateral Language: A User's Guide to America's New War*. New York; London: New York University Press, 2002, 240 p.

Davis, John (dir.). *Africa and the War on Terrorism*. Aldershot: Ashgate Publishing Group, 2007, 200 p.

De Waal, Alex (dir.). *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*. Bloomington: Indiana University Press, 2004, 279 p.

Duhamel, Anne. « L'évolution de la théorie du conflit de faible intensité : continuité ou rupture? : le cas du Honduras ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2000, 116 p.

Friedman, Thomas. *Longitudes and Attitudes. Exploring the World Before and After September 11*. London: Penguin Books, 2003, 399 p.

Gurr, Ted. *Why Men Rebel*. Princeton: Princeton University Press, 1970, 421 p.

Guyatt, Nicholas. *Another American Century?: The United States and the World Since 9/11*. London; New York: Zed Books; Dhaka: University Press; Bangkok: White Lotus; Nova Scotia: Fernwood Pub.; Bangalore : Books for Change; Kuala Lumpur : Sird, 2003, 308 p.

Hodges Adam et Chad Nilep (dir.). *Discourse, War and Terrorism*. Amsterdam; Philadelphia: John Benjamins, 2007, 248 p.

Jackson, Richard. *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counter-Terrorism*. Manchester: Manchester University Press, 2005, 232 p.

Johnson, Chalmers. *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy and the End of the Republic*. New York: Metropolitan Books, 2004, 389 p.

Johnson, Chalmers. *Blowback: the Costs and Consequences of American Empire*. New York: Metropolitan Books, 2000, 268 p.

Kaplan, Robert D. *Surrender or Starve: Travels in Ethiopia, Sudan, Somalia, and Eritrea*. New York: Vintage, 2003, 222 p.

Keen, David. *Endless War?: Hidden Functions of the "War on Terror"*. London; Ann Arbor, MI: Pluto Press, 2006, 296 p.

Kolko, Gabriel. *Another Century of War?* New York: New Press, W.W. Norton, 2002, 165 p.

Laqueur, Walter. *No End to War: Terrorism in the Twenty-first Century*. New York: Continuum, 2003, 288 p.

Le Sage, André (dir.). *African Counterterrorism Cooperation: Assessing Regional and Subregional Initiatives*. Washington, DC: Potomac Books and National Defense University Press, 2007, 224 p.

Lustick, Ian. *Trapped in the War on Terror*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2006, 186 p.

Macleod, Alex et David Morin (dir.). *Diplomaties en guerre : Sept États face à la crise irakienne*. Montréal : Athéna Éditions et CEPES, 2005, 256 p.

Munene, Macharia, J.D. Olewe Nyunya et Korwa Adar (dir.). *The United States and Africa: From Independence to the End of the Cold War*. Nairobi: East African Publishers Ltd., 1995, 311 p.

Pape, Robert. *Dying to Win: The Strategic Logic of Suicide Terrorism*. New York: Random House, 2005, 335 p.

Rotberg, Robert I. *Battling Terrorism in the Horn of Africa*. Washington, DC: Brookings Institution Press, 2005, 210 p.

Rothchild, Donald et Edmond J. Keller (dir.). *Africa-US Relations: Strategic Encounters*. Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 2006, 299 p.

Said, Edward W. *Orientalism*. New York: Vintage Books, 1994, 394 p.

Schraeder, Peter J. *United States Foreign Policy toward Africa: Incrementalism, Crisis, and Change*. Cambridge; New York: Cambridge University Press, 1994, 347 p.

Silberstein, Sandra. *War of Words: Language, Politics and 9/11*. London; New York: Routledge, 2002, 224 p.

Snow, Donald M. *Uncivil Wars: International Security and the New Internal Conflicts*. Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 1996, 177 p.

Subiri, Obwogo. *The Bombs that Shook Nairobi and Dar. A Story of Pain and Betrayal*. Nairobi: Obwogo & Family Publishers Limited, 1999, 174 p.

Woodward, Peter. *US Foreign Policy and the Horn of Africa*. Aldershot, England: Ashgate, 2006, 178 p.

Discours et documents officiels

9/11 Five Years Later: Successes and Challenges. Washington, DC, septembre 2006, 21 p. En ligne. <http://www.state.gov/documents/organization/72027.pdf>, Consulté le 5 décembre 2007.

Fighting Terrorism in Africa. Hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations. House of Representatives, 108th Congress, first session, no 107-46, 1^{er} avril 2004. En ligne. http://commdocs.house.gov/committees/intlrel/hfa92870.000/hfa92870_0.HTM. Consulté le 16 avril 2006.

Fighting Terrorism in Africa. Hearing before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations. House of Representatives, 108th Congress, second session, no 108-82, 1^{er} avril 2004. En ligne. http://commdocs.house.gov/committees/intlrel/hfa92870.000/hfa92870_0f.htm. Consulté le 1er avril 2006.

September 11, 2001: Attack on America. Africa and the War on Global Terrorism. Hearing Before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Affairs. House of Representatives, 107th Congress, second session, no 108-82, 15 novembre 2001. En ligne. http://www.yale.edu/lawweb/avalon/sept_11/hearing_004.htm. Consulté le 16 janvier 2008.

Abizaid. John. « Gen. Abizaid Central Command Operations Update Briefing ». Washington, DC: United States Department of Defense, 30 avril 2004. En ligne. <http://www.globalsecurity.org/military/library/news/2004/04/mil-040430-dod02.htm>. Consulté le 1er avril 2008.

Bush, George W. « President Discusses War on Terror at National Endowment for Democracy ». Washington, DC: Ronald Reagan Building and International Trade Center, 6 octobre 2005.

Bush, George W. « President Bush Outlines his Agenda for U.S. - African Relations. Remarks by the President to the Corporate Council on Africa's U.S. - Africa Business Summit. » Washington, DC: Washington Hilton Hotel, 26 juin 2003.

Bush, George W. « Press Conference ». Washington, DC: The East Room, 11 octobre 2001.

Bush, George W. « Address to a Joint Session of Congress and the American People ». Washington, DC: United States Capitol, 20 septembre 2001.

Bush, W. George. « Remarks by the President In Photo Opportunity with the National Security Team ». Washington, DC: The Cabinet Room, 12 septembre 2001.

Bush, George W. et Mwai Kibaki. « President Bush, Kenyan President Kibaki Discuss State Visit ». Washington, DC: The East Room, 6 octobre 2003.

Bush, George W. et Goran Persson. « Press Conference by President Bush, Prime Minister Goran Persson of Sweden ». Goteborg, Sweden: Massan Convention Center, 14 juin 2001.

Central Intelligence Agency. *The World Factbook*. En ligne, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>. Consulté le 21 janvier 2008.

CJTF-HOA. *Fact sheet*. En ligne. <http://www.hoa.centcom.mil/factsheet.asp>. Consulté le 11 mars 2008.

Crawley, Vince. « L'AFRICOM reflète l'importance croissante de l'Afrique ». *USINFO* (Washington), 13 février 2007. En ligne, <http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-french&y=2007&m=February&x=20070213125810MVyelwarC0.4463922>. Consulté le 8 avril 2007.

Dagne, Ted. *CRS Report for Congress RL31247 - Africa and the War on Terrorism*. Washington, DC: Congressional Research Service, 17 janvier 2002, 25 p.

Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, Washington, DC: Department of Defense, 30 septembre 2001, 79 p.

Fisher-Thompson, Jim. « Africa's Strategic Importance to U.S. Is Growing, Envoy Says ». *USINFO* (Washington), 14 mai 2007. En ligne. <http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-english&y=2007&m=August&x=20070806113828idybeekcm0.8483087>. Consulté le 12 septembre 2007.

Garamone, Jim. « U.S. Servicemembers 'Waging Peace' on Horn of Africa ». *American Forces Press Service*, 3 janvier 2006. En ligne. <http://www.defenselink.mil/news/newsarticle.aspx?id=14718>. Consulté le 16 avril 2006.

Greenberg, Bruce et Daniel Cain. « U.S.-Africa Partnerships Key to Waging War on Terrorism ». *USINFO* (Washington), 14 mars 2005. En ligne. <http://usinfo.state.gov/af/Archive/2005/Mar/15-904874.html>. Consulté le 16 avril 2006.

La Maison-Blanche. *National Strategy for Combating Terrorism*, Washington, DC: La Maison-Blanche, septembre 2006, 23 p.

La Maison-Blanche. *The National Security Strategy of the United States of America*. Washington, DC: La Maison-Blanche, 2006, 49 p.

La Maison-Blanche. *The National Security Strategy of the United States of America*. Washington, DC: La Maison-Blanche, 2002, 31 p.

McKeeby, David. « U.S. Africa Command Builds Partnerships, Fosters Self-Sufficiency ». *USINFO* (Washington), 6 août 2007. En ligne. <http://www.america.gov/st/washfile-english/2007/August/20070806113828idybeekcm0.8483087.html>. Consulté le 1er avril 2008.

Ploch, Lauren. *CRS Report for Congress RL34003 - Africa Command: U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa*. Washington, DC: Congressional Research Service, 16 mai 2007, 35 p.

Rumsfeld, Donald H., Henry H. Shelton, Victoria Clarke et Charles S. Abell. « News Briefing ». Washington, DC: United States Department of Defense, 27 septembre 2001.

Swan, James. « U.S. Policy in the Horn of Africa ». Kalamazoo, Michigan: 4th International Conference on Ethiopian Development Studies, Western Michigan University, 4 août 2007. En ligne. <http://www.state.gov/p/af/rls/rm/90573.htm>. Consulté le 27 septembre 2007.

Whelan, Theresa. « Africa's Ungoverned Space - A New Threat Paradigm ». Washington, DC: Conference « Rethinking the Future Nature of Competitions and Conflicts », 19 décembre 2005, 9 p.

Documents et rapports des *think tanks* et O.N.G.

Africa Action. *Talking Points on President Bush's Trip to Africa and on the Bush Administration's Africa Policy*. Washington, DC, 7 juillet 2003, 6 p. En ligne. www.africaaction.org/newsroom/docs/BushtripTPs.pdf. Consulté le 8 avril 2007.

Amnesty International. *Kenya/Ethiopia/Somalia. Horn of Africa: Unlawful Transfers in the 'War on Terror'*. AI Index: AFR 25/006/2007, juin 2007, 4 p. En ligne. <http://asiapacific.amnesty.org/library/Index/ENGAFR250062007?open&of=ENG-KEN>. Consulté le 28 mars 2008.

Amnesty International. *Kenya: The Impact of « Anti-terrorism » Operations on Human Rights*. AI Index: AFR 32/002/2005, 23 mars 2005, 37 p. En ligne. [http://web.amnesty.org/library/pdf/AFR320022005ENGLISH/\\$File/AFR3200205.pdf](http://web.amnesty.org/library/pdf/AFR320022005ENGLISH/$File/AFR3200205.pdf). Consulté le 8 avril 2007.

Berrigan, Frida. *The New Military Frontier: Africa*. Washington, DC: Foreign Policy In Focus, 18 septembre 2007. En ligne. <http://www.fpif.org/fpiftxt/4561>. Consulté le 3 mars 2008.

Berschinski, Robert G. *AFRICOM's Dilemma: The « Global War on Terrorism, » « Capacity Building, » Humanitarianism, and the Future of U.S. Security Policy in Africa*. Carlisle, US Army War College: Strategic Studies Institute Publication, novembre 2001, 71 p.

Bonney, Dennis J. et al. « More Than Humanitarianism: A Strategic U.S. Approach Toward Africa », sous la dir. de Princeton Lyman et Stephen J. Morrison. Council on Foreign Relations: *Task Force Report*, no 56 (janvier 2006), 148 p.

Carafano, James Jay et Gardiner Nile. « U.S. Military Assistance for Africa: A Better Solution ». The Heritage Foundation: *Backgrounders*, no 1697 (15 octobre 2003), 9 p.

Carson, Johnnie. « Shaping U.S. Policy on Africa: Pillars of a New Strategy ». Institute for National Strategic Studies, National Defense University: *Strategic Forum*, no 210 (septembre 2004), 8 p.

The Center for Public Integrity. *U.S. Military Aid Before and After 9/11, Region Breakdown*. En ligne. <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/regiondetail.aspx?REGION=Africa>. Consulté le 27 mars 2008.

De Waal, Alex. « Chasing Ghosts: Alex de Waal on the Rise and Fall of Militant Islam in the Horn of Africa ». Social Science Research Council: *Contemporary Conflicts*, 1er septembre 2005, 7 p. En ligne. http://conconflicts.ssrc.org/hornofafrica/chasing_ghosts/. Consulté le 8 avril 2008.

Fancher, Mark P., Jeffrey L. Edison et Ajamu Sankofa. « Africom Threatens the Sovereignty, Independence and Stability of the African Continent ». *National Conference of Black Lawyers*, 15 janvier 2008, 7 p. En ligne. <http://www.ncbl.org/default.htm#news>. Consulté le 18 mars 2008.

The Fund for Peace. *Failed States Index Scores 2007*. En ligne. http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com_content&task=view&id=229&Itemid=366. Consulté le 18 février 2008.

Guevara, Marina Walker. « Allegiance Rewarded: Ethiopia Reaps U.S. Aid by Enlisting in War on Terror and Hiring Influential Lobbyists ». *The Center for Public Integrity* (Washington, DC), 22 mai 2007. En ligne. <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/report.aspx?aid=864>. Consulté le 10 septembre 2007.

Hallinan, Conn. « The Right Gets Africa Wrong ». *Right Web Analysis* (Silver City, NM: International Relations Center), 9 juillet 2007. En ligne. <http://rightweb.irc-online.org/rw/4368>. Consulté le 10 septembre 2007.

Hallinan, Conn. « Africa: The Right's Stuff ». *Right Web Analysis* (Silver City, NM: International Relations Center), 7 mars 2007. En ligne. <http://rightweb.irc-online.org/rw/4053>. Consulté le 10 septembre 2007.

Hartung, William D. et Frida Berrigan. « Militarization of U.S. Africa Aid: 2000-2005 ». World Policy Institute: *Arms Trade Resource Center Report*, mars 2005, 6 p. En ligne. <http://www.worldpolicy.org/projects/arms/reports/AfricaMarch2005.html>. Consulté le 10 mars 2008.

Human Rights Watch. *World Report 2003*. États-Unis : Human Rights Watch, 2003. En ligne. <http://hrw.org/wr2k3/download.html>. Consulté le 8 avril 2007.

International Crisis Group. « Counter-Terrorism in Somalia: Losing Hearts and Minds? ». *Africa Report*, no 95 (11 juillet 2005), 24 p.

Kansteiner III, Walter H. et J. Stephen Morrison (dir.). *Rising US Stakes in Africa: Seven Proposals to Strengthen US-Africa Policy*, rapport du Africa Policy Advisory Panel. Washington, DC: the Center for Strategic and International Studies Press, mai 2004, 170 p.

Kroening, Volker. *Prevention or Preemption? - Towards a Clarification of Terminology, Project on Defense Alternatives Guest Commentary*. Cambridge, MA: Commonwealth Institute, mars 2003. En ligne. <http://www.comw.org/pda/0303kroening.html>. Consulté le 5 décembre 2007.

Lallemand, Alain. « Profiteering on Location: Djibouti's Repressive Regime, Not its People, has Prospered Since 9/11 ». *The Center for Public Integrity* (Washington, DC), 22 mai 2007. En ligne. <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/report.aspx?aid=858>. Consulté le 10 mars 2008.

LeMelle, Gerald. *Africa Policy Outlook 2008*. Washington, DC: Foreign Policy in Focus, 7 février 2008, 12 p. En ligne. <http://www.africaaction.org/>. Consulté le 28 mars 2008.

Lyman, Princeton N. et Patricia Lee Dorff (dir.). *Beyond Humanitarianism: What You Need to Know About Africa and Why It Matters*. Washington, DC: Council on Foreign Relations Press, septembre 2007, 256 p.

Lyons, Terrence. *Avoiding Conflict in the Horn of Africa: U.S. Policy Toward Ethiopia and Eritrea*. Washington, DC: Council on Foreign Relations Press, décembre 2006, 48 p.

Malan, Mark. *U.S. Civil-Military Imbalance for Global Engagement: Lessons from the Operational Level in Africa*. Washington, DC: Refugees International, juillet 2008. 56 p. En ligne. <http://www.refugeesinternational.org/content/issue/detail/10761>. Consulté le 18 juillet 2008.

Morrison, Stephen J. « *Exploring the U.S. Africa Command and a New Strategic Relationship with Africa* ». *Testimony before the Senate Foreign Relations Subcommittee on Africa*. Washington: Room 419 Dirksen Senate Office Building, 1er août 2007, 6 p.

Morrison, Stephen J. et Jennifer G. Cooke (dir.). *Africa Policy in the Clinton Years: Critical Choices for the Bush Administration*. Washington, DC: the Center for Strategic and International Studies Press, 2001, 153 p.

Ndlovu-Gatsheni, Sabelo J. « Weak States and the Growth of Private Security Sector in Africa: Whither the African State? ». Chap. dans *Private Security Sector in Africa: Manifestation, Challenges and Regulation*, sous la dir. de Sabelo Gumedze, pp. 17-38. Afrique du Sud, Pretoria: Institute for Security Studies, Monograph Series no 139, novembre 2007.

Njau, Mutegi. « An Incentive to Clamp Down: Profiteering on Location: With U.S. Prodding, 3 East African Nations Get Tough on Terrorist Suspects - Even When Evidence Is Lacking ». *The Center for Public Integrity* (Washington, DC), 22 mai 2007. En ligne. <http://www.publicintegrity.org/militaryaid/report.aspx?aid=873>. Consulté le 10 septembre 2007.

Pham, Peter. *America in Africa: Securing U.S. Interests and Promoting a Continent's Development*. James Madison University, Virginia: Nelson Institute for International and Public Affairs, 2007, 19 p. En ligne. <http://www.jmu.edu/nelsoninstitute/americafrica.htm>. Consulté le 18 septembre 2007.

Pham, Peter. *Africa Command: A Historic Opportunity for Enhanced Engagement - If Done Right. Testimony before the Subcommittee on Africa and Global Health, Committee on Foreign Affairs*. United States House of Representatives, 2 août 2007. En ligne. <http://foreignaffairs.house.gov/110/pha080207.htm>. Consulté le 12 octobre 2007.

Project for a New American Century. *Rebuilding America's Defenses: Strategy, Forces and Resources for a New Century*, 2000, 90 p. En ligne. <http://www.newamericancentury.org/RebuildingAmericasDefenses.pdf>. Consulté le 2 avril 2007.

Rabasa, Angel et al. *Ungoverned Territories: Understanding and Reducing Terrorism Risks*. Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2007, 396 p.

Ray, Bipasha. « Somalia, Horn of Africa, Results and Motivations of Terrorism ». *Defense Analysis Bulletin*, no 3 (7 mars 2007). En ligne. <http://www.comw.org/pda/dab/dab3.html>. Consulté le 2 décembre 2007.

Rice, Susan. « Global Poverty, Weak States and Insecurity ». *The Brookings Blum Roundtable: Session I: Poverty, Insecurity and Conflict*. Aspen, Colorado : 2 août 2006, 15 p. En ligne. http://www.brookings.edu/papers/2006/08globaleconomics_rice.aspx. Consulté le 10 février 2008.

Stohl, Rachel (dir.). *U.S. Arms Exports and Military Assistance in the "Global War on Terror": 25 Country Profiles*. Washington, DC: Center for Defense Information, 2007, 149 p.

Volman, Daniel. « U.S. Military Programs in Sub-Saharan Africa, 2005-2007 ». *Association of Concerned Africa Scholars* (Californie), 1er mars 2006. En ligne. <http://www.prairienet.org/acas/military/military06.html>. Consulté le 6 mars 2007.

Articles et chapitres de livres portant sur la thématique du mémoire

Abrahamsen, Rita. « A Breeding Ground for Terrorists? Africa & Britain's 'War on Terrorism' ». *Review of African Political Economy*, vol. 31, no 102 (2004), pp. 677-684.

Adebajo, Adekeye. « Africa and America in an Age of Terror ». *Journal of Asian and African Studies*, vol. 38, no 2-3 (2003), pp.175-191.

AFP. « Des miliciens soutenus par les États-Unis traquent Al-Qaïda en Somalie ». *AFP* (Nairobi), 5 mai 2006.

Ostling, Richard N. « Christian Evangelist Franklin Graham Reaffirms Criticism of Islam ». *Associated Press Archive*, 15 mars 2006.

Barkan, Joel D. « Kenya After Moi ». *Foreign Affairs*, vol. 83, no 1 (janvier-février 2004), pp. 87-100.

Barnett, Thomas P.M. « The Pentagon's New Map ». *Esquire* (New York), mars 2003. En ligne. <http://www.thomaspmbarnett.com/published/pentagonsnewmap.htm>. Consulté le 15 avril 2008.

BBC. *US Naval Base to Protect Sao Tome Oil*. BBC (Londres), 22 août 2002. En ligne. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/2210571.stm>. Consulté le 14 May 2008.

BBC Afrique. *La guerre contre la terreur en Afrique*. BBC (Londres), 8 janvier 2007. En ligne. http://www.bbc.co.uk/french/news/story/2007/01/070108_conflitsregiono.shtml. Consulté le 28 mars 2008.

Caraël, Michel. « La ruine du pansomalisme », *Monde diplomatique* (Paris), octobre 1982, pp. 18-20.

Carmody, Padraig. « Transforming Globalization and Security: Africa and America Post-9/11 ». *Africa Today*, vol. 52, no 1 (2005), pp. 97-120.

Cesari, Jocelyne. « Islam de l'extérieur, musulmans de l'intérieur : deux visions après le 11 septembre 2001 ». *Cultures & Conflits*, no 44 (2001), pp. 97-115.

Crocker, Chester A. « Engaging Failed States ». *Foreign Affairs*, vol. 82, no 5 (septembre-octobre 2003), pp. 32-44.

Cumings, Bruce. « The Emperor's Old Clothes ». *The Nation* (New York), 19 février 2001. En ligne. <http://www.thenation.com/doc/20010219/cumings>. Consulté le 5 décembre 2007.

Deane, Claudia et Darryl Fears. « Negative Perception Of Islam Increasing » *Washington Post* (Washington), 9 mars 2006, A01.

Donnelly, Jack. « International Human Rights: Unintended Consequences of the War on Terrorism ». Chap. dans *Wars on Terrorism and Iraq: Human Rights, Unilateralism, and U.S. Foreign Policy*, sous la dir. de Thomas G. Weiss, Margaret E. Crahan et John Goering, pp. 98-112. New York : Routledge, 2004.

Glickman, Harvey. « Africa in the War on Terrorism ». *Journal of Asian and African Studies*, vol. 38, no 2-3 (2003), pp. 162-174.

Green, Matthew. « Increasingly Difficult to Remain Neutral over Somalia ». *The Financial Times* (Londres), 13 juin 2007.

Grey, Robert D. « Africa ». Chap. dans *The Bush Doctrine and the War on Terrorism*, sous la dir. de Mary Buckley et Robert Singh, pp. 121-135. Oxon : Routledge, 2006.

Hoffman, Paul. « Human Rights and Terrorism ». *Human Rights Quarterly*, vol. 26, no 4 (novembre 2004), pp. 932-955.

Huntington, Samuel. « The Clash of Civilizations ? ». *Foreign Affairs*, vol. 72, no 3 (été 1993), pp. 22-49.

Johnson, Scott. « Taking the War on Terror to Africa ». *Newsweek International Edition*, 17 septembre 2007. En ligne. <http://www.msnbc.msn.com/id/20657234/site/newsweek/>. Consulté le 21 septembre 2007.

Kagwanja, Peter. « Counter-terrorism in the Horn of Africa: New Security Frontiers, Old Strategies ». *African Security Review*, vol. 15, no 3 (2006), pp. 72-86.

Kaplan, D. Robert. « The Coming Anarchy ». *Atlantic Monthly*, vol. 273, no 2 (février 1996), pp. 44-76.

Kenda Adaka Kikaya, David. « A Vulnerable Continent: Africa ». Chap. dans *Global Responses to Terrorism: 9/11, Afghanistan and Beyond*, sous la dir. de Mary Buckley et Rick Fawn, pp. 165-175. Londres : Routledge, 2003.

Klare, M.T. « Imperial Reach ». *The Nation* (New York), 25 avril 2005. En ligne. <http://www.thenation.com/doc/20050425/klare>. Consulté le 6 mars 2007.

Kraxberger, Brennan M. « The United States and Africa: Shifting Geopolitics in an 'Age of Terror' ». *Africa Today*, vol. 52, no 1 (septembre 2005), pp. 47-68.

Laffey, Mark et Jutta Weldes. « US Foreign Policy, Public Memory, and Autism: Representing September 11 and May 4 ». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, no 2 (juillet 2004), pp. 355-375.

Lake, Anthony. « Confronting Backlash States ». *Foreign Affairs*, vol. 73, no 2 (mars-avril 1994), pp. 45-55.

Lee, Nicole C. et Danny Glover. « Say No to Africom ». *The Nation* (New York), 19 novembre 2007. En ligne. http://www.thenation.com/doc/20071119/glover_lee. Consulté le 26 mars 2008.

Légaré-Tremblay, Jean-Frédéric. « Réflexions théoriques sur la politique américaine de sécurité nationale après le 11 septembre 2001 ». *Centre d'Études des Politiques Étrangères et de Sécurité (CÉPÈS)*, coll. *Notes de recherches*, no. 27 (juin 2004), 44 p.

Leriche, Frédéric. « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective ». *Afrique contemporaine*, no 207 (automne 2003), pp. 7-23.

Lyman, Princeton N. et J. Stephen Morrison. « The Terrorist Threat in Africa », *Foreign Affairs*, vol. 83, no 1 (janvier-février 2004), pp. 75-86.

Iyob, Ruth et Edmond J. Keller. « US Policy in the Horn: Grappling with a Difficult Legacy ». Chap. dans *East Africa and the Horn: Confronting Challenges to Good Governance*, sous la dir. de Dorina A. Bekoe, pp. 101-125. Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers, 2006.

Mackinlay, John. « Osama bin Laden: Global Insurgent ». *African Security Review*, vol. 10, no 4 (2001), pp. 141-148.

Malan, Mark. « The Post-9/11 Security Agenda and Peacekeeping in Africa ». *African Security Review*, vol. 11, no 3 (2002), pp. 53-66.

Maull, Hans W. « American Foreign Policy: Between Isolationism and Internationalism, Unilateralism and Multilateralism ». Chap. dans *U.S. Foreign Policy Toward the Third World: A Post-Cold War Assessment*, sous la dir. de Jürgen Rüländ, Theodor Hanf et Eva Manske, pp. 33-51. Armonk, New York: M.E. Sharpe, 2006.

Mazzetti, Mark. « U.S. Cuts in Africa Hurt War on Terror and Increase China's Influence, Officials Say ». *New York Times* (New York), 23 juillet 2006, final, section 1, p. 12.

Miller, Greg et Josh Meyer. « U.S. Relies on Sudan Despite Condemning It ». *Los Angeles Times* (Los Angeles), 11 juin 2007, A1.

Mills, Greg. « Africa's New Strategic Significance ». *The Washington Quarterly*, vol. 27, no 4 (automne 2004), pp. 157-169.

Ohana, Uzzi. « Identity, Power, Order: The Securitisation of Others ». Nordic International Studies Association Conference: *Power, Vision, and Order in World Politics*. Odense: University of Southern Denmark, 23-25 mai 2007, 29 p.

Prendergast John et Colin Thomas-Jensen. « Blowing the Horn », *Foreign Affairs*, vol. 86, no 2 (mars-avril 2007), pp. 59-74.

Rajae, Bahram M. « US Foreign Policy and Radical Islam ». Chap. dans *The War on Terror in Comparative Perspective: US Security and Foreign Policy after 9/11*, sous la dir. de Mark J. Miller and Boyka Stefanova, pp. 69-95. Basingstoke; New York: Palgrave Macmillan, 2007.

Raz, Guy. « New U.S. Command in Africa Faces Skeptics ». *NPR* (Washington, DC), 30 octobre 2006.

Renner, Michael. « State of the World 2005: Redefining Security ». Chap. dans *Rethinking Global Security: An African Perspective?*, sous la dir. de Makumi Mwangiri et Okello Oculi, pp. 1-11. Nairobi: Heinrich Böll Foundation, 2006.

Rice, Xan Oliver Burkeman et Rory Carroll. « Fall of Mogadishu Leaves US Policy in Ruins ». *The Guardian* (Londres), 10 juin 2006.

Rotberg, Robert I. « Failed States in a World of Terror ». *Foreign Affairs*, vol. 81, no 4 (juillet-août 2002), pp. 127-140.

Roth, Kenneth. « The Fight Against Terrorism: The Bush Administration's Dangerous Neglect of Human Rights ». Chap. dans *Wars on Terrorism and Iraq: Human Rights, Unilateralism, and U.S. Foreign Policy*, sous la dir. de Thomas G. Weiss, Margaret E. Crahan et John Goering, pp. 113-131. New York : Routledge, 2004.

Rothchild, Donald. « The US Foreign Policy Trajectory on Africa ». *SAIS Review*, vol. 21, no 1 (hiver-printemps 2001), pp. 179-211.

Rüland, Jürgen, Theodor Hanf et Eva Manske (dir.). « American Policies Toward the Global South in the Post-Cold War, Post-Bipolar Era: An Introduction ». Chap. dans *U.S. Foreign Policy Toward the Third World: A Post-Cold War Assessment*, pp. 3-32. Armonk, New York: M.E. Sharpe, 2006.

Schraeder, Peter J. « United States and Africa: 'Uncle Sam' or 'Uncle Scrooge'? ». Chap. dans *U.S. Foreign Policy Toward the Third World: A Post-Cold War Assessment*, sous la dir. de Jürgen Rüland, Theodor Hanf et Eva Manske, pp. 192-230. Armonk, New York: M.E. Sharpe, 2006.

Schraeder, Peter J. « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique ». *Pax Africana? Le nouvel interventionnisme libéral*, no 98 (juin 2005), pp. 42-62.

Schraeder, Peter J. « Finie la rhétorique, vive la géopolitique. Premières tendances de la politique africaine de l'administration Bush (2001) ». *Politique africaine*, no 82 (juin 2001), pp. 133-150.

Sionneau, Bernard. « Réseaux conservateurs et nouvelle doctrine américaine de sécurité ». *Annuaire français de relations internationales*, vol. 4 (2003), pp. 498-531.

Sjöstedt, Roxanna. « The Discursive Origins of a Doctrine: Norms, Identity, and Securitization under Harry S. Truman and George W. Bush ». *Foreign Policy Analysis*, vol. 3, no 3 (juillet 2007), pp. 233-254.

Sokolsky, Richard et Joseph McMillan. « Foreign Aid in Our Own Defense ». *New York Times* (New York), 12 février 2002, final, section A, p. 23.

Steinberg, Donald. « Bush in Africa: A Continent Adrift ». *YaleGlobal* (New Haven), 18 février 2008. En ligne.

<http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=10383>. Consulté le 26 mars 2008.

Stockman, Farah. « Christian Lobbying Finds success ». *The Boston Globe* (Boston), 14 octobre 2004. En ligne. http://www.boston.com/news/nation/articles/2004/10/14/christian_lobbying_finds_success/?page=1. Consulté le 28 mars 2008.

Tisdall, Simon. « Hornets' Nest in the Horn of Africa ». *The Guardian* (Londres), 20 septembre 2007. En ligne. http://commentisfree.guardian.co.uk/simon_tisdall/2007/09/hornets_nest_in_the_horn.html. Consulté le 28 mars 2008.

Tynes, Robert. « US Counter-terrorism Policies in Africa are Counter to Development ». *African Security Review*, vol 15, no 3 (2006), pp. 109-113.

Vessely, Milan. « US Rolls Out Red Carpet for Kibaki ». *African Business* (Londres), no 293 (2003), p. 20.

Willett, Susan. « New Barbarians at the Gate: Losing the Liberal Peace in Africa ». *Review of African Political Economy*, vol. 32, no 106 (2005), pp. 569-594.

Zecchini, Laurent. « Djibouti : avant-poste des GI en Afrique ». *Le Monde* (Paris), 19 juillet 2007.

DANS LA SÉRIE MÉMOIRE

1. Hélène Viau. *La (re)conceptualisation de la sécurité dans les théories réaliste et critique : quelques pistes de réflexion sur les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale*, Montréal : CEPES, série Mémoires, vol. 1, août 2000.
2. Anne Duhamel. *L'évolution de la théorie du conflit de faible intensité : continuité ou rupture ? Le cas du Honduras*, Montréal : CEPES, série Mémoires, vol. 2, février 2001.
3. Olivier Leblanc. *La politique étrangère de l'Australie et le cas de l'intervention au Timor-Oriental en 1999 dans le cadre de l'INTERFET*, Montréal : CEPES, série Mémoires, vol. 3, février 2005.
4. Olivier Régol. *Go East! Une lecture critique de la littérature portant sur l'attitude du fond monétaire international en Russie (1992-1999)*, Montréal : CEPES, série Mémoires, vol. 4, mai 2005.
5. Charles Létourneau. *L'influence canadienne à travers les opérations de paix, 1956 à 2005*, Montréal : CEPES, série Mémoires, vol. 5, novembre 2006.
6. Charles Benjamin. *La théorie de la guerre juste face au terrorisme et à la guerre antiterroriste*, Montréal : CEPES, série Mémoires, vol. 6, décembre 2007.
7. Julie Auger. *La santé publique comme enjeu de sécurité nationale au Canada : Terrorisme CBRN et maladies infectieuses (1995-2006)*, Montréal : CEPES, série Mémoires, vol. 7, mars 2008.
8. Noëmi Ral. *La stratégie sécuritaire des Etats-Unis dans la corne de l'Afrique depuis le 11 septembre 2001*, Montréal : CEPES, série Mémoires, vol. 8, janvier 2009.

Toutes les publications du CEPES sont disponibles en ligne :

www.cepes.uqam.ca